

Juillet 2006

31 juillet

Le président George W. BUSH se félicite de la résolution "forte" votée par le Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU) qui exige du gouvernement iranien qu'il suspende -- d'ici le 31 août 2006 et sous le contrôle de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) -- "toutes ses activités liées à l'enrichissement [d'uranium] et au retraitement [des déchets nucléaires], y compris la recherche-développement" ([George W. BUSH, President Bush Tours Port of Miami, Miami, Floride, 31 juillet 2006](#)).



Votée par 14 voix contre une (Qatar) sur le fondement juridique de l'article 40 du chapitre VII de la Charte des Nations Unies (autorisant le recours à la force armée au titre de la force exécutoire), la résolution 1596 reflète selon M. BUSH la volonté de la communauté internationale d'interdire à l'Iran l'acquisition du savoir-faire nucléaire -- *a fortiori* celle d'une arme nucléaire; le président remercie à ce titre les "partenaires" des Etats-Unis.

A la suite de cette résolution démontrant "la gravité de la situation et la détermination du Conseil", le porte-parole du département d'Etat, Sean McCORMACK, formule le voeu que l'Iran prenne la "décision stratégique" de coopérer en renouant le fil de la négociation ([Sean McCORMACK, UN Security Council Resolution on Iran, 31 juillet 2006](#)). Le secrétaire d'Etat Condoleezza RICE souligne que la "porte de la diplomatie" reste ouverte ([Condoleezza RICE, Briefing En Route Washington, DC, 31 juillet 2006](#)). Parce que le gouvernement iranien a échoué à amorcer les négociations -- envoyant au mieux des signaux équivoques et prétendant ne répondre que le 22 août à l'offre d'un paquet de mesures incitatives et dissuasives élaboré par l'UE-3 (Allemagne, France et Grande-Bretagne) puis approuvé par les Etats-Unis, la Chine et la Russie ("P-5+1": cinq membres permanents + l'Allemagne en tant que membre de l'UE-3) avant d'être présenté au gouvernement iranien par le Haut représentant de l'UE pour la politique étrangère et de sécurité commune, Javier SOLANA, le 6 juin 2006 --, la communauté internationale (y compris les puissances chinoise et russe initialement réticentes) exige désormais du réfractaire la suspension de ses activités d'enrichissement d'uranium et de traitement des déchets nucléaires en le plaçant devant une alternative:

1. l'amorce de négociations puis le retrait du dossier du CSNU en cas de mise en conformité
2. ou bien l'imposition de mesures coercitives sur le fondement du chapitre VII de la Charte

A condition que l'Iran suspende de manière "immédiate", "complète" et "vérifiable" (Condoleezza RICE, discours du 31 mai 2006) ses activités d'enrichissement d'uranium et de traitement des déchets nucléaires, les principales mesures incitatives que contient l'offre du "P-5+1" sont (importance décroissante):

1. la participation des Etats-Unis à des discussions multilatérales avec l'Iran sur son programme nucléaire
2. des assurances en matière de technologie nucléaire civile (pacifique), notamment une coopération nucléaire civile avec les Etats-Unis, la fourniture d'un réacteur nucléaire à eau légère par l'UE et la garantie de l'approvisionnement en combustible nucléaire par un consortium international
3. une densification des relations commerciales et financières
4. le soutien de la candidature iranienne à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)
5. et la levée des embargos partiels américains frappant certains biens à destination de l'Iran, notamment en matière aéronautique ou de systèmes d'alerte précoce des tremblements de terre

Découlant du référé immédiat devant le CSNU qui suivrait un refus iranien, les principales mesures dissuasives que contient l'offre du "P-5+1" sont:

1. un double embargo, sur l'exportation de certains biens et l'importation d'autres biens (matériels / technologies utiles pour l'exécution d'un programme nucléaire, armes)
2. le gel des avoirs des organisations et individus impliqués dans le programme nucléaire
3. la suspension de la coopération technique qu'assure l'Agence Internationale de l'Energie Atomique
4. le gel des contacts bilatéraux
5. l'interdiction de visas et de voyages pour les décideurs iraniens
6. et l'ajournement de la promesse faite à l'Iran d'une intégration prochaine au sein de l'OMC

Au cours de sa rencontre du 11 juillet avec M. SOLANA, le négociateur en chef iranien sur le programme nucléaire litigieux de la République Islamique d'Iran, Ali LARIJANI, était réputé articuler la réponse du gouvernement iranien au paquet de mesures incitatives et dissuasives formellement présenté au gouvernement iranien le 6 juin par M. SOLANA. Cette troisième rencontre entre les deux hommes s'est avérée infructueuse.

Le 12 juillet 2006, le groupe "P-5+1" (cinq membres permanents du CSNU plus l'Allemagne en tant que membre de l'UE-3) a exprimé sa "profonde déception" faute d'indice de la volonté du gouvernement iranien de négocier (l'Iran refuse de suspendre préalablement ses activités d'enrichissement d'uranium et de traitement des déchets nucléaires) et a annoncé n'avoir "d'autre choix" que de renvoyer le dossier litigieux devant le CSNU ([Philippe DOUSTE-BLAZY, P-5+1 Statement: Negotiations With Iran, Paris, France, 12 juillet 2006](#)).

Le 20 juillet, le Conseil Suprême pour la Sécurité Nationale iranien a promis que le gouvernement iranien répondrait formellement le 22 août 2006 au paquet de mesures incitatives et dissuasives tout en avertissant que l'imposition de sanctions par le CSNU aboutirait à une révision de la politique nucléaire de la République Islamique d'Iran.

Le CSNU est compétent sur le dossier du nucléaire iranien depuis février 2006:

1. 6 février 2006: le CSNU est saisi du dossier nucléaire iranien par une résolution votée par les 30 membres du conseil des gouverneurs de l'AIEA
2. 2 mars: le CSNU adopte (unanimité) une déclaration présidentielle demandant à l'Iran de se conformer aux résolutions antérieures de l'AIEA relatives à la vérification du caractère exclusivement civil de son programme nucléaire
3. 2 avril: le rapport demandé par le CSNU au directeur de l'AIEA (Mohamed EL BARADEI) confirme que l'Iran continue d'enrichir de l'uranium sans pour autant apporter la preuve du caractère strictement civil de son programme nucléaire
4. 28 juin: le secrétaire général des Nations Unies, Kofi ANNAN, exhorte le gouvernement iranien à accepter le paquet de mesures qui lui a été formellement présenté le 6 juin par le Haut représentant de l'UE pour la politique étrangère et de sécurité commune, Javier SOLANA

Si la nouvelle résolution du CSNU en date du 31 juillet est le produit d'un consensus *ad hoc* entre ses membres, la convergence stratégique pourrait s'effacer devant les divergences tactiques (liées d'abord aux délais impartis au gouvernement iranien pour répondre, ensuite aux modalités des éventuelles sanctions) entre d'un côté les Etats-Unis, l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne et, de l'autre, la Chine et la Russie -- deux membres permanents dotés du droit de veto.

**Les pertes humaines américaines du mois de juillet 2006** dans le cadre de l'Opération *Iraqi Freedom* s'élèvent à 44 militaires tués (61 en mai; *graphique 1*), ce qui porte leur cumul depuis mars 2003 à 2578 (*graphique 2*) et établit sur 41 mois la moyenne des pertes humaines mensuelles à 62,9.

Les engins explosifs de fabrication artisanale (IEDs pour *Improvised Explosive Devices*) causent 17 des 44 décès (38,6%, *graphique 3*) en juillet 2006, ce qui porte le cumul des militaires américains tués par IEDs depuis mars 2003 à 873 (33,9% du total).

Le nombre des blessés s'élevait à 442 en juin (le chiffre du mois en cours n'est disponible qu'après un délai de plusieurs semaines), ce qui portait alors le cumul des blessés depuis mars 2003 à 18 777 et établissait sur 40 mois la moyenne des blessés mensuels à 469,4.

Les quatre provinces sunnites d'Anbar, de Bagdad, de Salahaddin et de Nineveh restent les plus létales: elles représentent 42% de la population mais comptent 78,2% des pertes militaires américaines, 36% des pertes militaires américaines pour la seule province d'Anbar (*graphique 4*).

Le groupe indépendant [Iraq Body Count](#) évalue entre 39 593 et 44 070 le nombre de civils irakiens tués depuis le déclenchement de l'OIF en mars 2003.

Les pertes humaines américaines de juillet 2006 dans le cadre de



l'Opération *Enduring Freedom* s'élèvent à 9 militaires tués (18 en juin 2006), ce qui porte leur cumul à 323 depuis octobre 2001, tandis que le nombre des blessés est de X, ce qui élève leur cumul à 795. (Source: [Iraq Coalition Casualties](#))

Dans un communiqué de presse publié de Jérusalem (Israël) quelques heures avant son retour aux Etats-Unis, le secrétaire d'Etat Condoleezza **RICE présente le projet de règlement à long terme de la crise israélo-libanaise en trois parties qu'elle soumettra au Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU) dès cette semaine** ([Condoleezza RICE, Statement on Three-Part Comprehensive Settlement, Jérusalem, Israël, 31 juillet 2006](#)).



Intervenant quelques heures après que l'aviation israélienne a frappé le village sud-libanais de Cana (tuant 54 personnes dont 37 enfants), la publication de ce communiqué confirme que le coût politique induit par l'opération militaire israélienne (son principal impact réside dans l'érosion du soutien des opinions publiques -- libanaise, arabo-musulmane, internationale mais aussi dans une moindre mesure américaine -- à la campagne militaire israélienne contre le Hezbollah au Liban) marque un tournant de la crise israélo-palestinienne en ne laissant d'autre alternative à l'administration américaine que de réviser le contenu de son offre de médiation à l'aune du nouvel environnement moins permissif qui prévaut désormais.

Visant à concilier "cessez-le-feu urgent" et "règlement durable", le projet qu'articule Mme RICE est un triptyque composé de trois volets:

1. d'abord un volet militaire: l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu entre l'Etat israélien et la milice chiite libanaise du Hezbollah
2. ensuite un volet politique: la mise en oeuvre des principes politiques étayant un "règlement à long terme"
3. enfin un volet multinational: le déploiement d'une force multinationale dont le mandat autorisé par le CSNU consistera principalement à appuyer l'armée libanaise dans ses opérations de maintien de la paix au sein de la zone tampon du sud-Liban (entre la rivière Litani et la frontière libano-israélienne)

Le secrétaire d'Etat estime qu'un consensus de la communauté internationale existe d'ores et déjà sur quatre principes politiques pour un règlement durable de la crise:

1. la restauration de la souveraineté de l'Etat libanais sur l'ensemble de son territoire
2. le déploiement une force multinationale de maintien de la paix
3. l'interdiction puis le désarmement des milices libanaises
4. et la mise en oeuvre d'un embargo sur les livraisons d'armes à destination des acteurs autres que le gouvernement légal qui se trouvent sur le territoire du Liban

Le président George W. BUSH confirme que son administration élabore un plan de sortie de crise traitant ses "causes profondes" qu'elle soumettra au CSNU ([George W. BUSH, Remarks by the President to the Travel Pool, Miami, Floride, 31 juillet 2006](#)).

Opérant jusqu'à présent dans le capitale Kaboul (phase I depuis août 2003), les 13 provinces du nord et de l'ouest du pays (phase II), **la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité (FIAS) de l'OTAN assume la responsabilité des opérations de stabilisation et de reconstruction dans les six provinces instables du sud de l'Afghanistan (phase III: Day Kundi, Helmand, Kandahar, Nimroz, Oruzgan et Zaboul)**, succédant ainsi à l'Opération de contre-

insurrection/terrorisme *Enduring Freedom* menée par le

Commandement des Forces Conjointes en Afghanistan (CFC-A pour *Combined Forces Command - Afghanistan*: environ 27 500 militaires dont 20 000 américains; 14 *Provincial Reconstruction Teams - PRTs*) et

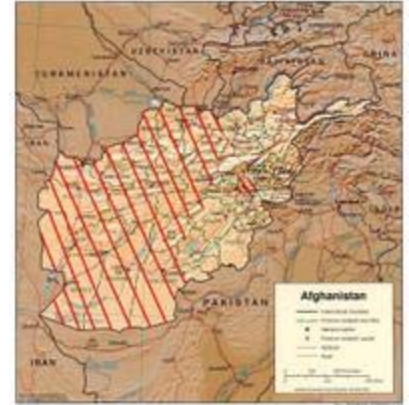
qui se concentrera dorénavant dans les provinces de l'est. Ce transfert illustre selon le commandant du CFC-A, le lieutenant général Karl EIKENBERRY, l'engagement de la communauté internationale auprès



de l'Afghanistan. La phase IV (responsabilité des opérations de stabilisation et de reconstruction dans l'est de l'Afghanistan) est prévue en décembre 2006.

Commandée par le lieutenant-général britannique David RICHARDS, la FIAS comprend 18 000 militaires (10 500 en 2005) -- en provenance de 34 pays membres ou partenaires de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord -- et commandent neuf PRTs; elle a pour principale mission de garantir un environnement sécuritaire propice à la reconstruction, au développement économique et à la bonne gouvernance. La mission dans le sud-afghan incombe principalement aux troupes britanniques (3 000 militaires dans la province de Helmand), canadiennes (2 200 militaires dans la province de Kandahar) et néerlandaises (1 500 militaires dans la province d'Oruzgan).

Ce transfert de la responsabilité des missions de stabilisation et de reconstruction dans les six provinces du sud de l'Afghanistan intervient alors que le volume de l'activité insurgée augmente continûment depuis 2005 (particulièrement dans le sud et depuis les élections parlementaires et provinciales du 18 septembre 2005; 1 700 individus -- civils et militaires -- ont été tués depuis janvier 2006 dans des affrontements entre insurgés et forces de sécurité quelles qu'elles soient). Trois facteurs structurels expliquent cette intensification:



1. d'abord le réinvestissement des groupes radicaux (djihadistes) terroristes en général, de l'organisation al-Qaida en particulier, sur un théâtre qui devient un aimant du djihadisme international après en avoir été un sanctuaire
2. ensuite le transfert d'expériences en matière de tactiques, techniques et procédures en provenance du théâtre irakien (recours croissant aux engins explosifs improvisés et au terrorisme urbain suicidaire)
3. enfin l'augmentation des interactions armées entre militaires du CFC-A, de la FIAS ou des Forces de Sécurité Nationales Afghanes (FSNA; 40 000 militaires et 70 000 policiers) et groupes insurgés ou terroristes qui résulte directement de la croissance des effectifs des forces de l'OTAN ou de ceux des FSNA (emprise croissante de l'Etat afghan sur son territoire)

Quatre considérations conjoncturelles se greffent sur ces tendances lourdes:

1. le printemps puis l'été sont des saisons propices au combat
2. l'Armée Nationale Afghane appuyée par le CFC-A mène depuis le 15 juin 2006 l'Opération *Mountain Thrust* dans les provinces afghanes australes de Zaboul, Kandahar, Helmand et Oruzgan
3. le numéro deux de l'organisation terroriste al-Qaida, l'idéologue égyptien Ayman AL-ZAWAHIRI, a exhorté le 22 juin 2006 les Musulmans afghans à bouter les "forces d'occupation" hors d'Afghanistan
4. enfin la perception d'une fenêtre de vulnérabilité précisément au moment de ce transfert de la responsabilité des missions de stabilisation et de reconstruction dans les provinces du sud

L'augmentation du volume et de l'ampleur de la violence insurgée confirme trois évolutions:

1. la montée en puissance de l'insurrection dans les provinces australes, c'est-à-dire la poursuite du processus de conventionnalisation (professionnalisation et sophistication) des troupes combattantes taliban qui préfigure l'établissement à terme d'une armée ayant vocation à être une force de manoeuvre
2. la détermination de l'insurrection à engager directement les FSNA (même soutenues par les troupes du CFC-A ou un appui aérien) tout en maintenant des modes opératoires du faible au fort (guérilla et/ou terrorisme selon les besoins)
3. le soutien pérenne voire intact dont les insurgés bénéficient dans les provinces du sud

Derrière l'apparent monolithe de l'insurrection se trouvent quatre états finaux recherchés politiquement et autant d'idéaux-types insurgés entre lesquels diverses passerelles permettent des coopérations:

1. les Taliban modérés cherchent à renforcer la puissance de négociation de leur communauté ethnique dans un système politique marqué par le factionnalisme (actifs dans les provinces du sud et du sud-est)
2. les Taliban radicaux cherchent à saper la transition politique pour se réappropriier le pouvoir et restaurer l'ancien régime taliban (actifs dans les provinces du sud et du sud-est)

3. al-Qaida cherche à expulser les troupes de la Coalition hors d'Afghanistan puis à y établir un califat qui serve de pas de tir à l'instauration d'un califat panislamique (organisation terroriste active le long de la frontière afghano-pakistanaise)
4. et *Hibz-i Islami* (groupe commandé par Gulbuddin HEKMATYAR) cherche à saper la transition politique afin de capter une parcelle du pouvoir tout en préservant ses activités criminelles, notamment le narcotrafic (actif dans les provinces de l'est)

Certes, le président afghan Hamid KARZAI a critiqué le 22 juin 2006 la conduite des missions de contre-terrorisme par le CFC-A et demandé une "réévaluation stratégique" tout en soulignant que les causes de la violence relèvent "largement" des "facteurs étrangers" (le terrorisme transnational de type al-Qaida et certains groupes insurgés taliban planifiant et coordonnant leurs opérations à partir du Pakistan) et en appelant par conséquent à éradiquer les Taliban jusque dans les sanctuaires de l'espace afghano-pakistanaise (notamment les zones tribales fédéralement administrée du Pakistan); M. KARZAI ajoute le 9 juillet 2006 "l'industrie de l'opium" à la liste des acteurs étrangers responsables de la violence en Afghanistan.

Mais la FIAS connaît plusieurs difficultés:

1. d'abord l'imprécision de son mandat limite ses moyens de lutte contre le trafic de drogue
2. ensuite ses règles d'engagement du feu varient selon les contributeurs
3. puis le défaut de personnels et d'équipements hypothèque la projection aérienne de forces de réaction rapide
4. enfin l'insécurité croissante exclut que les PRTs puissent mener leur mission de reconstruction sans protection militaire

*In fine*, la population afghane prêtera allégeance à celui qu'elle perçoit comme le meilleur prestataire de sécurité (physique et économique), qu'il s'agisse du gouvernement ou du mouvement insurgé qui cherche à lui ôter son contrôle (rompre le lien gouvernement-population) en vue de s'établir comme force sociopolitique.

Cette mission de stabilisation et de reconstruction de la FIAS en Afghanistan est d'autant plus décisive pour l'avenir de l'OTAN que le sommet de Riga de novembre 2005 est censé revitaliser la dynamique d'élargissement de l'organisation (signature de plans d'adhésion). Or, les pourfendeurs des opérations "hors zones" (*i.e.* hors théâtre européen: entraînement des officiers des forces de sécurité irakiennes depuis juillet 2004, entraînement et transport des troupes de l'Union Africaine au Darfour de juillet à octobre 2005, déploiement de la *Nato Response Force* au Cachemire en octobre 2005) condamnent aussi la surextension stratégique de la structure organisationnelle, critiquant une politique de la porte ouverte qui a eu pour conséquence l'adhésion de la Lituanie pourtant dépourvue d'armée (seul apport militaire de ce pays: son territoire)

Les candidats à l'adhésion sont:

1. l'Ukraine (valeur militaire: capacités aériennes de projection de puissance, carrefour géopolitique)
2. la Géorgie (valeur militaire: zone stratégique à l'intersection de plusieurs routes pétrolières)
3. la Croatie (valeur militaire: capacités aérienne et terrestre modernisées)
4. l'Albanie (faible valeur militaire)
5. la Macédoine (faible valeur militaire)

30 juillet

**Les entretiens prévus entre le secrétaire d'Etat Condoleezza RICE et les ministres israéliens des Affaires étrangères et de la Défense sont interrompus puis ajournés après que l'aviation israélienne a frappé le village sud-libanais de Cana, tuant 54 personnes dont 37 enfants.** Le coût politique induit par l'opération militaire israélienne (son principal impact réside dans l'érosion du soutien des opinions publiques -- libanaise, arabo-musulmane, internationale mais peut-être aussi américaine voire israélienne -- à la campagne militaire israélienne contre le Hezbollah au Liban) annonce certainement un tournant de la crise israélo-palestinienne dans la mesure où l'administration américaine devrait réviser le contenu de son offre de médiation à l'aune de l'environnement moins permissif qui prévaut désormais.



Au lendemain d'une rencontre (seconde en une semaine) avec le premier ministre israélien Ehud OLMERT (29 juillet), Mme RICE devait s'entretenir avec les ministres israéliens des Affaires étrangères et de la Défense (respectivement Tzipi LIVNI et Amir PERETZ) du projet de résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU) visant -- sur le fondement juridique du chapitre VII de la Charte des Nations Unies (lequel autorise le recours à la force armée):

1. l'arrêt immédiat des combats entre Israël et la milice chiite libanaise du Hezbollah
2. le désarmement de ce dernier et l'intégration des miliciens au sein de l'armée nationale libanaise
3. l'établissement d'une force multinationale (comprenant entre 15 et 20 000 militaires) mandatée afin d'appuyer l'armée libanaise pour maintenir la paix dans la zone tampon du sud-Liban entre la rivière Litani et la frontière libano-israélienne
4. et l'élaboration d'un plan international pour la reconstruction du Liban

Le 29 juillet, au motif que des couloirs humanitaires sont d'ores et déjà ouverts, le gouvernement israélien avait rejeté la demande du coordinateur de l'assistance d'urgence des Nations Unies, Jan EGELAND, appelant à une trêve de 72 heures afin d'acheminer l'aide humanitaire et évacuer les populations civiles à risque (personnes en bas âge, âgées ou blessées). Le même jour sur la chaîne de télévision partisane *Al-Manar*, le commandant du Hezbollah, cheikh Hassan NASRALLAH, avait assimilé le retrait des Forces Israéliennes de Défense (IDF pour *Israeli Defense Forces*) de la ville libanaise de Bint Jbail, plus les pourparlers en cours pour la résolution des hostilités armées et la popularité croissante subséquente de la milice chiite, à une victoire du mouvement (une "sérieuse défaite" d'Israël). Il avait menacé pour la première fois de cibler les villes du centre d'Israël.



Les demandes des parties pour la cessation des hostilités étaient les suivantes:

- pour la partie libanaise:
  1. un cessez-le-feu immédiat
  2. un échange de prisonniers
  3. la récupération de la zone litigieuse des fermes de Shebaa (revendiquée par le Liban mais régulièrement rattachée depuis 1967 par les Nations Unies au plateau syrien du Golan)
  4. et la cartographie des champs de mines israéliens au sud-Liban
- pour la partie israélienne:
  1. la libération des deux militaires des IDF enlevés le 12 juillet 2006
  2. et la conservation du contrôle de la zone litigieuse des fermes de Shebaa

Trois difficultés demeuraient toutefois ([Robin WRIGHT, "Returning to Old Approach, U.S. Faces Risky Path Ahead", The Washington Post, 30 juillet 2006](#)):

1. d'abord l'intérêt du Hezbollah à transiger pour un cessez-le-feu diminuait à mesure qu'il mobilisait les majorités sunnites de la plupart des pays arabes et que s'enracinait la perception de sa victoire dans l'espace arabo-musulman
2. ensuite la durabilité du cessez-le-feu restait conditionnée à la participation (au moins indirecte) de la Syrie et de l'Iran aux négociations
3. enfin le déploiement d'une force multinationale de maintien de la paix au sud-Liban comportait le risque d'une perception d'illégitimité puis d'un rejet 24 ans après l'intervention faillie d'une force multinationale composée de militaires américains, britanniques, français et italiens

Si les considérations ci-dessus évoquées ne sont pas frappées d'obsolescence, le bombardement aérien israélien contre le village du sud-Liban de Cana constitue un tournant de la crise israélo-libanaise car son coût politique contraint l'administration américaine à réviser le contenu de son offre de médiation. Qualifiant l'attaque de "crime haineux [...] des criminels de guerre israéliens" puis de "terrorisme d'Etat", le premier ministre libanais Fouad SINIORA conditionne rapidement la visite de Mme RICE prévue à Beyrouth à l'application d'un cessez-le-feu "immédiat" et "inconditionnel"; sur la chaîne de télévision CBS ("Face the Nation"), il s'adresse ensuite au "peuple américain" -- notamment aux "mères américaines" -- en l'exhortant à se mobiliser pour la paix "contre la machine de guerre la plus sophistiquée" qu'est selon lui l'armée israélienne puis affirme que son gouvernement est prêt à exercer sa souveraineté sur l'ensemble du territoire libanais, y compris la zone des fermes de Shebaa -- dont l'occupation depuis 1967 lui apparaît la véritable source des frictions israélo-libanaises. Or, si elle fait part

de la "désolation" des Etats-Unis, réaffirme leur "forte préoccupation" concernant "l'impact" des attaques d'Israël contre des cibles civiles libanaises et estime que le temps du cessez-le-feu est venu, Mme RICE continue de privilégier la durabilité à l'immédiateté du cessez-le-feu ou de la paix (ce qui induit de changer le *statu quo ante bellum*) et souligne la difficulté de la guerre de guérilla urbaine, confirmant par-là même l'ajournement de sa visite ([Condoleezza RICE, Briefing on Efforts To Stop Violence in Lebanon, Jérusalem, 30 juillet 2006](#)).

Les acteurs internationaux (étatiques ou non) condamnent dans leur majorité l'opération, réagissant diversement par une demande de désescalade (les acteurs étatiques) ou d'escalade (les acteurs non étatiques -- le Hamas et le Hezbollah). La Jordanie, la France et l'Egypte condamnent une action respectivement qualifiée de "criminelle", "injustifiée" et "irresponsable" et exigent un cessez-le-feu immédiat. Le secrétaire général de la Ligue arabe, Amr MOUSSA, évoque un "massacre" (pire que le barbarisme" lorsqu'il s'agit d'enfants) et réclame l'ouverture d'une enquête internationale A l'occasion de la réunion d'urgence à huit-clos du CSNU qu'il a convoquée sur la situation libanaise, et avec le soutien de M. SINIORA, le secrétaire général des Nations Unies Kofi ANNAN exhorte les membres du Conseil à "agir, et agir maintenant" pour la région mais aussi par égard pour la pertinence de l'action de l'ONU; M. ANNAN est chargé par les membres du CSNU de présenter un rapport sur les circonstances de l'attaque de Cana au cours de la première semaine d'août.

De leur côté, si les IDF redynamisent la campagne "juste récompense" en ouvrant un nouveau front à 25 km au nord-est de Maroun al-Ras -- amorçant probablement une manoeuvre en direction de la vallée de la Bekaa dans les prochaines 24 heures --, le porte-parole de la Maison-Blanche Tony SNOW confirme la suspension des frappes aériennes israéliennes sur le Liban-sud pendant 48 heures sous réserve de la préemption d'une attaque imminente ([Tony SNOW, Press Gaggle by Tony Snow, Aboard Air Force One, En route Miami, Floride, 30 juillet 2006](#)). Sur la chaîne de télévision CBS ("Face the Nation"), le vice-premier ministre israélien Shimon PERES accuse le Hezbollah d'avoir sciemment provoqué ces pertes humaines civiles libanaises en se dissimulant au sein d'une population captive puis se demande quel est l'état final recherché politiquement par le Hezbollah par le déclenchement puis l'alimentation de la crise.

29 juillet

S'il confirme les propos tenus lors de sa conférence de presse conjointe avec le premier ministre britannique Tony BLAIR le 28 juillet, le président George W. BUSH **insiste dans son allocution radiodiffusée hebdomadaire sur l'opportunité que constitue le conflit israélo-libano-palestinien pour traiter l'un des fronts de la "lutte entre la liberté et la terreur" et infléchir par-là le cours politique de la région "de Kaboul à Bagdad, Beyrouth et au-delà"** ([George W. BUSH, President's Radio Address, 29 juillet 2006](#)).

Préoccupé par la situation humanitaire dans la sous-région, M. BUSH rappelle que l'état final recherché post-crise doit revêtir une dimension stratégique durable (non seulement tactique immédiate) qui subordonne tout cessez-le-feu au caractère propice de la situation sur le terrain en vue du traitement des causes profondes du conflit armé pour une solution politique durable synonyme de stabilité à long terme. Privilégier la durabilité à l'immédiateté du cessez-le-feu ou de la paix induit de changer le *statu quo ante bellum*. D'où deux nécessités:

1. au plan militaire, dégrader la masse critique des capacités opérationnelles du Hezbollah -- acteur armé non étatique qui reste la cause originelle des hostilités
2. au plan politique, restaurer la souveraineté de l'Etat libanais sur son territoire conformément aux accords de Taëf (1989) et aux résolutions 1559 (2004) et 1680 (2005) du Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU) -- lesquelles prévoient d'abord le terme des interférences étrangères, ensuite le désarmement puis démantèlement des milices libanaises et enfin le déploiement de l'armée libanaise à la frontière avec Israël -- avec l'appui d'une force multinationale mandatée pour maintenir la paix israélo-libanaise dans la zone tampon du sud-Liban

Cette crise est non seulement une occasion de résoudre définitivement le conflit israélo-libanais mais encore -- une fois proclamé un lien de causalité avec le radicalisme terroriste et les forces d'entrave à la démocratisation de la région -- une fenêtre d'opportunité pour revitaliser l'agenda de la démocratie dans la région du Moyen-Orient. Pour cela, la réduction de "l'idéologie de la terreur" (que les "ennemis de la liberté" -- Hezbollah, Organisation al-Qaida en Mésopotamie ou encore al-Qaida -- appliquent

concrètement au Liban, en Irak et au niveau transnational) doit s'accompagner de la mise en oeuvre régionale d'une "transformation" démocratique -- une "stratégie à long terme pour la liberté dans le Moyen-Orient élargi".

Conformément au postulat de la théorie de la *pax democratica* (les démocraties ne se livrent pas la guerre entre elles mais optent pour les modalités de résolution pacifique des conflits), M. BUSH avance qu'il est dans l'intérêt national des Etats-Unis de contribuer à la propagation des valeurs démocratiques au Moyen-Orient. Il affirme enfin que la liberté prévaudra sur ses ennemis grâce aux "courageux dirigeants" dont la région s'est dotée, notamment les premiers ministres Nouri Kamal AL-MALIKI et Fouad SINIORA en Irak et au Liban ainsi que le président de l'Autorité Palestinienne Mahmoud ABBAS.

28 juillet

Le président George W. BUSH reçoit le premier ministre britannique Tony BLAIR avec lequel il s'entretient des crises israélo-libanaise et israélo-palestinienne, le premier maintenant sa posture (soutien quasi-inconditionnel à Israël et préférence pour un cessez-le-feu ou une paix "durable" plutôt qu'immédiat) sur laquelle le second s'aligne, tous deux s'opposant par-là à la majorité des Etats occidentaux et arabes qui exigent qu'un cessez-le-feu immédiat jugule les pertes civiles -- humaines et matérielles -- israéliennes, libanaises et palestiniennes ([George W. BUSH, Tony BLAIR, Remarks by President Bush and Prime Minister Blair of the United Kingdom in Press Availability, 28 juillet 2006](#)).



Concernant la sortie de crise israélo-libanaise (crise de nature multilatérale; 17ème jour des hostilités armées):

1. certes, MM. BUSH et BLAIR sont préoccupés par la situation humanitaire Liban mais l'état final recherché post-crise doit revêtir une dimension stratégique et non seulement tactique: l'utilité du cessez-le-feu est subordonnée à une situation sur le terrain propice au traitement des causes profondes du conflit armé en vue d'une solution politique "durable" synonyme de "stabilité à long terme"
2. privilégier le caractère durable du cessez-le-feu (ou de la paix) à son caractère immédiat implique un changement stratégique par rapport au *statu quo ante bellum*:
  - o au plan militaire, la dégradation suffisante des capacités opérationnelles du Hezbollah -- acteur armé non étatique qui reste la "cause originelle" des hostilités
  - o au plan politique, la restauration de la souveraineté de l'Etat libanais sur son territoire
3. la crise ouvre donc une fenêtre d'opportunité pour restaurer la souveraineté de l'Etat libanais (et son monopole de la violence physique légitime) sur son territoire conformément aux accords de Taëf (1989) et aux résolutions 1559 (2004) et 1680 (2005) du Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU), lesquels prévoient l'évacuation des forces étrangères, le désarmement puis le démantèlement des milices libanaises et le déploiement de l'armée libanaise à la frontière avec Israël
4. la conduite d'une opération de maintien de la paix par une force multinationale -- au mandat renforcé autorisé par le CSNU (sur le fondement juridique du chapitre VII de la Charte des Nations, lequel autorise le recours à la force armée) mais qui ne soit pas composée de Casques Bleus -- doit être planifiée dans la zone du sud-Liban (entre la rivière Litani et la frontière libano-israélienne) afin de:
  - o acheminer l'aide humanitaire
  - o organiser le retour des personnes déplacées
  - o et garantir un environnement militaro-sécuritaire propice à la mise en oeuvre des accords de Taëf et de la résolution 1559
5. enfin, à l'adresse des parrains syrien et iranien du Hezbollah, M. BUSH recommande respectivement d'être un promoteur de la paix dans la région et d'abandonner toute ambition nucléaire



Concernant la sortie de crise israélo-palestinienne (crise de nature bilatérale; 32ème jour des hostilités larvées): la solution est celle dite à "deux Etats démocratiques" -- un Etat palestinien et un Etat israélien vivant côte-à-côte dans la paix et la sécurité.

Rattachant les offensives du Mouvement de la Résistance Islamique (Hamas) et du Hezbollah au radicalisme terroriste qui -- avec les groupes insurgés djihadistes en Irak -- s'efforceraient selon eux d'enrayer le processus de démocratisation du nouveau Moyen-Orient, MM. BUSH et BLAIR inscrivent à l'inverse les deux sorties de crise dans le cadre élargi d'un "moment d'opportunité" pour revitaliser l'agenda de la stabilisation et de la démocratisation dans la région (à l'ancien ordre régional succéderait un ordre nouveau fondé sur la démocratie et les libertés individuelles en marge duquel les régimes iranien et syrien se placeraient d'emblée s'ils maintenaient leur refus de condamner les attaques du Hezbollah contre Israël). Trois piliers étayent cet agenda:

1. la restauration de la souveraineté de l'Etat libanais sur l'ensemble de son territoire
2. la création d'un Etat palestinien vivant côte-à-côte avec Israël dans la paix et la sécurité
3. et la poursuite de la promotion de la démocratie dans la région (Arabie Saoudite, Egypte, Koweït, etc.)

Déjà affaiblis par les répercussions du dossier irakien tant sur la scène internationale que sur leurs scènes domestiques respectives, MM. BUSH et BLAIR courent ainsi le risque de raviver les tensions transatlantiques que le déclenchement de l'opération *Iraqi Freedom* avait nourri en 2003.

Participant au 13ème Forum Régional de l'ASEAN (Association of South East Asiatic Nations), le secrétaire d'Etat Condoleezza RICE a confirmé qu'elle retournerait au Moyen-Orient lorsqu'elle jugerait son offre de médiation opportune ([Condoleezza RICE, Press Conference With Malaysian Foreign Minister Syed Hamid, Kuala Lumpur, Malaisie, 28 juillet 2006](#)). M. BUSH annonce l'y renvoyer dès le 29 juillet 2006 et lui assigne la tâche de faire signer aux belligérants de part et d'autre de la frontière israélo-libanaise un cessez-le-feu dont les principaux éléments (libération des deux militaires israéliens enlevés le 12 juillet, échange de prisonniers, démantèlement de la milice chiite du Hezbollah et mise en place d'une force internationale de maintien de la paix) seront incorporés dans un projet de résolution élaboré sur le fondement du chapitre VII de la Charte des Nations Unies (lequel autorise le recours à la force armée) et présenté au CSNU dès le 3 ou 4 août 2006.

**Le secrétaire d'Etat Condoleezza RICE participe au 13ème Forum Régional de l'ASEAN (ARF pour ASEAN -- Association of South East Asiatic Nations -- Regional Forum) qui se tient à Kuala Lumpur (Malaisie) les 27-8 juillet 2006 et vise principalement cette année à convaincre la Corée du nord de réintégrer les Six-Party Talks (SPT) portant sur son programme nucléaire.** Lors de la première participation de Mme RICE à l'ARF et alors que la présence imprévue du ministre iranien des Affaires étrangères (Manouchehr MOTTAKI) est annoncée, la crise israélo-libano-palestinienne et la problématique du programme nucléaire iranien sont également abordées.



Enceinte de dialogue multilatéral sur les problématiques de sécurité de la zone Asie-Pacifique créée en 1994 dans le cadre préexistant de l'ASEAN, l'ARF réunit au total les ministres des Affaires étrangères de 25 pays:

- les ministres des Affaires étrangères des 10 pays membres de l'ASEAN (Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Thaïlande et Vietnam)
- + ceux de l'Australie, du Canada, de la Chine, de la Corée du nord, de la Corée du sud, des Etats-Unis, de l'Inde, du Japon, de la Mongolie, de la Nouvelle-Zélande, du Pakistan, de la Papouasie Nouvelle-Guinée, de la Russie, de Timor-Est et de l'Union européenne

Cette 13ème édition de l'ARF (à laquelle participe le Bangladesh) intervient 13 jours après que les 15 membres du Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU) ont voté à l'unanimité la résolution 1695 (15 juillet), laquelle -- prise sur le fondement juridique du chapitre VI de la Charte des Nations (qui ne prévoit pas l'imposition de sanctions multilatérales, *a fortiori* le recours à la force armée) conformément à la volonté chinoise ([SECURITY COUNCIL, United Nations Security Council Condemns Democratic People's Republic of Korea's Missile Launches, 15 juillet 2006](#)):

1. *condamne* la série de tests sans avertissement de sept missiles couvrant le spectre des portées réalisée par le gouvernement nord-coréen le 4 juillet 2006
2. *demande* aux Etats membres de l'ONU d'empêcher les flux financiers et les transferts de technologies ainsi que de matériels liés aux programmes de missiles et d'armes de destruction massive nord-coréens
3. *demande* au gouvernement nord-coréen de suspendre son programme de missiles balistiques
4. *demande* au gouvernement nord-coréen de s'imposer à nouveau un moratoire sur les tests de missiles à longue portée
5. *demande* au gouvernement nord-coréen de réintégrer sans pré-condition les SPT

Alors que les SPT se trouvaient dans une impasse, la Corée du nord a déclaré en mars 2005 ne plus être liée par le moratoire sur les tests de missiles à longue portée qu'elle s'était imposé le 13 septembre 1999 consécutivement à la crise du 31 août 1998 (un missile Taepodong-1 avait survolé le Japon), puis qu'elle avait confirmé en 2001 et 2002, et a procédé aux tests de plusieurs missiles à courte portée. La série de lancements du 4 juillet 2006 a confirmé la capacité de nuisance potentielle du régime nord-coréen, lequel disposerait des vecteurs de la capacité nucléaire militaire dont il se prévaut sur le papier depuis le 10 février 2005 (aucun test n'a confirmé cette capacité autoproclamée).

Le régime nord-coréen a suspendu en novembre 2005 sa participation aux SPT (visant le démantèlement "complet", "vérifiable" et "irréversible" des programmes et installations nucléaires nord-coréens) consécutivement à l'imposition de sanctions économiques prises par les Etats-Unis en septembre 2005 -- contre une banque (Banco Delta Asia à Macau) et huit entreprises nord-coréennes officiellement accusées de contrefaçon, blanchiment d'argent et trafic de drogue -- et perçues comme visant à l'isoler. Depuis, en dépit de la déclaration conjointe du 19 septembre 2005, la Corée du nord conditionne la reprise des pourparlers au retrait des sanctions tandis que les Etats-Unis maintiennent un découplage entre les SPT et les sanctions économiques, exhortant la puissance nucléaire *de facto* à renouer sans pré-conditions le fil de la négociation.

Devant le refus de Pyongyang de réintégrer les SPT à l'occasion de l'ARF, les cinq participants restant s'entretenaient en marge du sommet avec l'Australie, le Canada, l'Indonésie, la Malaisie et la Nouvelle-Zélande de la problématique nucléaire nord-coréenne. Si l'assistant du secrétaire d'Etat, Christopher HILL, avertit que la Corée du nord parviendra à "l'isolement" si tel est son souhait, Mme RICE déclare que les Etats-Unis restent prêts à reprendre les pourparlers "à tout moment, où que ce soit et sans [pré]conditions" ([Condoleezza RICE, Remarks on Multilateral Talks on North Korea, Kuala Lumpur, Malaisie, 28 juillet 2006](#)).

27 juillet

**La chaîne satellitaire panarabe *Al Jazeera* diffuse un enregistrement vidéo de l'idéologue égyptien Ayman AL-ZAWAHIRI, intitulé "L'ennemi sioniste-croisé à Gaza et au Liban" (sept minutes) et réalisé par l'entreprise de production médiatique d'al-Qaida (as-Sahab), dans lequel le numéro deux de l'organisation terroriste:**

1. avertit la "ligue des croisés" (l'Etat d'Israël mais aussi ses alliés qui l'approvisionnent et "paieront le prix" de leur complicité -- parmi lesquels les gouvernements de l'espace arabo-musulman à la fois "impotents" et "complices" de la "guerre sioniste-croisée") qu'al-Qaida ne restera pas "humiliée", "passive" et "servile" face à "une oppression et une tyrannie sans précédent", tandis que les armes israéliennes "déchirent" et "brûlent" les corps de ses "frères" musulmans au Liban et en Palestine
2. exhorte tous les "opprimés" (les membres de la communauté musulmane mais aussi les non-musulmans "tyrannisés") à riposter en se portant volontaire au martyrat contre les belligérants "sionistes" et "croisés" -- *i.e.* l'Occident "tyrannique" et son "leader" américain
3. considère que seul l'établissement par la force -- non par des cessez-le-feu ou des accords -- d'un califat panislamique sur l'ensemble des anciens pays musulmans, de l'Espagne jusqu'à l'Irak, mettra un terme à la guerre contre Israël



4. rappelle que le djihad se livre sur un "champ de bataille" qui ne se limite pas à l'espace arabo-musulman mais englobe plutôt le "monde entier"

Dixième de M. AL-ZAWAHIRI depuis janvier 2006, ce message innove cependant de deux manières. Il s'agit du:

1. premier commentaire de la crise israélo-libano-palestinienne réalisé par un haut responsable de l'organisation al-Qaida depuis le déclenchement des opérations "pluies d'été" (27 juin, contre la branche militaire du Hamas, plus largement dans la Bande de Gaza) et "juste récompense" (13 juillet 2006, contre la branche militaire du Hezbollah, plus largement au Liban)
2. premier appel à la mobilisation du soutien des non-Musulmans

Si M. AL-ZAWAHIRI souhaite par-là remobiliser le soutien des masses à la cause djihadiste en instrumentalisant la crise du Proche-Orient, il s'efforce simultanément d'enrayer l'ascension du Hezbollah comme porte-parole exclusif de la question palestinienne -- c'est-à-dire la captation par une organisation chiite du principal vecteur du nationalisme arabe -- en réinvestissant l'espace public arabo-musulman. Le président George W. BUSH souligne n'être "pas surpris" par la teneur de la propagande de M. AL-ZAWAHIRI, individu auquel "les Etats-Unis s'opposent fortement" ([George W. BUSH, President Bush Welcomes President Basescu of Romania to the White House, 27 juillet 2006](#)).

26 juillet

**La Chambre des représentants vote par 359 voix contre 68 le *U.S.-India Nuclear Promotion Act of 2006* autorisant le Sénat à ratifier l'accord de coopération nucléaire civile américano-indienne signé par le président George W. BUSH et le premier ministre indien Manmohan SINGH le 2 mars 2006** -- autorisation induite par la volonté de commercer en matière nucléaire avec l'Inde nonobstant son statut de puissance nucléaire *de facto* non signataire du Traité de Non Prolifération nucléaire (TNP, 1er juillet 1968).

S'il est ratifié par le Sénat, cet accord garantira à l'Inde une assistance nucléaire civile sans qu'elle renonce pour autant à son programme nucléaire militaire (marchandage au fondement du TNP):

- garanties:
  1. accès aux technologies nucléaires américaines
  2. approvisionnement en combustible nucléaire
- contrepartie: droit de regard de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA -- régime des inspections internationales) sur le volet nucléaire civil indien préalablement séparé du volet nucléaire militaire

Nonobstant l'argument économique (création d'emplois) et environnemental (lutte contre le réchauffement climatique), des considérations de politique intérieure continuent toutefois d'hypothéquer l'avenir de la coopération civile nucléaire bilatérale entre les deux premières démocraties:

1. d'abord la préoccupation du parlement indien en faveur du maintien de l'indépendance nucléaire stratégique de l'Inde
2. ensuite la crainte du Sénat américain qu'une coopération avec un Etat qui ne jouit pas du statut de puissance nucléaire officielle n'alimente la nucléarisation en chaîne de l'Asie et ne nourrisse la perception d'un double standard au sein de la politique de non prolifération des Etats-Unis

Quoi qu'ayant pour principal objet de concilier le court terme militaire (sécuriser un cessez-le-feu des hostilités entre l'Etat d'Israël et l'acteur armé non-étatique du Hezbollah) et le long terme politique (enraciner une solution politique durable, planifier le déploiement d'une force multinationale mandatée pour maintenir la paix dans la zone tampon du sud-Liban entre la rivière Litani et la frontière israélo-libanaise), **la conférence internationale de Rome sur la crise israélo-libanaise s'achève par une déclaration conjointe qui balise la stratégie de sortie de crise et exhorte les parties à un cessez-le-feu sans pour autant que ses participants parviennent à un accord sur ses modalités tactiques** ([Condoleezza RICE, Remarks With Italian Foreign Minister Massimo D'Alema, UN Secretary General Kofi Annan, and Lebanese Prime Minister Fuad Siniora, Rome, Italie, 26 juillet 2006](#)).

Cette conférence regroupe 18 participants dans un cadre plus large que celui du Groupe de Contact sur le Liban mis en place au niveau ministériel à New York le 19 septembre 2005 à l'exclusion des acteurs "irresponsables" qui s'efforcent jusqu'à présent d'enrayer la mise en oeuvre de la résolution 1559 du

Conseil de Sécurité des Nations Unies -- CSNU (2004) selon l'assistant du secrétaire d'Etat David C. WELCH ([David C. WELCH, Briefing by Assistant Secretary Welch, En route Rome, Italy, 25 juillet 2006](#)). Les participants sont les suivants: Nations Unies, Union européenne, Banque Mondiale pour les organisations internationales; Allemagne, Canada, Chypre, Espagne, Etats-Unis, France, Grèce, Italie, Royaume-Uni et Russie pour les pays occidentaux; Arabie Saoudite, Egypte, Jordanie, Liban et Turquie pour les pays arabes et/ou musulmans.

Alors que le secrétaire général des Nations Unies, Kofi ANNAN, estime qu'un règlement durable de la problématique israélo-libanaise ne saurait exclure un "engagement constructif" avec ses autres protagonistes que sont les régimes syrien puis iranien et exhorte la communauté internationale à une "action urgente" pour mettre un terme aux hostilités -- reflétant par-là l'opinion de la majorité des participants --, le secrétaire d'Etat Condoleezza RICE rappelle que la résolution 1559 du CSNU décrit le rôle à jouer par la Syrie, se défie du "nouveau facteur" entropique qu'est l'Iran et continue de revêtir l'état final recherché dans la sortie de crise israélo-libanaise d'une dimension stratégique et non seulement tactique ([Condoleezza RICE, Briefing on the Middle East and North Korea, En Route Kuala Lumpur, Malaisie, 26 juillet 2006](#)): elle subordonne l'utilité d'un cessez-le-feu au caractère propice, ou non, de la situation sur le terrain pour le traitement des causes profondes du conflit armé en vue d'une solution politique durable à la violence exclusive des "cessez-le-feu rompus" et des "spasmes de violence" dont la région est selon elle trop souvent le théâtre; autrement dit, elle privilégie le caractère durable du cessez-le-feu ou de la paix à son caractère immédiat, ce qui implique un changement stratégique par rapport au *statu quo ante bellum*:

1. au plan militaire, la dégradation suffisante des capacités opérationnelles du Hezbollah
2. au plan politique, la restauration de la souveraineté de l'Etat libanais sur son territoire

Mme RICE insiste donc sur la fenêtre d'opportunité ouverte par la crise pour restaurer la souveraineté de l'Etat libanais sur son territoire conformément à la résolution 1559, laquelle implique d'abord la restauration du monopole étatique de la violence physique légitime -- *i.e.* le désarmement puis le démantèlement des milices libanaises au premier rang desquelles se trouve la milice chiite du Hezbollah. Mme RICE continue également d'inscrire cette sortie de crise dans le cadre élargi d'un agenda ambitieux de stabilisation et de démocratisation de la région -- à l'ancien ordre régional succéderait un ordre nouveau fondé sur la démocratie et les libertés individuelles en marge duquel les régimes iranien et syrien se placeraient d'emblée s'ils maintenaient leur refus de condamner les attaques du Hezbollah contre Israël. Mme RICE les exhorte au demeurant à "faire un choix". Trois piliers étayeraient ce nouveau Moyen-Orient:

1. un "Liban démocratique et souverain" sur l'ensemble de son territoire
2. un "Etat palestinien vivant côte-à-côte avec les Israéliens dans une solution à deux Etats"
3. et la poursuite de l'"agenda de la démocratie" pour la région (Egypte, Koweït, etc.)

Finalement, la déclaration conjointe du ministre italien des Affaires étrangères Massimo d'ALEMA, du secrétaire général des Nations Unies Kofi ANNAN, du premier ministre libanais Fouad SINIORA et de Mme RICE réalisée à l'issue de la conférence:

1. admet une préoccupation ("profonde préoccupation" pour les pertes -- humaines et matérielles -- civiles et l'accroissement du nombre des individus déplacés)...
2. formule deux demandes (appel à l'Etat d'Israël pour qu'il exerce "sa plus grande retenue"; et à la communauté internationale pour l'acheminement "urgent et substantiel" d'une aide humanitaire)...
3. rappelle le régime juridique déjà élaboré par la communauté internationale et dans le cadre duquel inscrire la résolution de la crise (principalement les résolutions 425, 1559 et 1680 du CSNU ainsi que les accords de Taef d'octobre 1989)
4. fixe un objectif intermédiaire (la "discussion concrète" des étapes -- parmi lesquelles un cessez-le-feu urgent -- en vue d'un "Liban libre, indépendant et démocratique [capable] d'exercer un contrôle effectif sur l'ensemble de son territoire")
5. qui conditionne la satisfaction de l'état final politiquement recherché (une sécurité "permanente" et "durable")

A l'occasion de son discours devant une session conjointe du Congrès, le premier ministre irakien Nouri Kamal AL-MALIKI rattache les opérations de contre-insurrection en cours sur le théâtre irakien au cadre élargi de la "guerre globale contre le terrorisme" -- "bataille entre le véritable islam [...] et

le terrorisme" dont les enjeux sont la liberté et les droits de la personnes reconnus par le premier et que l'Irak ainsi que les Etats-Unis ont "le devoir" de livrer. Après avoir sollicité des fonds supplémentaires pour la reconstruction de la "ligne de front" contre le terrorisme et mis en garde contre une répétition de "1991" (la révolte de la communauté arabe chiite -- Shaaban Intifada -- encouragée par les Etats-Unis et soutenue par l'Iran dans le sud de l'Irak consécutivement à la guerre du Golfe est alors réprimée par Saddam HUSSEIN sans réactions américaines), M. AL-MALIKI réconforte enfin son auditoire en promettant de réduire l'influence des milices communautaires et en affirmant que les sacrifices des Américains et des Irakiens pour la liberté ne resteront pas vains.

Au cours d'un déjeuner avec M. BUSH en compagnie de militaires et de leurs familles, M. AL-MALIKI qualifie ensuite de "sainte" cette lutte contre le terrorisme et pour l'établissement de la démocratie que son gouvernement et celui des Etats-Unis conduisent en "partenaires" ([George W. BUSH, Nouri Kamal AL-MALIKI, Remarks by President Bush and Iraqi Prime Minister Al-Maliki at Lunch with Military Personnel and Families, Fort Belvoir, Virginie, 26 juillet 2006](#) ).

Le discours du premier ministre irakien devant les deux chambres du Congrès réunies s'avère finalement une réussite nonobstant la réticence initiale de certains parlementaires démocrates considérant comme rédhibitoires les positions du dirigeant arabe chiite sur la crise israélo-libano-palestinienne (condamnation des opérations militaires israéliennes mais refus de condamner les acteurs armés non étatiques du Hezbollah et du Hamas) -- même conditionnées par des considérations de politique intérieure (reflétant une opinion publique majoritairement arabe chiite, le Conseil des Représentants irakien a qualifié l'opération militaire israélienne "juste récompense" d'"agression criminelle") -- et menaçant par conséquent de boycotter sa prestation.

Les présidents du groupe démocrate au sein du Sénat et de la Chambre des Représentants ont respectivement critiqué les positions de M. AL-MALIKI:

1. le sénateur Harry REID a estimé que de telles positions disqualifiaient le premier ministre irakien pour un honneur généralement accordé par le Congrès aux seuls hommes politiques perçus comme marquant leur temps en conformité avec la politique étrangère des Etats-Unis -- Nelson MANDELA, Vaclav HAVEL, Lech WALESA, etc.
2. la représentante Nancy PELOSI a estimé que "la critique du droit d'Israël à se défendre lui-même [était] inacceptable"

D'autant que, *a contrario* de l'administration du président George W. BUSH, M. AL-MALIKI subordonne le traitement des causes profondes du conflit israélo-libanais en vue d'une solution politique durable à un cessez-le-feu immédiat des hostilités entre l'Etat d'Israël et la milice chiite libanaise du Hezbollah.

Traditionnellement pro-israélien et nonobstant le risque d'une érosion du soutien de l'opinion publique à l'intervention militaire israélienne à mesure de sa prolongation, le Congrès a voté le 19 juillet par 410 voix contre huit une résolution qui:

1. condamne l'opération du Hezbollah en date du 12 juillet 2006 au cours de laquelle huit militaires israéliens ont été tués et deux enlevés
2. confirme le soutien des parlementaires à l'opération "juste récompense" conduite par les Forces Israéliennes de Défense (IDF pour *Israeli Defense Forces*) contre le Hezbollah sur le fondement du droit de légitime défense
3. et exclut toute référence à la retenue dans le ciblage de la population et des infrastructures civiles libanaises, se contentant de rappeler "l'engagement de longue date d'Israël pour minimiser les pertes humaines"

La posture de M. BUSH dans la crise israélo-libano-palestinienne bénéficie ainsi du soutien bipartisan du Congrès.

25 juillet

Le président George W. BUSH reçoit le premier ministre irakien Nouri Kamal AL- MALIKI et plusieurs de ses ministres (notamment les



**responsables du pétrole et de l'électricité) avec lesquels il s'entretient des voies de la stabilisation et de la reconstruction de l'Irak** . C'est la seconde fois que MM. BUSH et AL-MALIKI se rencontrent depuis l'investiture du nouveau gouvernement par le Conseil des Représentants (20 mai) et après la visite surprise du premier à Bagdad le 13 juin. Outre un entretien avec M. BUSH à la Maison-Blanche le 25 juillet, M. MALIKI doit discourir devant une session conjointe du Congrès le 26 juillet.

M. BUSH réaffirme d'abord le soutien des Etats-Unis au nouveau gouvernement permanent souverain de la République d'Irak et rappelle qu'il est dans "l'intérêt national" des Etats-Unis que le cabinet de M. AL-MALIKI réussisse ([George W. BUSH, President Bush and Prime Minister Maliki of Iraq Participate in Press Availability, 25 juillet 2006](#)).

La principale thématique ensuite abordée est celle des sources (insurgée, terroriste et intercommunautaire) de l'insécurité persistante alors que la violence entre communautés ethno-confessionnelles augmente en général -- à Bagdad en particulier en dépit du lancement le 14 juin 2006 de l'opération "en avant ensemble" (*Amaliya Ma'an ila Al-Amam*), opération conjointe américano-irakienne de contre-insurrection/terrorisme et d'aide humanitaire mobilisant dans la capitale 26 000 militaires et 23 000 policiers irakiens ainsi que 7 200 militaires de la Force Multinationale en Irak officiellement en vue de "restaurer la sécurité et l'Etat de droit": multiplication des checkpoints, couvre-feu de 21h à 6h et application stricte de l'interdiction du port d'arme ([WHITE HOUSE, Background by a Senior Administration Official on Iraqi Prime Minister Maliki's Visit, 21 juillet 2006](#)). Les résultats initiaux de l'opération "en avant ensemble" sont qualifiés de "décevants" par les parties.

La stratégie générale militaire consiste principalement à "demeurer sur l'offensive". Alors qu'ils privilégiaient le retranchement dans des bases fortifiées périurbaines (bunkérisation) aux dépens de l'investissement dans des avant-postes ouverts urbains (projection) depuis que les troupes américaines s'étaient désengagées de la capitale en décembre 2005, les Etats-Unis planifient désormais de repositionner des troupes américaines en provenance d'autres gouvernorats irakiens (et de la réserve stationnée au Koweït) dans Bagdad et ses périphéries (quatre compagnies de police militaire -- 400 hommes -- pour l'encadrement des unités de police irakiennes, un escadron de cavalerie et un bataillon de troupes d'artillerie) tout en accélérant le transfert de la responsabilité du maintien de l'ordre public des troupes de la Force Multinationale en Irak aux forces de sécurité irakiennes (notamment les forces de police nationales ou locales). Le gouvernement irakien prévoit également de rediriger deux brigades vers la capitale. Au total, 8 000 militaires supplémentaires doivent être repositionnés dans la capitale épice de violences afin d'y conduire une stratégie de contre-insurrection "quartier par quartier" dite de la tâche d'huile (sécuriser une zone avant de pacifier graduellement ses périphéries). Il ne s'agirait pas pour autant pour MM. BUSH et AL-MALIKI d'un contretemps mais d'une "phase II" de l'opération "en avant ensemble" selon Stephen J. HADLEY, conseiller pour la sécurité nationale ([Stephen J. HADLEY, Press Briefing on Visit of Iraqi President, 25 juillet 2006](#)).

Certes, MM. BUSH et AL-MALIKI s'efforcent de souligner les progrès réalisés depuis l'investiture formelle du nouveau gouvernement permanent souverain d'Irak (20 mai):

- d'abord la présentation formelle du Plan de Réconciliation Nationale par M. AL-MALIKI au Conseil des Représentants le 25 juin
- ensuite le communiqué de l'ayatollah Ali AL-SISTANI exhortant les Irakiens à la solidarité entre communautés ethno-confessionnelles le 20 juillet
- puis l'assouplissement en cours de l'Ordre n°1 de l'Autorité Provisoire de la Coalition en date du 16 mai 2003 (dé-baassification de la société civile) visant à passer d'un processus politique à un processus judiciaire afin de permettre la re-baassification partielle du tissu sociopolitique
- également l'augmentation de la production pétrolière (environ 2,5 millions de barils de pétrole/jour)
- enfin différentes campagnes du gouvernement -- de la lutte contre la corruption à la promotion du dialogue entre communautés ethno-confessionnelles

Ils insistent aussi sur plusieurs initiatives ayant vocation à sécuriser le processus de stabilisation et de reconstruction irakien:

- une Commission Conjointe pour l'Autonomie Irakienne
- ou encore une Convention Internationale pour l'Irak qui devrait être signée en 2006 (le gouvernement irakien s'engagerait à mettre en oeuvre certaines réformes économiques que la communauté internationale finance)

Il n'en reste pas moins des irritants bilatéraux -- de faible intensité car souvent déterminés chez M. AL-MALIKI par des impératifs de politique intérieure (notamment le besoin d'agrèger et d'articuler certaines demandes sociopolitiques dont le leader chiite Moqtadar AL-SADR se fait le porte-parole). Notamment, M. AL-MALIKI:

1. demande que les militaires américains puissent être poursuivis devant les juridictions pénales irakiennes pour des actes commis sur le territoire de la République d'Irak
2. critique l'opération militaire israélienne contre le Liban (opération "juste récompense") après que le Conseil des Représentants l'a qualifié d'"agression criminelle" -- soutenant tacitement le gouvernement iranien et sa force quasi-déléguée du Hezbollah
3. et pose le préalable du cessez-le-feu "immédiat" au traitement des causes profondes du conflit armé en vue de la solution politique "durable" recherchée par M. BUSH

Le président BUSH insiste à nouveau sur le fait que la décision de retirer les troupes américaines mobilisées sur le théâtre d'opérations irakien sera déterminée par la situation militaro-sécuritaire concrète sur le terrain telle qu'évaluée par les responsables militaires -- au premier rang desquels le commandant des forces américaines en Irak, le général George W. CASEY.

Au cours de trois rencontres consacrées à la résolution de la crise israélo-libano-palestinienne en cours (avec le premier ministre israélien Ehud OLMERT, le ministre israélien de la Défense Amir PERETZ et le président de l'Autorité Palestinienne Mahmoud ABBAS), le secrétaire d'Etat Condoleezza **RICE** **continue de subordonner l'utilité d'une sortie de crise au caractère propice -- ou non -- de la situation sur le terrain pour le traitement des causes profondes du conflit armé en vue d'une "solution politique durable" à la violence.**



Autrement dit, si elle estime urgent un cessez-le-feu, Mme RICE souhaite cependant un changement stratégique ambitieux par rapport au *statu quo ante bellum* (et non sa restauration à laquelle seuls les gouvernements iranien et syrien ont au demeurant intérêt), c'est-à-dire une suffisante dégradation des capacités militaires du Hezbollah ainsi que le traitement des "causes de l'extrémisme" pour garantir le rétablissement de la souveraineté de l'Etat libanais sur son territoire et le caractère durable de la paix . Identifiant toujours les attaques du Hezbollah et son double parrainage par les régimes iranien et syrien au titre des causes profondes de la crise et confirmant prendre en compte le problème humanitaire (et la redéfinition subséquente des cibles israéliennes), Mme RICE réaffirme que la solution politique durable recherchée exclut un cessez-le-feu tactique (à l'abri duquel la milice chiite libanaise pourrait se regrouper, se réarmer et se renforcer) mais inclut au contraire l'aptitude du gouvernement libanais à mettre effectivement en oeuvre les Accords de Taef (1989) et la résolution 1559 du Conseil de sécurité des Nations Unies (2004). Il incombera donc au gouvernement libanais réputé souverain d'être partie à la signature d'un cessez-le-feu des hostilités qui opposent Israël au Hezbollah.

En revêtant l'état final recherché d'une dimension stratégique et politique et non seulement tactique, Mme RICE promet selon ses vœux un agenda ambitieux qui s'inscrit dans un cadre plus large que la seule crise israélo-libanaise -- le crépuscule d'un ancien ordre régional auquel succéderait l'aube d'un ordre nouveau (le "nouveau Moyen-Orient") fondé sur la démocratie et les libertés individuelles en marge duquel les régimes iranien et syrien se seraient d'emblée placés en refusant de condamner les attaques du Hezbollah contre Israël: améliorer à long terme la situation sécuritaire au Proche-Orient pour établir une "paix durable" au Moyen-Orient. Mme RICE n'envisage pas encore de s'entretenir avec des représentants des régimes protagonistes syrien et/ou iranien.

En compagnie de M. ABBAS, le secrétaire d'Etat réaffirme l'engagement du président George W. BUSH en faveur d'une solution à deux Etats -- *i.e.* un Etat palestinien et un Etat israélien vivant côte-à-côte dans la paix et la sécurité ([Condoleezza RICE, Remarks With Palestinian President Mahmoud Abbas, Ramallah, Cisjordanie, 25 juillet 2006](#)).

De son côté, M. OLMERT affirme la détermination du gouvernement israélien à prendre de "sévères mesures" contre la milice chiite du Hezbollah et pose au règlement politique final le préalable d'une trêve du conflit armé doublement conditionnée:

1. démantèlement du Hezbollah
2. et déploiement de l'armée nationale libanaise ou d'une force multinationale (autorisée par le Conseil de sécurité des Nations Unies mais dont le mandat renforcé échoirait à des troupes de type

OTAN) dans la zone du sud-Liban afin d'établir une zone tampon entre la rivière Litani et la frontière avec Israël

Le président George W. **BUSH** reçoit **Minni Arcua MINNAWI**, commandant du principal et seul groupe rebelle (le Mouvement de Libération Soudanais -- MLS) de la province soudanaise du Darfour a avoir signé l'accord de paix du 5 mai 2006 avec le gouvernement de Khartoum.



Afin de mettre un terme à ce que les Etats-Unis qualifient de "génocide" dans la

province du Darfour, M. BUSH souhaite:

1. élargir le soutien des différents groupes rebelles à l'accord de paix (le commandant du Mouvement pour la Justice et l'Egalité, Khalil IBRAHIM, refuse toujours de le signer tandis qu'Abdulwahid ELNUR nie le commandement du MLS à M. MINNAWI)
2. faciliter sa mise en oeuvre
3. et garantir la sécurité des populations civiles en deux temps:
  - o dans un premier temps, l'OTAN appuierait la mission de maintien de la paix conduite par 7 200 militaires des Etats membres de l'Union Africaine -- UA (soutien pour la planification, la logistique et le renseignement opérationnel)
  - o dans un second temps, l'ONU conduirait une opération de maintien de la paix (OMP) principalement composée de forces de l'UA auxquelles serait adjointe une force onusienne mobile



Le secrétaire d'Etat Condoleezza RICE a demandé dès le 9 mai 2006 au secrétaire général des Nations Unies, Kofi ANNAN, d'accélérer le processus de déploiement d'une OMP de l'ONU.

En vertu de l'accord de paix du 5 mai et en contrepartie de l'engagement du groupe rebelle de M. MINNAWI de désarmer, le gouvernement du Soudan s'engage à:

1. désarmer la milice des *Janjawid* d'ici le 15 octobre 2006
2. sanctionner les violateurs du cessez-le-feu conclu en avril 2004
3. nommer M. MINNAWI à la tête d'une Autorité du Darfour autonome
4. intégrer 4 000 rebelles du Darfour dans l'armée et 1 000 dans la police
5. et répartir de manière plus égalitaire le pouvoir politique et les richesses

Avant le 5 mai, M. BUSH avait adressé à chacun des protagonistes une lettre dans laquelle il garantissait plusieurs mesures incitatives, offrant au président soudanais Omar Hassan BASHIR d'améliorer les relations bilatérales américano-soudanaises, assurant aux commandants des groupes rebelles l'intégration de leurs combattants au sein des forces de sécurité nationales.

Cet accord de paix a été largement inspiré de celui qui mît un terme au conflit civil dans le sud-Soudan en 2005 et qui prévoyait:

1. la nomination du commandant du principal groupe rebelle aux postes de président de la province du sud-Soudan et de vice-président du Soudan
2. l'organisation d'un referendum d'autodétermination de et dans la province d'ici 2011

24 juillet

Environ **400 insurgés taliban lourdement armés dans une trentaine de véhicules attaquent un poste de police dans la province occidentale afghane de Farah**, tuant trois officiers de police et en blessant deux.

L'ampleur de l'opération confirme la montée en puissance de l'insurrection taliban dans les provinces australes de l'Afghanistan -- la poursuite du processus de conventionnalisation des troupes combattantes taliban qui préfigure l'établissement à terme d'une armée ayant vocation à être une force de manoeuvre -- et sa détermination subséquente à engager directement les forces de sécurité afghanes, même soutenues par les troupes du Commandement des Forces Conjointes en Afghanistan (CFC-A pour *Combined Forces Command* -





*Afghanistan*) ou un appui aérien, tout en maintenant des modes opératoires du faible au fort -- guérilla et/ou terrorisme selon les besoins. L'ampleur de l'opération confirme principalement le soutien pérenne voire intact dont bénéficient les insurgés taliban dans les provinces du sud de l'Afghanistan.

Au moment où le premier ministre Nouri Kamal AL-MALIKI se rend aux Etats-Unis pour rencontrer le président George W. BUSH (25 juillet), le président du Conseil Suprême pour la Révolution Islamique en Irak (CSRII -- parti dominant de la coalition chiite de gouvernement Alliance Irakienne Unie -- AIU), Aziz AL-HAKIM, formule quatre recommandations à l'attention des Irakiens pour restaurer la sécurité:

1. premièrement, la mise en oeuvre du Plan de Réconciliation Nationale formellement présenté par M. AL-MALIKI au Conseil des Représentants le 25 juin 2006
2. deuxièmement, la revitalisation de l'agenda et le renforcement des capacités du gouvernement pour lutter contre le terrorisme
3. troisièmement, la reconstruction du mausolée chiite de Sâmarra dont le dynamitage (22 février 2006) a suscité des représailles anti-sunnites renouvelant le débat sur la qualification de la violence collective irakienne de guerre civile
4. quatrièmement, la constitution de comités populaires de voisinage dans le cadre desquels les Irakiens se rassembleraient puis s'armeraient afin d'assurer leur propre sécurité

Toutefois, les milices -- principalement chiites -- menacent doublement la sécurité nationale:

1. d'abord en tant qu'organisations criminelles de droit commun hors du système (elles sont responsables d'escadrons de la mort et d'enlèvements)
2. ensuite comme sources de conflit d'allégeances au sein du système (chacune conserve sa propre chaîne de commandement et elles sont responsables d'opérations manifestement illégales au sein des forces de sécurité irakiennes, notamment en matière carcérale)

Deux puissantes milices chiites préoccupent particulièrement parce que leurs escadrons de la mort noyautent les forces du ministère irakien de l'Intérieur, le service de protection des bâtiments ministériels ou encore l'administration pénitentiaire:

1. l'Organisation des Brigades Badr (milice du Conseil Suprême pour la Révolution Islamique en Irak, lequel totalise 30 sièges au Conseil des Représentants) qui compte entre 25 et 40 000 combattants
2. l'Armée du Mahdi (en théorie milice de la *Jamaat al-Sadr al-Thani*, en fait milice du seul leader chiite Moqtada AL-SADR, lequel contrôle 31 sièges au Conseil des Représentants) qui comprend entre 5 et 10 000 combattants

Bras armé du Parti de la Vertu Islamique (*Hizb al-Fadhila al-Islamiya*; parti pivot de l'AIU), le Mouvement de la Revanche d'Allah (*Harakat Tha'r-Allah*) est une milice arabe chiite de moindre importance commandée par Yusuf AL-MANSAOUI.

La menace milicienne est encore renforcée par l'efflorescence récente de milices arabes sunnites.

**Le secrétaire d'Etat Condoleezza RICE entame une tournée au Moyen-Orient visant à offrir sa médiation pour la résolution de la crise israélo-libano-palestinienne** par une visite (surprise) à Beyrouth -- où elle rencontre le premier ministre anti-syrien, Fouad SINIORA, ainsi que le président pro-syrien du parlement libanais, Nabih BERRI -- puis par une visite (inscrite à son agenda public) à Jérusalem avec la ministre israélienne des Affaires étrangères, Tzipi LIVNI. Mme RICE doit s'entretenir avec le premier ministre israélien Ehud OLMERT et le président de l'Autorité Palestinienne (AP) Mahmoud ABBAS dès le 25 juillet.

En route vers Israël, Mme RICE continue de subordonner l'utilité de cette médiation au caractère propice -- ou non -- de la situation sur le terrain pour le traitement des causes profondes du conflit armé en vue d'une "solution politique durable" à la violence ([Condoleezza RICE, Remarks En Route to the Middle East, 24 juillet 2006](#)).

Autrement dit, si elle estime "urgent" un cessez-le-feu, Mme RICE souhaite cependant un changement stratégique ambitieux par rapport au *statu quo ante bellum* (et non sa restauration à laquelle seuls les



gouvernements iranien et syrien ont au demeurant intérêt), c'est-à-dire une dégradation suffisante des capacités militaires du Hezbollah qui garantisse le caractère durable de la paix.

Mme RICE:

1. découple les crises opposant d'une part Israël et le Hamas (caractère bilatéral) et d'autre part Israël et le Hezbollah doublement parrainé par les régimes iranien et syrien (caractère multilatéral)
2. identifie toujours les attaques du Hezbollah et son double parrainage au titre des causes profondes de la crise
3. réaffirme que la solution politique durable recherchée exclut un cessez-le-feu tactique (à l'abri duquel la milice chiïte libanaise pourrait se regrouper, se réarmer et se renforcer) pour inclure en revanche l'aptitude du gouvernement libanais à mettre effectivement en oeuvre les Accords de Taef (1989) ainsi que la résolution 1559 du Conseil de sécurité des Nations Unies (2004)
4. ajoute prendre en compte pour une solution politique durable le "problème humanitaire" et la redéfinition subséquente des cibles israéliennes
5. considère qu'il incombera au gouvernement libanais réputé souverain d'être partie à la signature d'un cessez-le-feu des hostilités qui opposent Israël au Hezbollah.

En revêtant l'état final recherché d'une dimension stratégique et politique et non seulement tactique, Mme RICE élabore selon ses vœux un agenda ambitieux qui s'inscrit dans un cadre plus large que la seule crise israélo-libanaise -- le crépuscule d'un ancien ordre régional auquel succèderait l'aube d'un ordre nouveau fondé sur la démocratie et les libertés individuelles en marge duquel les régimes iranien et syrien se seraient d'emblée placés en refusant de condamner les attaques du Hezbollah contre Israël.

Le secrétaire d'Etat précise enfin que des canaux de communication continuent de fonctionner (notamment une mission diplomatique; le président George W. BUSH a rappelé l'ambassadeur américain en Syrie consécutivement à l'assassinat de l'ancien premier ministre Rafic HARIRI le 14 février 2005) afin de revitaliser le dialogue diplomatique entre les Etats-Unis et la Syrie mais souligne que cette dernière n'a pas encore agi.

A l'occasion d'une conférence de presse, l'attaché de presse de la Maison-Blanche, Tony SNOW, annonce que le président George W. BUSH a ordonné l'acheminement d'une assistance humanitaire aux ONG de Beyrouth (par bateaux et hélicoptères *via* Chypre) dès le 25 juillet (principalement: 100 000 kits médicaux, 20 000 couvertures), soulignant par ailleurs que l'administration présidentielle travaille -- avec Israël et le Liban -- à l'ouverture de couloirs humanitaires ([Tony SNOW, Press Briefing by Tony Snow, 24 juillet 2006](#)). M. BUSH n'en continue pas moins de s'opposer à un cessez-le-feu immédiat dont la mise en oeuvre serait "inapplicable" et court-termiste tant que n'est pas neutralisée la capacité de nuisance militaire du Hezbollah -- organisation qualifiée de "parasite" en tant qu'elle opère "contre la souveraineté" de l'Etat libanais.

Estimant entre 500 et 800 000 le nombre des Libanais "affectés par le conflit" (*i.e.* pour la plupart déplacés) sur une population totale de quatre millions d'habitants, le coordinateur des secours d'urgence des Nations Unies, Jan EGELAND, lance simultanément un appel d'urgence à la communauté internationale pour qu'elle finance à hauteur de 150 millions de dollars américains divers programmes d'aide humanitaire pour les trois prochains mois au profit des Libanais (soins, nourriture, eau potable et besoins sanitaires).

23 juillet

Le représentant permanent des Etats-Unis auprès des Nations Unies, John R. BOLTON, **sous-entend sur CNN ("Late Edition") que les Etats-Unis pourraient accepter qu'une force multinationale -- non onusienne mais dont le mandat serait autorisé par le Conseil de sécurité des Nations Unies et sans contribution de troupes américaines -- assure la responsabilité du maintien de la paix dans le sud-Liban à la frontière avec Israël**, avant de qualifier la Syrie et l'Iran de "parties du problème" sur Fox News ("Fox News Sunday"). Outre qu'il prend en compte la tolérance de l'opinion publique américaine à l'égard d'une contribution militaire des Etats-Unis à une force multinationale (45% contre 42% sont favorables selon un sondage CNN du 19 juillet 2006), M. BOLTON répond ainsi positivement à la demande tacite du ministre israélien de la Défense, Amir PERETZ, lequel accepterait que des troupes de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord sécurisent la zone tampon du Liban sud entre Israël et la

milice chiite du Hezbollah, réfléchissant ainsi une communauté d'intérêts *ad hoc* entre Israël, les Etats-Unis, l'Union européenne et une partie du pan sunnite de l'espace arabo-musulman.

De son côté, le coordinateur des secours d'urgence des Nations Unies, Jan EGELAND, regrette que les populations civiles en général -- libanaise en particulier -- endurent un "prix disproportionné" des violences et considère que les bombardements israéliens des quartiers sud de Beyrouth (réputés bastions politiques du Hezbollah) violent le droit humanitaire. Il demande aux belligérants d'autoriser l'ouverture de couloirs humanitaires ayant vocation à approvisionner en secours d'urgence les 700 000 Libanais déplacés par les combats.

Au cours d'une rencontre avec le président George W. BUSH et le secrétaire d'Etat Condoleezza RICE, le ministre saoudien des Affaires étrangères, le prince Saud AL-FAISAL, remet une lettre dans laquelle le roi Abdallah demande aux Etats-Unis d'intervenir dans la crise israélo-libanaise en vue de trois objectifs:

1. parvenir à un cessez-le-feu qui mette immédiatement fin aux hostilités
2. amorcer un échange de prisonniers entre Israël et la milice chiite du Hezbollah
3. ajourner puis échelonner le démantèlement du Hezbollah

Dans un entretien accordé à l'agence de presse Reuters, le ministre adjoint syrien des Affaires étrangères, Fayssal MEKDAD, déclare que la Syrie souhaite nouer avec les Etats-Unis un dialogue "basé sur le respect et les intérêts mutuels" en vue d'offrir sa médiation ("faciliter la communication") pour la résolution diplomatique du conflit armé qui oppose Israël à la milice chiite du Hezbollah.

Faisant remonter la cause de l'actuelle crise à l'occupation israélienne de plusieurs parcelles de territoires (dont la zone des Fermes de Shebaa) revendiquées par le Liban et la Syrie, M. MEKHDAD conditionne l'obtention d'une "paix complète et juste" à la restitution des territoires occupés du Plateau du Golan, de Palestine et du Liban sud. L'occupation litigieuse des Fermes de Shebaa est contraire au droit international puisque les Nations Unies qualifient régulièrement depuis 1967 ces territoires de terres syriennes occupées par Israël. Si le régime syrien peut s'efforcer d'influencer la décision du Hezbollah, M. MEKDAD prévient toutefois que celle-ci appartient en dernier ressort au parti de dieu.

Dans un entretien accordé au quotidien espagnol ABC après une rencontre avec le ministre espagnol des Affaires étrangères (Miguel MORATINOS), le ministre syrien de l'Information, Mohsen BILAL, ajoute que la Syrie conditionne la promotion d'un cessez-le-feu entre les belligérants à l'inscription d'une telle démarche dans le cadre élargie d'une initiative de paix pour la région du Moyen-Orient (en d'autres termes un échange de prisonniers plus l'amorce d'un processus de paix israélo-libano-palestinien); en cas de refus israélien et d'escalade de l'opération israélienne au Liban, M. BILAL avertit que le régime syrien ne resterait pas attentiste.

Dans un entretien accordé à la chaîne de télévision CBS ("Face the Nation"), l'ambassadeur syrien aux Etats-Unis, Imad MOUSTAPHA, confirme l'ouverture de la Syrie pour un dialogue visant la "désescalade" et la restauration du rôle des Etats-Unis comme "courtier de la paix".

Dans un entretien accordé à la chaîne de télévision d'Etat jordannienne, le roi Abdallah de Jordanie (la Jordanie est l'un des deux seuls pays arabes -- avec l'Egypte -- a avoir signé un accord de paix avec Israël) précise enfin que la stabilité régionale dépend ultimement de la résolution du conflit israélo-palestinien.

### **Les violences entre communautés ethno-confessionnelles (entre Arabes chiïtes et Arabes sunnites à Bagdad, entre Arabes, Kurdes et Turkmènes à Kirkoûk) tuent 62 personnes et en blessent 243.**

Un individu met d'abord à feu son véhicule explosif sur le marché *Jameelah* du quartier pauvre chiite de *Sadr City* (nord-est de Bagdad), tuant 34 personnes et en blessant 73. La mise à feu quelques heures plus tard d'un engin explosif improvisé devant des bâtiments gouvernementaux dans le même quartier tue ensuite huit personnes et en blesse 20.

Milice chiite hybride à la fois parti et guérilla créée en juin 2003 par Moqtada AL-SADR et réputée nourrir le cycle attentats--représailles--contre-représailles en menant des représailles massives (de type exécutions sommaires) contre la minorité arabe sunnite consécutivement aux attentats suicides ou enlèvements visant la majorité arabe chiite, l'Armée du Mahdi est composée de 5 à 10 000 hommes recrutés parmi les déshérités (ou *mustazafin*) du quartier pauvre de la



capitale renommé *Sadr City* ainsi que des villes de Nadjaf -- où se trouve le centre de commandement et de contrôle de la milice -- et Koût, pour lesquels elle joue un rôle social important, l'Armée du Mahdi. La mise à feu d'un engin explosif improvisé devant un tribunal de la ville de Kirkoûk tue enfin 20 personnes et en blesse 150.

22 juillet

A l'occasion d'une conférence des Nations Unies sur le thème de la transition judiciaire et alors que le premier ministre arabe chiite Nouri Kamal AL-MALIKI doit rencontrer le président George W. BUSH à Washington le 25 juillet 2006, le président arabe sunnite du Conseil des Représentants (parlement irakien), Mahmoud AL-MASHHADANI, assimile "l'occupation américaine" de l'Irak depuis 2003 à "un travail de boucher" réalisé à l'abri du "slogan de la démocratie, des droits de l'homme et de la justice".

S'il n'exige pas des troupes américaines mobilisées dans le cadre de la Force Multinationale en Irak qu'elles se retirent du théâtre d'opérations irakien, M. MASHHADANI n'en demande pas moins que les autorités civiles américaines cessent d'interférer dans la vie politique irakienne en maintenant les autorités politiques irakiennes "sous la botte américaine".

Le président George W. BUSH consacre son allocution radiodiffusée hebdomadaire à la crise israélo-libanaise qu'il impute à la milice chiite du Hezbollah -- laquelle a tué huit soldats israéliens et en a enlevé deux le 12 juillet 2006, tirant régulièrement depuis des roquettes contre les villes israéliennes -- doublement parrainée (financement, entraînement, armement et sanctuaire) par les régimes syrien et iranien dont il qualifie les actions de menaces régionales ([George W. BUSH, President's Radio Address, 22 juillet 2006](#)). Le président réaffirme au demeurant le droit légitime des "nations souveraines" à se défendre contre une attaque -- y compris terroriste.



Pour la résolution de cette crise dont l'impact sur la "jeune démocratie libanaise" le préoccupe, M. BUSH recommande de revitaliser les régimes juridiques déjà élaborés par la communauté internationale:

1. d'abord la "feuille de route" établie par la Quartette (Etats-Unis, Russie, Nations Unies et Union européenne) en 2003, laquelle prévoit la création d'un "Etat palestinien démocratique et viable" qui vive côte-à-côte avec Israël dans la paix et la sécurité
2. ensuite la résolution 1559 votée par le Conseil de sécurité des Nations Unies en 2004, laquelle prévoit la restauration de la souveraineté de l'Etat libanais sur son territoire -- *i.e.* le retrait des "forces étrangères" (principalement syriennes) puis le désarmement et le démantèlement des milices communautaires (principalement le Hezbollah)

M. BUSH rappelle enfin que les Etats-Unis continuent de soutenir les "dirigeants modérés" comme le président de l'Autorité Palestinienne (AP) Mahmoud ABBAS et d'exhorter la formation politique du Hamas à renoncer au terrorisme comme instrument de la politique de voisinage palestinienne.

Dans la nuit du 21 au 22 juillet 2006, le bataillon israélien *Egoz* (bataillon spécialisé dans le combat de contre-guérilla composé de soldats et de parachutistes) appuyé par l'artillerie et les blindés s'est emparé du village libanais frontalier de Maroun al-Ras. Quatre soldats israéliens ont été tué, six blessés. Tandis que l'infanterie et les blindés opèrent sur une bande de territoire libanais s'étendant sur deux à trois kilomètres à partir de la frontière, les forces spéciales israéliennes opèrent clandestinement dans la profondeur du territoire libanais.



21 juillet

En publiant un communiqué de presse intitulé [Setting the Record Straight: President Bush's Foreign Policy Is Succeeding, 21 juillet 2006, 3 p.](#), la Maison-Blanche lance une campagne de relations

**publics visant à désamorcer les critiques domestiques à l'endroit de la politique étrangère conduite par l'administration du président George W. BUSH** aux prises avec une série de crises internationales:

1. la crise nucléaire iranienne
2. la crise des missiles nord-coréens
3. la crise israélo-libano-palestinienne (doublement alimentée par les régimes iranien et syrien)
4. et la crise irakienne

Le communiqué souligne ainsi que la politique étrangère impulsée par M. BUSH:

1. recueille le consensus de la communauté internationale sur les dossiers nord-coréen, iranien, irakien et israélo-palestinien
2. recherche activement une solution à la crise israélo-libano-palestinienne
3. vise à résoudre durablement les problématiques de politique étrangère
4. engrange déjà les succès, notamment la formation du nouveau gouvernement permanent souverain de la République d'Irak (20 mai 2006) et l'élimination du commandant de l'Organisation al-Qaida en Mésopotamie, Abou Moussab AL-ZARKAOUI (7 juin 2006)

Cette campagne de relations publiques est lancée alors que certains leaders d'opinion conservateurs -- chroniqueurs et intellectuels -- se démarquent des parlementaires du parti républicain pour critiquer la pusillanimité, la passivité et le néo-multilatéralisme de la politique étrangère menée par l'administration BUSH sur les dossiers susmentionnés (voir [Michael ABRAMOWITZ, "Conservative Anger Grows Over Bush's Foreign Policy", The Washington Post, 19 juillet 2006](#)).

Profitant de l'annonce d'un déplacement au Moyen-Orient à partir du 23 juillet 2006 destiné à offrir la médiation des Etats-Unis dans le processus diplomatique pour la résolution de la crise israélo-libano-palestinienne, le secrétaire d'Etat Condoleezza **RICE rappelle que l'utilité de sa médiation pour la résolution de la crise israélo-libano-palestinienne dépend du caractère propice -- ou non -- de la situation sur le terrain au traitement des "causes profondes" du conflit armé en vue d'une "solution politique durable" à la violence** ([Condoleezza RICE, Special Briefing on Travel to the Middle East and Europe, 21 juillet 2006](#)). Cette violence armée a été causée selon elle par "l'attaque illégale du Hezbollah à partir du territoire libanais" contre Israël: parce que l'organisation terroriste (*Foreign Terrorist Organizations List* du département d'Etat) est "la source du problème", Mme RICE ne rencontrera pas les dirigeants de la milice chiite libanaise -- pas plus que ceux de ses parrains iranien et syrien avec lesquels les Etats-Unis ont rompu leurs relations diplomatiques (relations rompues avec l'Iran depuis 1979, suspendues avec la Syrie depuis l'assassinat de l'ancien premier ministre libanais Rafic HARIRI le 14 février 2005) --, se contentant du premier ministre israélien Ehud OLMERT, du président de l'Autorité Palestinienne Mahmoud ABBAS et d'une conférence sur le Liban organisée à Rome le 26 juillet.

En d'autres termes, Mme RICE souhaite un changement stratégique par rapport au *statu quo ante bellum* -- et non sa restauration par un cessez-le-feu immédiat, laquelle serait une "fausse promesse" (à laquelle seuls les gouvernements iranien et syrien ont intérêt) lourde de futurs affrontements armés -- en vue de "créer les conditions de la stabilité et d'une paix durable". Ce changement implique la mise en oeuvre de la résolution 1559 du Conseil de sécurité des Nations Unies (2004), laquelle prévoit le désarmement du Hezbollah puis son démantèlement concomitamment à la restauration de la souveraineté de l'Etat libanais sur son territoire. L'ambassadeur israélien aux Etats-Unis, Daniel AYALON, estime que 40% des capacités militaires du Hezbollah sont d'ores et déjà détruites.

Au contraire, oscillant à l'unisson du président français Jacques CHIRAC (dont le ministre de la Défense Michèle ALLIOT-MARIE dénigre au reste l'attentisme voire la force d'entrave américaine), le secrétaire général des Nations Unies Kofi ANNAN demande depuis le 20 juillet la négociation d'un cessez-le-feu immédiat.

Le journaliste du *New York Times* David S. CLOUD révèle que l'administration du président George W. BUSH est effectivement en situation de quasi co-belligérance (au même titre que le régime iranien lorsqu'il finance, entraîne et arme le Hezbollah) puisqu'elle a récemment accéléré la livraison (certes prévue depuis 2005) de munitions de précision à guidage laser -- une centaine de bombes GBU-28 ayant vocation à traiter les bunkers souterrains où se trouvent les fonctions de commandement et de contrôle -- et par satellite -- des bombes ayant vocation à traiter les sites de lancement de missiles ([David S.](#)

[CLOUD, Helene COOPER, "U.S. Speeds Up Bomb Delivery ofr the Israelis", The New York Times, 22 juillet 2006\).](#)

Confirmant les propos tenus le matin même par son ministre de la Défense (Elias MURR) sur la chaîne *Al Arabiya*, le président libanais Emile LAHOUD **déclare sur la chaîne de télévision CNN que l'armée défendra les Libanais contre une intervention terrestre des Forces de Défense Israéliennes (IDF pour *Israeli Defense Forces*) "à l'intérieur du Liban"** (*i.e.* au-delà de la rivière Litani en direction de Beyrouth et de la vallée de la Bekaa) mais non "à la frontière" (*i.e.* l'armée libanaise ne ripostera pas à une intervention israélienne limitée à la reconstitution d'une zone tampon au sud-Liban).

Attentiste depuis le déclenchement des opérations offensives des IDF contre la milice chiite du Hezbollah, l'armée libanaise pourrait riposter à la territorialisation et à l'accélération du rythme des opérations israéliennes amorcée dans la nuit du 20 au 21 juillet lorsque cinq brigades (dont une de parachutistes) ont franchi la frontière israélo-libanaise avant que le commandement nord israélien ne décrète une mobilisation limitée (5 000 réservistes) et ne recommande à la population civile du sud-Liban de fuir vers le nord au-delà de la rivière Litani.

Alors que l'opinion publique arabe manifeste sa protestation contre les opérations israéliennes au Caire et à Amman (Egypte et Jordanie sont les deux seuls pays arabes à avoir signé un traité de paix avec Israël), les combattants du Hezbollah résistent à partir de prépositions fortifiées au moyen de tirs de roquettes antichar (voire de missiles sol-air anti-aériens) tout en se repliant dans la profondeur du territoire libanais afin d'allonger les lignes d'approvisionnement israéliennes (*i.e.* exposer les flancs des IDF), de conserver l'initiative (*i.e.* entraver la manoeuvre israélienne -- contournement et/ou encerclement) et d'user les forces matérielles et morales adverses (*i.e.* dégrader la volonté de lutte adverse).

Le quotidien londonien *al-Quds al-Arabi* rapporte que le Hezbollah formule six conditions pour une trêve du conflit armé:

1. la restitution au gouvernement libanais de la zone litigieuse des fermes de Shebaa
2. la libération des prisonniers libanais, arabes et palestiniens que les autorités israéliennes détiennent administrativement
3. la prise en charge du coût de la reconstruction des infrastructures libanaises
4. la prise en charge de l'indemnisation des citoyens libanais dont la maison et/ou la terre ont été détruites
5. la résolution de la problématique des réfugiés palestiniens du Liban
6. la prise en charge du retour des réfugiés palestiniens du Liban dans les Territoires Palestiniens

20 juillet

Le porte-parole du département d'Etat Sean McCORMACK rappelle que Mme RICE conditionne sa médiation dans le processus diplomatique pour la résolution de la crise israélo-libanaise à son utilité, laquelle dépend du caractère propice -- ou non -- de la situation sur le terrain au traitement des "causes profondes" du conflit armé en vue d'une "solution politique durable" à la violence, autrement dit un "changement stratégique" par rapport au *statu quo ante bellum* -- et non sa restauration à laquelle seuls les gouvernements iranien et syrien ont au demeurant intérêt ([Sean McCORMACK, Daily Press Briefing, 20 juillet 2006](#)).

M. McCORMACK identifie à nouveau les attaques du Hezbollah et son double parrainage par les régimes iranien et syrien au titre des "causes profondes" puis réaffirme que la solution politique durable recherchée exclut un cessez-le-feu tactique à l'abri duquel la milice chiite libanaise pourrait se "regrouper", se "réarmer" et se "renforcer" mais inclut en revanche l'aptitude du gouvernement libanais à mettre effectivement en oeuvre la résolution 1559 du Conseil de sécurité des Nations Unies (2004). En revêtant l'état final recherché d'une dimension stratégique et politique et non seulement tactique, Mme RICE élabore selon son porte-parole un agenda ambitieux qui s'inscrit dans un cadre plus large que la seule crise israélo-libanaise -- le crépuscule d'un "ancien ordre" régional auquel succède l'aube d'un "nouvel ordre" fondé sur la démocratie et les libertés individuelles en marge duquel les régimes iranien et syrien se sont d'ores et déjà placés en refusant de condamner les attaques du Hezbollah contre Israël. A une question sur les acceptions divergentes des "causes profondes" de la violence au Moyen-Orient entre le président George W. BUSH (le double parrainage irano-syrien de la "guerre contre la terreur") et

le secrétaire général des Nations Unies Kofi ANNAN (le blocage du processus de paix israélo-palestinien), le porte-parole de la Maison-Blanche Tony SNOW oppose l'analyse extensive du président à celle restrictive des Nations Unies ([Tony SNOW, Press Briefing by Tony Snow, 20 juillet 2006](#)). L'état final souhaité par les Etats-Unis est selon lui triple:

1. d'abord la sécurité nationale d'Israël, l'administration du président BUSH exhortant toutefois le gouvernement israélien à la retenue dans l'exercice de son droit de légitime défense
2. ensuite la préservation de "l'intégrité" du gouvernement libanais (i.e. l'indépendance et la souveraineté de l'Etat libanais)
3. enfin l'établissement de deux Etats -- Israël et la Palestine -- vivant côte-à-côte dans la paix et la sécurité

Le représentant permanent des Etats-Unis auprès de l'ONU, John R. BOLTON, confirme enfin la posture de l'administration BUSH: la "cause profonde" du conflit armé israélo-libanais réside dans les "actes terroristes du Hezbollah parrainés par l'Iran et la Syrie" ([John R. BOLTON, Situation in the Middle East, Iran, and Other Matters, New York City, 20 juillet 2006](#)).

Dans un entretien accordé au quotidien italien *Corriere della Sera*, premier ministre libanais Fouad SINIORA soutient que la milice chiite du Hezbollah doit être désarmée puis démantelée car elle a créé "un Etat dans l'Etat" et poursuit un agenda promouvant les intérêts extranationaux de l'Iran et de la Syrie.

M. SINIORA pose trois conditions au désarmement du Hezbollah:

1. d'abord l'établissement d'un cessez-le-feu avec l'Etat d'Israël
2. ensuite la libération des prisonniers libanais détenus administrativement par Israël
3. enfin le retrait des forces israéliennes du territoire litigieux des Fermes de Chebaa

Dans un entretien accordé à la radio française France Inter, le président libanais Emile LAHOUD qualifie l'offensive israélienne au Liban de "massacre".

De son côté, le ministre israélien des Transports également membre du Cabinet de Sécurité, Shaul MOFAZ, affirme que les capacités offensives du Hezbollah sont déjà à moitié anéanties et que l'Etat d'Israël est déterminé à parachever la réduction des capacités militaires de la milice chiite libanaise, l'élimination de ses commandants puis la perturbation de sa chaîne de commandement.

L'arsenal offensif du Hezbollah comprend principalement (par portée croissante):

- plusieurs centaines de kilos d'explosif (portée fonction de la plateforme)
- 10 000 roquettes Katyusha (20 km)
- plusieurs centaines de roquettes Fajr-3 (40 km) et Fajr-5 (75 km)
- quelques dizaines de missiles de croisière à guidage laser C-802 (120 km)
- un nombre inconnu de roquettes Zelzal-2 (200 km)



S'il promet que le gouvernement iranien répondra formellement le 22 août 2006 au paquet de mesures incitatives et dissuasives élaboré par l'UE-3 puis approuvé par les Etats-Unis, la Chine et la Russie avant d'être présenté au gouvernement iranien par Javier SOLANA, **le Conseil Suprême pour la Sécurité Nationale iranien avertit que l'imposition de sanctions par le Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU) aboutirait à une révision de la politique nucléaire de la République Islamique d'Iran.**

Au lendemain de la troisième rencontre infructueuse entre le Haut représentant de l'Union européenne pour la politique étrangère et de sécurité commun (Javier SOLANA) et le négociateur en chef iranien sur le programme nucléaire litigieux de la République Islamique d'Iran (Ali LARIJANI), le groupe "P-5+1" (cinq membres permanents du CSNU plus l'Allemagne en tant que membre de l'UE-3) a exprimé le 12 juillet 2006 sa "profonde déception" faute d'indice de la volonté du gouvernement iranien de négocier (l'Iran refuse de suspendre préalablement ses activités d'enrichissement d'uranium et de traitement des déchets nucléaires) et a annoncé n'avoir "d'autre choix" que de renvoyer le dossier litigieux devant le CSNU ([Philippe DOUSTE-BLAZY, P-5+1 Statement: Negotiations With Iran, Paris, France, 12 juillet 2006](#)).

Parce que le gouvernement iranien a échoué à amorcer les négociations -- envoyant au mieux des signaux équivoques et prétendant ne répondre que le 22 août à l'offre du 6 juin 2006 --, le groupe P-5+1 (y compris les puissances chinoise et russe initialement réticentes) projette de voter une résolution du CSNU (option contraignante) exigeant du réfractaire la suspension de ses activités d'enrichissement d'uranium et de traitement des déchets nucléaires; cette résolution débouchera sur une alternative:

1. l'amorce de négociations puis le retrait du dossier du CSNU en cas de mise en conformité de la part de l'Iran
2. ou bien l'imposition de mesures sur le fondement de l'article 41 du chapitre VII de la Charte des Nations Unies (lequel autorise l'emploi de la force afin d'exécuter la résolution)

Au cours de sa rencontre du 11 juillet avec M. SOLANA, M. LARIJANI était réputé articuler la réponse du gouvernement iranien au paquet de mesures incitatives et dissuasives élaboré par l'UE-3 (Allemagne, France et Grande-Bretagne au nom de l'Union européenne), approuvé par les Etats-Unis, la Chine et la Russie le 1er juin (formule "P-5+1": cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies plus l'Allemagne en tant que membre de l'UE-3) puis formellement présenté au gouvernement iranien le 6 juin par M. SOLANA.

A condition que l'Iran suspende de manière "immédiate", "complète" et "vérifiable" (Condoleezza RICE, discours du 31 mai 2006) ses activités d'enrichissement d'uranium et de traitement des déchets nucléaires, les principales mesures incitatives que contient l'offre du "P-5+1" sont (importance décroissante):

1. la participation des Etats-Unis à des discussions multilatérales avec l'Iran sur son programme nucléaire
2. des assurances en matière de technologie nucléaire civile (pacifique), notamment une coopération nucléaire civile avec les Etats-Unis, la fourniture d'un réacteur nucléaire à eau légère par l'UE et la garantie de l'approvisionnement en combustible nucléaire par un consortium international
3. une densification des relations commerciales et financières
4. le soutien de la candidature iranienne à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)
5. et la levée des embargos partiels américains frappant certains biens à destination de l'Iran, notamment en matière aéronautique ou de systèmes d'alerte précoce des tremblements de terre

Découlant du référé immédiat devant le CSNU qui suivrait un refus iranien, les principales mesures dissuasives que contient l'offre du "P-5+1" sont:

1. un double embargo, sur l'exportation de certains biens et l'importation d'autres biens (matériels / technologies utiles pour l'exécution d'un programme nucléaire, armes)
2. le gel des avoirs des organisations et individus impliqués dans le programme nucléaire
3. la suspension de la coopération technique qu'assure l'Agence Internationale de l'Energie Atomique
4. le gel des contacts bilatéraux
5. l'interdiction de visas et de voyages pour les décideurs iraniens
6. et l'ajournement de la promesse faire à l'Iran d'une intégration prochaine au sein de l'OMC

Si la déclaration du P-5+1 du 12 juillet est le produit d'un consensus *ad hoc* entre ses membres, cette convergence stratégique pourrait s'effacer devant les divergences tactiques (liées d'abord aux délais impartis au gouvernement iranien pour répondre, ensuite aux modalités des éventuelles sanctions) entre d'un côté les Etats-Unis, l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne et, de l'autre, la Chine et la Russie (laquelle a pu au reste n'être motivée que par l'imminence du sommet du G-8 qu'elle organise les 15-7 juillet 2006 à Saint-Pétersbourg) -- deux membres permanents dotés du droit de veto. Si les divergences tactiques l'emportaient sur la convergence stratégique, elles infirmeraient alors le diagnostic d'une erreur de calcul de la part du président iranien Mahmoud AHMADINEJAD relativement au soutien sino-russe.

19 juillet

Confirmant le quotidien nippon *Yomiuri Shimbun* en date du 26 juin 2006, **l'administration du président George W. BUSH informe le gouvernement japonais de son intention de déployer dès août 2006 trois batteries de missiles sol-air intercepteurs *Patriot Advanced Capability 3 (PAC-3)* sur la base aérienne de Kadena** dans le sud de l'archipel sur l'île d'Okinawa -- soit entre 384 missiles (une batterie comprend généralement huit lanceurs comptant chacun 16 missiles). Ce système de défense anti-missile balistique en phase finale devrait être pleinement opérationnel à partir de mars 2007.

L'annonce du gouvernement américain intervient:



1. trois mois après la signature d'un accord bilatéral de principe sur le déploiement d'un tel système d'interception
2. un mois après la signature par l'ambassadeur américain au Japon (Thomas SCHIEFFER) et le ministre japonais des Affaires étrangères (Taro ASO) d'un accord de coopération renforcée en matière de défense anti-missile balistique (23 juin 2006)
3. un mois après l'affirmation du directeur de l'Agence de Défense anti-Missile (MDA pour *Missile Defense Agency*), le lieutenant général de l'U.S. Air Force Henry A. OBERING III, en date du 23 juin, selon laquelle -- si le président l'enjoignait -- les intercepteurs réussiraient certainement à "frapper et détruire" un missile balistique intercontinental nord-coréen, affirmation consécutive à la 7ème interception réussie (sur huit) d'un missile à moyenne portée par un missile intercepteur *Standard Missile-3* (SM-3) tiré de l'USS Shiloh
4. et deux semaines après une série de lancements sans avertissement par le régime nord-coréen de sept missiles couvrant le spectre des portées (courte avec trois missiles *Scud* d'une portée de 300 à 500 km puis longue avec un missile *Taepodong-2* d'une portée de 3 500 à 4 300 km et enfin intermédiaire avec trois missiles *Rodong* d'une portée de 1 000 à 1 400 km) le 4 juillet

Le négociateur en chef sur le dossier nucléaire nord-coréen, l'assistant du secrétaire d'Etat pour les Affaires de l'Asie de l'est et du Pacifique Christopher R. HILL, **déclare douter de la volonté du régime nord-coréen de réintégrer les *Six-Party Talks* (SPT) sur son programme nucléaire litigieux.** Par conséquent, il ne se rendra à Pyongyang qu'à la condition que le régime nord-coréen ferme le réacteur nucléaire de Yongbyon.

Cette déclaration intervient quatre jours après que les 15 membres du Conseil de sécurité des Nations Unies ont voté à l'unanimité la résolution 1695, laquelle -- votée sur le fondement juridique du chapitre VI de la Charte des Nations (qui ne prévoit pas l'imposition de sanctions multilatérales, *a fortiori* le recours à la force armée) conformément à la volonté chinoise ([SECURITY COUNCIL, United Nations Security Council Condemns Democratic People's Republic of Korea's Missile Launches, 15 juillet 2006](#)):

1. *condamne* la série de tests sans avertissement de sept missiles couvrant le spectre des portées réalisée par le gouvernement nord-coréen le 4 juillet 2006
2. *demande* aux Etats membres de l'ONU d'empêcher les flux financiers et les transferts de technologies ainsi que de matériels liés aux programmes de missiles et d'armes de destruction massive nord-coréens
3. *demande* au gouvernement nord-coréen de suspendre son programme de missiles balistiques
4. *demande* au gouvernement nord-coréen de s'imposer à nouveau un moratoire sur les tests de missiles à longue portée
5. *demande* au gouvernement nord-coréen de réintégrer sans pré-condition les *Six-Party Talks* (SPT) sur son programme nucléaire

Alors que les SPT sur son programme nucléaire se trouvaient dans une impasse, la Corée du nord a déclaré en mars 2005 ne plus être liée par le moratoire sur les tests de missiles à longue portée qu'elle s'était imposé le 13 septembre 1999 consécutivement à la crise du 31 août 1998 (un missile Taepodong-1 avait survolé le Japon), puis qu'elle avait confirmé en 2001 et 2002, et a procédé aux tests de plusieurs missiles à courte portée. La série de lancements du 4 juillet 2006 a confirmé la capacité de nuisance potentielle du régime nord-coréen, lequel disposerait des vecteurs de la capacité nucléaire militaire dont il se prévaut sur le papier depuis le 10 février 2005 (aucun test n'a confirmé cette capacité autoproclamée). Le régime nord-coréen a suspendu en novembre 2005 sa participation aux SPT (lesquels regroupaient Etats-Unis, Corée du nord, Corée du sud, Chine, Japon et Russie en vue du démantèlement "complet", "vérifiable" et "irréversible" des programmes et installations nucléaires nord-coréens) consécutivement à l'imposition de sanctions économiques prises par les Etats-Unis en septembre 2005 -- contre une banque (Banco Delta Asia à Macau) et huit entreprises nord-coréennes officiellement accusées de contrefaçon, blanchiment d'argent et trafic de drogue -- et perçues comme visant à l'isoler. Depuis, en dépit de la déclaration conjointe du 19 septembre 2005, la Corée du nord conditionne la reprise des pourparlers au retrait des sanctions tandis que les Etats-Unis maintiennent un découplage entre les SPT et les sanctions économiques, exhortant la puissance nucléaire *de facto* à renouer sans pré-conditions le fil de la négociation.

Si le secrétaire d'Etat Condoleezza RICE souhaite la "cessation de la violence" dans la crise de haute intensité qui oppose Israël à la milice chiite libanaise du *Hezbollah*, violence qui engendre des coûts -- humain et matériel -- importants, le porte-parole du département d'Etat Sean **McCORMACK rappelle que Mme RICE conditionne sa médiation dans le processus diplomatique à son utilité**, laquelle dépend selon elle d'une situation sur le terrain propice au traitement des "causes profondes" du conflit (les attaques du *Hezbollah* et le double parrainage des régimes iranien et syrien) en vue d'un "solution [politique] durable" c'est-à-dire représentant un progrès par rapport au -- et non la restauration du -- *statu quo ante bellum* ([Sean McCORMACK, Daily Press Briefing, 19 juillet 2006](#)).

M. McCORMACK précise que seuls les régimes iranien et syrien ont intérêt à la restauration du *statu quo ante* alors qu'une "solution durable" selon la communauté internationale exclut un cessez-le-feu à l'abri duquel la milice chiite puisse se "regrouper", se "réarmer" et se "renforcer".

Dans un communiqué diffusé sur l'Internet, **le Conseil Consultatif des Moudjahidin d'Irak (CCMI) revendique la responsabilité de l'attentat suicide qui a tué 53 personnes et en a blessé 130 devant la principale mosquée de Koufa le 18 juillet 2006**. Cet attentat ciblait des membres de la milice chiite de la Brigade al-Ghadr.

Le CCMI est une organisation "parapluie" créée le 21 janvier 2006 qui regroupe huit groupes insurgés -- dont l'Organisation al-Qaida en Mésopotamie -- dont elle a vocation à agréger les initiatives terroristes -- militaires, politiques et médiatiques -- à travers l'Irak en réduisant la duplication des activités (voir [schéma des principaux groupes insurgés sunnites](#) dans la rubrique "papiers"). Le Conseil affiche le triple objectif de "libérer l'Irak de l'occupation, unir et diriger les efforts des moudjahidin et élever l'étendard de l'islam" qui n'est autre que la synthèse des objectifs de ses membres constitutifs: bouter les troupes de la Force Multinationale hors d'Irak puis y créer un califat.



Dans une déclaration conjointe, l'ambassadeur américain en Irak et le commandant des forces américaines mobilisées sur le théâtre d'opération irakien, **Zalmay KHALILZAD et le général George W. CASEY, condamnent les attaques de Mahmoudiyah (17 juillet) et de Koufa (18 juillet)** qu'ils imputent respectivement à des "escadrons de la mort" et à des "terroristes" puis exhortent les dirigeants politiques irakiens à exercer leur responsabilité en mettant effectivement en oeuvre le Plan de Réconciliation Nationale formellement présenté par le premier ministre Nouri Kamal AL-MALIKI au Conseil des Représentants le 25 juin 2006 ([Zalmay KHALILZAD, George CASEY, Joint Statement by U.S. Ambassador to Iraq Zalmay Khalilzad and Commander, MNF-I, General George Casey, 19 juillet 2006](#)).

Le journaliste du *Washington Post* Michael **ABRAMOWITZ rapporte que les leaders d'opinion conservateurs -- chroniqueurs et intellectuels -- se démarquent des parlementaires du parti républicain pour critiquer la pusillanimité, la passivité et le néo-multilatéralisme de la politique étrangère menée par l'administration du président George W. BUSH** sur cinq principaux dossiers ([Michael ABRAMOWITZ, "Conservative Anger Grows Over Bush's Foreign Policy", The Washington Post, 19 juillet 2006](#)):

1. la crise nucléaire iranienne
2. la crise des missiles nord-coréens
3. la crise israélo-libano-palestinienne (que les régimes iranien et syrien alimentent)
4. la crise irakienne (ils dénoncent l'insuffisance des effectifs militaires américains mobilisés dans le cadre des opérations de contre-insurrection sur le théâtre irakien)
5. et les crispations autoritaires des régimes égyptien et russe sous la férule des présidents Hosni MOUBARAK et Vladimir POUTINE

18 juillet

Le ministre irakien des Affaires étrangères, Hoshyar **ZEBARI**, **annonce que l'Etat irakien va normaliser ses relations diplomatiques avec le régime baasiste syrien** longtemps accusé depuis le changement de régime (avril 2003):

1. de faciliter la pénétration des insurgés djihadistes étrangers sur le théâtre d'opération irakien
2. et d'héberger certains hauts responsables de l'ancien régime baasiste irakien

Le *China Times* rapporte que **les Etats-Unis s'engagent à vendre à Taiwan 66 avions de combat F-16 C/D Block 52** pour une valeur de 3,1 milliards de dollars américains.

La classe C/D du F-16 dispose d'une portée et de capacités d'attaque au sol plus importantes que la classe A/B dont l'île rebelle possède plusieurs exemplaires depuis 1992.

En déclarant que les "soutiens" du *Hezbollah* -- la Syrie mais aussi l'Iran -- sont responsables des "prochaines étapes décisives" de la crise israélo-libano-palestinienne et doivent user de leur influence pour que la milice chiite cesse ses tirs de roquettes contre Israël et libère les soldats des Forces Israéliennes de Défense en vue d'amorcer un processus diplomatique, le porte-parole de la Maison-Blanche, Tony **SNOW**, **reconnaît implicitement que l'Iran a su capitaliser sur la crise israélo-libano-palestinienne en sublimant l'obstacle du double clivage ethnique (minorité perse contre majorité arabe) et religieux (minorité chiite contre majorité sunnite) pour mobiliser le soutien de l'opinion publique arabo-musulmane et étendre sa sphère d'influence régionale** ([Tony SNOW, Press Briefing by Tony Snow, 18 juillet 2006](#)).

M. SNOW octroie ainsi au régime iranien un rôle de protagoniste dans la résolution diplomatique de la crise israélo-libano-palestinienne, ce que ce dernier recherchait *via* une stratégie indirecte par acteurs armés non étatiques interposés. Il complète au demeurant le propos du président George W. BUSH suspectant le régime syrien d'être tenté de renouer avec une politique d'influence au Liban après en avoir retiré ses 14 000 militaires sous la pression de la communauté internationale en mai 2005 -- mettant ainsi un terme à 29 ans d'occupation.

A l'issue d'un débriefing à l'attention des membres du Congrès sur le sommet du G-8 organisé les 15-17 juillet 2006 à Saint-Pétersbourg, le président George W. BUSH postule qu'au-delà des considérations tactiques et humanitaires les "situations tragiques" constituent parfois des opportunités stratégiques, notamment lorsqu'elles ont le mérite de clarifier certaines situations internationales et de remettre en cause un *statu quo* inacceptable -- en l'espèce la dégradation de la souveraineté de l'Etat libanais par l'acteur armé non étatique du *Hezbollah*, lequel est doublement parrainé par les régimes iranien et syrien ([George W. BUSH, President Bush Meets with Bipartisan Members of Congress on the G8 Summit, 18 juillet 2006](#)). M. BUSH applique ainsi sa "doctrine" (non discrimination entre les organisations terroristes et les Etats qui les parrainent aux fins de reterritorialisation de la dissuasion) en soutenant que la "cause profonde" du conflit qui oppose l'Etat d'Israël au *Hezbollah* réside dans les "attaques terroristes" contre un "pays démocratique" partiellement "inspirées par les Etats-nations" iranien et syrien. S'il soutient l'exercice par Israël de son droit de légitime défense, le président formule trois recommandations pour la résolution de la crise:

1. d'abord la retenue militaire des Forces de Défense Israéliennes de sorte que le gouvernement libanais du premier ministre Fouad SINIORA ne s'effondre pas mais "réussisse et survive"
2. ensuite l'exercice d'une pression sur le régime syrien
3. enfin la poursuite par la communauté internationale de l'isolement du régime iranien

A l'issue d'une rencontre avec le ministre égyptien des Affaires étrangères, la secrétaire d'Etat Condoleezza RICE estime que le conflit n'est pas suffisamment "mûr" pour être résolu par l'intervention diplomatique des Etats-Unis. Considère que cette dernière doit être de dernier recours lorsqu'il s'agira de traiter les déterminants sous-jacents ou profonds du conflit (niveau stratégique) en vue de "créer les conditions durables du progrès politique".

Le président du parlement iranien, Gholam Ali HADDAD-ADEL, affirme de son côté que l'ensemble du territoire israélien est à portée des attaques du *Hezbollah* dont il loue le dirigeant, cheikh Hassan NASRALLAH. Réciproquement, le porte-parole du parti de dieux ajoute que son organisation attaquerait les intérêts américains et/ou israéliens à travers le monde si l'ayatollah Ali KHAMENEI l'enjoignait.

Si ses enjeux sont importants (la sécurité d'Israël, l'avenir du gouvernement de l'Autorité Palestinienne dominé par le *Hamas*, l'indépendance ainsi que la souveraineté du Liban et les rôles dévolus aux acteurs armés non étatiques que sont la branche militaire du *Hamas* et le *Hezbollah*) et si elle s'inscrit dans le cadre plus large d'une stratégie indirecte de l'axe syro-iranien par acteurs armés non étatiques interposés (un conflit par procuration mené par le *Hamas* et le *Hezbollah*), Edward N. LUTTWAK estime que la **crise israélo-libano-palestinienne n'est pas susceptible d'escalader en conflit régional** ([Edward N. LUTTWAK, "A Conflict That Will Stay Close to Home", \*The New York Times\*, 18 juillet 2006](#)).

L'analyste du *Center for Strategic and International Studies* étaye son hypothèse du confinement de la crise en cours par trois arguments. D'abord, l'isolement du *Hamas* sur l'échiquier régional en tant que l'Organisation de la Résistance Armée est la déclinaison palestinienne des Frères Musulmans, formation politique à vocation panislamique combattue par la plupart des régimes moyen-orientaux (principalement le régime du président égyptien Hosni MOUBARAK et celui du roi ABDALLAH de Jordanie) en raison de son opposition politique conventionnelle. Les gouvernements égyptien, jordanien et saoudien estiment ainsi que "l'aventurisme" du *Hezbollah* dessert les "intérêts arabes" en exposant malgré eux les pays arabes à de "graves dangers".

Ensuite, l'isolement du *Hezbollah* sur l'échiquier régional en tant que la milice hybride (à la fois parti politique et guérilla) est perçue dans l'espace arabo-musulman comme la cinquième colonne de la République Islamique [chiite] d'Iran, l'activation du clivage religieux chiite-sunnite continuant de surdéterminer les solidarités au Moyen-Orient (reléguant les facteurs identitaires de l'ethnie ou de la langue comme déterminants des conflits)

Enfin, s'ils parviennent à mobiliser le soutien de l'opinion publique arabe contre Israël, les faibles capacités militaires relatives de l'Iran et de la Syrie maintiennent le *ratio* du calcul utilitaire de type coûts/avantages inférieur à 1

### **Un individu met à feu l'engin explosif d'où ils haranguent des demandeurs d'emploi journalier de la ville de Koufa (160 km au sud de Bagdad) devant la principale mosquée, tuant 53 personnes et en blessant 130.**

Lieu du sanctuaire Bin Aqil dédié au martyr de l'imam Ali (cousin et gendre du prophète Mahomet), la ville de Koufa est proche de Nadjaf, centre de commandement et de contrôle de la milice chiite de l'Armée du Mahdi; c'est d'ailleurs au sanctuaire Bin Aqil que son commandant Moqtada AL-SADR prononce le prêche du vendredi (*khutba*).

L'Armée du Mahdi est la milice chiite hybride -- à la fois parti et guérilla -- créée en juin 2003 par Moqtada AL-SADR et composée de 5 à 10 000 hommes recrutés parmi les déshérités pour lesquels elle joue un rôle social important.

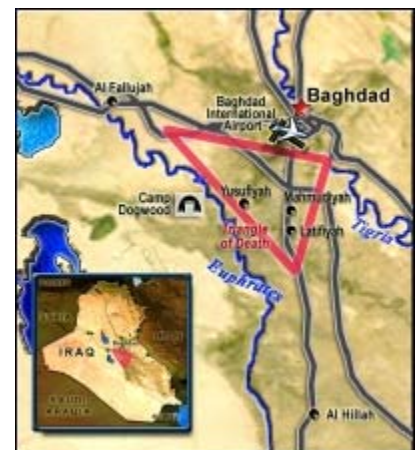
Qualifiant d'ores et déjà la violence entre communautés ethno-confessionnelles de guerre civile, le président de la principale formation politique arabe sunnite (le Parti Islamique Irakien), Ayad SAMARAIE, exhorte les citoyens irakiens à ne pas s'abîmer dans une "grave escalade de la violence" en enclenchant le cycle attentats -- représailles -- contre-représailles.

17 juillet

Après avoir attaqué le cortège assistant à l'enterrement d'un milicien de l'Armée du Mahdi, **une cinquantaine d'individus masqués revêtus de l'uniforme des forces de sécurité irakiennes tuent 48 personnes et en blessent 80 au cours d'une opération semi-conventionnelle de 30 minutes**, ouvrant le feu (lances-roquettes antichar RPG-7, fusils d'assaut *Kalachnikov* AK-47, mitrailleuses RPK et grenades à main) à plusieurs reprises sur un marché d'un quartier majoritairement arabe chiite de Mahmoudiyah (40 km au sud de Bagdad).

L'Organisation al-Qaida en Mésopotamie revendique par écrit la responsabilité de l'attaque ayant vocation à éliminer plusieurs dirigeants locaux de la milice chiite de l'Armée du Mahdi.

Milice chiite hybride à la fois parti et guérilla créée en juin 2003 par Moqtada AL-SADR et composée de 5 à 10 000 hommes recrutés parmi



les deshérités ou *mustazafin* (notamment du quartier pauvre de la capitale renommé *Sadr City* ainsi que des villes de Nadjaf -- où se trouve le centre de commandement et de contrôle de la milice -- et Koût) pour lesquels elle joue un rôle social important, l'Armée du Mahdi est réputée nourrir le cycle attentats--représailles--contre-représailles en menant des représailles massives (de type exécutions sommaires) contre la minorité arabe sunnite consécutivement aux attentats suicides ou enlèvements visant la majorité arabe chiite.

En signe de protestation devant l'incurie des forces chargées du maintien de l'ordre public (irakiennes comme américaine), les parlementaires du Bloc Sadr (30/275 sièges) ne participeront pas aux sessions du Conseil des Représentants pendant une durée indéfinie.

16 juillet

Au cours d'une conférence de presse consacrée à la crise israélo-libano-palestinienne amorcée le 25 juin puis aggravée le 12 juillet, le secrétaire d'Etat Condoleezza **RICE maintient que le moyen de parvenir à l'état final recherché au niveau stratégique (une "solution à deux Etats dans les Territoires palestiniens" ainsi qu'un Liban "indépendant" et "souverain") reste le "cadre politique établi par la communauté internationale"** au travers de deux "véhicules" ([Condoleezza RICE, Press Briefing: Situation in the Middle East, Strelna, Russie, 16 juillet 2006](#)):

1. d'abord la "feuille de route" élaborée par le Quartette (Etats-Unis, Russie, ONU et UE) en 2003 (deux Etats -- israélien et palestinien -- vivant côte-à-côte dans la paix et la sécurité *via* la reconnaissance de l'Etat d'Israël, le démantèlement des milices et l'acceptation des accords israélo-palestiniens antérieurs de la part des Palestiniens, le terme de l'unilatéralisme et la négociation "de bonne foi" de la part des Israéliens)
2. ensuite la résolution 1559 votée par le Conseil de sécurité des Nations Unies en 2004 (indépendance et souveraineté du Liban *via* la réduction de la présence syrienne, le démantèlement des milices puis le déploiement de l'armée sur l'ensemble du territoire libanais)

Si elle se dit préoccupée par les violences en cours -- notamment les pertes humaines civiles tant israéliennes que libanaises et palestiniennes --, Mme RICE n'en considère pas moins que le traitement des "extrémistes" (la branche militaire du *Hamas* et le *Hezbollah*) doit tendre à une réduction militaire complète afin que le terme de la violence soit la fondation d'une paix "durable", confirmant ainsi le soutien déjà octroyé par le Congrès à Israël pour une opération totale visant l'anéantissement des acteurs non étatiques palestinien et libanais. Mme RICE ajoute nommément que les gouvernements iranien et syrien soutiennent les organisations terroristes du *Hamas* et du *Hezbollah*.

Nonobstant la mobilisation des forces américaines sur le théâtre d'opération irakien et la marge de manoeuvre limitée de l'administration BUSH dans la région (défaut de relations diplomatiques avec l'Iran et la Syrie mais soutien traditionnel à Israël), Mme RICE n'exclut pas sur la chaîne de télévision Fox ("Fox News Sunday") d'entamer une "diplomatie de la navette" sur le modèle de celle menée par l'ancien secrétaire d'Etat en même temps que Conseiller pour la sécurité nationale dans l'administration du président Jimmy CARTER, Henry A. KISSINGER.

L'actualité politique pesant sur l'agenda économique formel du sommet du G-8 organisé par la Russie à Saint-Pétersbourg les 15-7 juillet 2006, les huit pays les plus industrialisés se disent aussi "profondément préoccupés" par les pertes -- humaines et matérielles -- que cause la crise puis recommandent également -- au-delà de la seule réduction tactique des "forces extrémistes" (*Hamas + Hezbollah*) -- de solutionner la crise israélo-libano-palestinien dans le cadre juridique établi par la communauté internationale -- feuille de route + résolution 1559 ([Statement by Group of Eight Leaders, 16 juillet 2006](#)). Ainsi, si ces extrémistes doivent "immédiatement cesser" leurs attaques, Israël doit en contrepartie "exercer la plus haute retenue" et se préoccuper des conséquences humanitaires de ses actions militaires.

Considérant l'action "sans limites ou lignes rouges" de son ennemi (israélien), le dirigeant du Hezbollah, cheikh Hassan NASRALLAH, estime n'avoir d'autre choix que de frapper des cibles civiles israéliennes et avertit Israël de "nouvelles surprises" (après l'attaque réussie d'un navire militaire israélien au large de Beyrouth).

15 juillet

**Les 15 membres du Conseil de sécurité des Nations Unies votent à l'unanimité la résolution 1695**, laquelle -- votée sur le fondement juridique du chapitre VI de la Charte des Nations (qui ne prévoit pas l'imposition de sanctions multilatérales, a fortiori le recours à la force armée) conformément à la volonté chinoise ([SECURITY COUNCIL, United Nations Security Council Condemns Democratic People's Republic of Korea's Missile Launches, 15 juillet 2006](#)):

1. *condamne* la série de tests sans avertissement de sept missiles couvrant le spectre des portées réalisée par le gouvernement nord-coréen le 4 juillet 2006
2. *demande* aux États membres de l'ONU d'empêcher les flux financiers et les transferts de technologies ainsi que de matériels liés aux programmes de missiles et d'armes de destruction massive nord-coréens
3. *demande* au gouvernement nord-coréen de suspendre son programme de missiles balistiques
4. *demande* au gouvernement nord-coréen de s'imposer à nouveau un moratoire sur les tests de missiles à longue portée
5. *demande* au gouvernement nord-coréen de réintégrer sans pré-condition les *Six-Party Talks* (SPT) sur son programme nucléaire

Alors que les SPT sur son programme nucléaire se trouvaient dans une impasse, la Corée du nord a déclaré en mars 2005 ne plus être liée par le moratoire sur les tests de missiles à longue portée qu'elle s'était imposé le 13 septembre 1999 consécutivement à la crise du 31 août 1998 (un missile Taepodong-1 avait survolé le Japon), puis qu'elle avait confirmé en 2001 et 2002, et a procédé aux tests de plusieurs missiles à courte portée. La série de lancements du 4 juillet 2006 a confirmé la capacité de nuisance potentielle du régime nord-coréen, lequel disposerait des vecteurs de la capacité nucléaire militaire dont il se prévaut sur le papier depuis le 10 février 2005 (aucun test n'a confirmé cette capacité autoproclamée). Le régime nord-coréen a suspendu en novembre 2005 sa participation aux SPT (lesquels regroupaient États-Unis, Corée du nord, Corée du sud, Chine, Japon et Russie en vue du démantèlement "complet", "vérifiable" et "irréversible" des programmes et installations nucléaires nord-coréens) consécutivement à l'imposition de sanctions économiques prises par les États-Unis en septembre 2005 -- contre une banque (Banco Delta Asia à Macau) et huit entreprises nord-coréennes officiellement accusées de contrefaçon, blanchiment d'argent et trafic de drogue -- et perçues comme visant à l'isoler. Depuis, en dépit de la déclaration conjointe du 19 septembre 2005, la Corée du nord conditionne la reprise des pourparlers au retrait des sanctions tandis que les États-Unis maintiennent un découplage entre les SPT et les sanctions économiques, exhortant la puissance nucléaire *de facto* à renouer sans pré-conditions le fil de la négociation.

L'ambassadeur des États-Unis auprès de l'ONU, John R. BOLTON, insiste sur la gravité de la situation en soulignant que la résolution 1695 -- formalisation d'une action du CSNU "univoque" et "unanime" -- est la première à l'encontre du régime nord-coréen depuis 1993; il ajoute que les États-Unis espèrent du régime incriminé la "décision stratégique" d'abandonner son programme nucléaire militaire et celui des tests de missiles balistiques.

L'ambassadeur nord-coréen auprès de l'ONU, PAK Gil Yon, condamne l'instrumentalisation politique de l'enceinte du CSNU, rejette "totalement" les sanctions imposées à l'encontre de la République populaire démocratique de Corée et prévient de la poursuite des tests de missiles.

Le président George W. **BUSH participe au sommet annuel des huit pays les plus industrialisés (G-8) que la Russie organise à Saint-Petersbourg les 15-7 juillet 2006** avec le double objectif de discuter plusieurs problématiques régionales et faire progresser le point de vue des États-Unis sur leurs dossiers prioritaires ([WHITE HOUSE, Background Briefing by Senior Administration Officials on the President's Trip to the G-8 Summit in Saint Petersburg, Russia, 6 juillet 2006](#)). Les États membres du G-7/8 ont décidé en 2002 (sommet d'Alberta, Canada) de confier l'organisation du sommet de 2006 à la Russie, participant actif du G-7/8 depuis 1997 quoique dépourvu de siège permanent. Le président chinois HU Jintao participe au sommet en tant qu'observateur.

Au cours des rencontres multilatérales, M. BUSH souhaitent aborder huit principales thématiques:

1. la sécurité énergétique
2. les maladies infectieuses
3. l'éducation
4. le contre-terrorisme

5. la non prolifération
6. la lutte contre la corruption
7. le commerce
8. et les problématiques de sécurité régionale, c'est-à-dire les crises irakienne, iranienne, nord-coréenne et de la province soudanaise du Darfour

L'agenda élaboré par la Russie en tant que pays-hôte comporte deux thématiques supplémentaires:

1. l'Afrique
2. et les droits de propriété intellectuelle

L'actualité politique pèse cependant sur l'agenda formel, transformant un sommet voué à l'économie en séminaire de gestion plus ou moins consensuelle des crises -- irakienne, iranienne, israélo-palestino-libanaise, nord-coréenne et soudanaise (province soudanaise du Darfour).

En marge des rencontres multilatérales du sommet des huit pays les plus industrialisés (G-8) que la Russie organise à Saint-Pétersbourg les 15-17 juillet 2006 et en dépit d'initiatives de coopération, **les rencontres bilatérales entre le président George W. BUSH et son homologue russe Vladimir POUTINE révèlent moins la convergence stratégique que les divergences tactiques des relations bilatérales américano-russes** ([George W. BUSH, President Bush and Russian President Putin Participate in Press Availability, Strelna, Russie, 15 juillet 2006](#)).

Premièrement les coopérations. Outre une initiative globale de lutte contre le terrorisme nucléaire ([The Global Initiative to Combat Nuclear Terrorism, 15 juillet 2006](#): amélioration des contrôles du matériel et des infrastructures nucléaires ainsi que répression des trafiquants nucléaires), le président George W. BUSH et son homologue russe Vladimir POUTINE poursuivent deux initiatives bilatérales en marge du sommet:

1. d'abord la finalisation d'un accord de commerce bilatéral qui lèverait les hypothèques américaines (lesquelles résultent de la crainte du dirigisme économique persistant, de la piraterie et de l'insécurité alimentaire) à l'adhésion de la Russie à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC - les Etats-Unis sont l'ultime obstacle à l'adhésion de la Russie à l'OMC, laquelle nécessite l'approbation des 149 Etats membres)
2. ensuite l'ouverture de négociations formelles en vue d'un accord de coopération nucléaire civile D'abord un accord commercial bilatéral qui lèverait les hypothèques américaines à l'adhésion de la Russie (première économie des économies hors OMC) à l'OMC. Si les Etats-Unis renoncent à l'ouverture du secteur bancaire russe aux investissements étrangers tandis que la Russie accepte d'ouvrir son secteur de l'assurance (ouverture toutefois échelonnée sur sept ans) en vue de la finalisation de l'accord, sa conclusion n'en est pas moins ajournée par les premiers faute d'entente avec la seconde sur l'ouverture de son secteur des services financiers, le terme de ses subventions agricoles russes (9,2 milliards de dollars américains par an) et la répression effective de la contrefaçon (conformément aux normes de protection des droits de propriété intellectuelle).

La conclusion à venir de l'accord ouvrira des perspectives d'investissements aux entreprises américaines des secteurs de l'énergie et de l'aéronautique:

1. dans le secteur de l'énergie, cinq entreprises américaines (parmi lesquelles Chevron Corp. et Conoco Phillips) participeront au monopole gazier de Gazprom (notamment pour exploiter les champs gazifères de la Mer de Barentz ou encore acheminer du gaz naturel liquide aux Etats-Unis par tankers -- pour un montant de 20 milliards de dollars)
2. dans le secteur de l'aéronautique, Boeing Co. prévoit de vendre 22 avions B-787 à la compagnie russe Aeroflot pour un montant de trois milliards de dollars américains

Ensuite l'ouverture des négociations formelles d'un accord de coopération nucléaire civile qui met un terme aux restrictions bilatérales datant de la guerre froide. Revirement par rapport à la posture des administrations américaines depuis la fin de la guerre froide (conditionnement de la coopération nucléaire civile avec la Russie à l'interruption de son "assistance aux programmes de l'Iran en matière de missiles, de nucléaire et d'armes conventionnelles avancées" selon une lettre de M. BUSH à M. POUTINE en date de 2002), cette coopération comporte deux volets:

1. l'augmentation des importations d'uranium enrichi russe aux fins de combustible nucléaire pour les réacteurs américains

2. l'externalisation (contre rémunération) sur le territoire russe du stockage et du retraitement du combustible nucléaire utilisé par les réacteurs américains

La volonté de coopérer en matière nucléaire civile est le produit de la rencontre des intérêts nationaux américains et russes:

- pour les Etats-Unis:
  1. la sécurité des infrastructures nucléaires russes préoccupe moins que dans l'immédiat après-guerre froide
  2. l'approbation par le président BUSH en 2005 de la proposition russe visant à externaliser sur son territoire la phase enrichissement d'uranium du cycle nucléaire civil iranien a déjà remis en cause les restrictions à la coopération nucléaire civile datant de la guerre froide
  3. le Partenariat Global en matière d'Energie Atomique présentée par M. BUSH en janvier 2006 prévoit de réduire la dépendance énergétique aux hydrocarbures des régions instables (en diversifiant les sources d'énergie par des alternatives propres: nucléaire et hydrogène) et de fournir de l'énergie nucléaire aux pays en développement
  4. la coopération offre un levier d'action supplémentaire pour influencer la politique iranienne russe
- pour la Russie:
  1. la commercialisation des capacités et savoir-faire russes en matière de technologie nucléaire implique l'approbation américaine
  2. le marché de l'importation, du stockage et du retraitement des déchets radioactifs étrangers est estimé à 20 milliards de dollars américains
  3. M. POUTINE a fixé l'objectif que la production électrique russe soit produite à 25% (16% actuellement) par les 31 réacteurs que comptent les 10 centrales du pays

Si la *Douma* a autorisé en 2001 (contre l'opposition de 90% de l'opinion publique) l'importation, le stockage et le retraitement des déchets radioactifs étrangers, ce projet de coopération -- pourtant dispensé d'approbation par le Congrès (la coopération est d'emblée conforme à l'*Atomic Energy Act* car la Russie est une puissance nucléaire officielle) -- pourrait agréger une opposition *ad hoc* (habituellement morcelée car dispersée sur le spectre politico-idéologique) entre la droite conservatrice antirusse, la gauche écologiste antinucléaire et le centre préoccupé par le non-respect des droits de l'homme. Les sénateurs de la Commission de l'Energie ont déjà averti M. BUSH le 12 juillet 2006 qu'ils s'opposeraient à un accord commercial prévoyant d'augmenter les importations d'uranium enrichi russe, les Etats-Unis dépendant déjà de la Russie pour la moitié de l'uranium enrichi que consomment leurs réacteurs nucléaires.

Deuxièmement les irritants ou compétitions. Au cours des rencontres bilatérales en marge du sommet avec son homologue russe Vladimir POUTINE, M. BUSH souhaite une discussion "franche et honnête" afin d'aborder l'ensemble des dossiers bilatéraux, y compris les préoccupations des Etats-Unis à l'égard de la crispation autoritaire de l'exécutif (une rencontre de soutien aux membres de la société civile russe a été organisée le 14 juillet pour dénoncer l'érosion des contre-pouvoirs, le reflux de la démocratie ou la démocratie dirigée -- l'affaire Youkos qui frappe Mikhail KHODORKOVSKY illustre la politisation de l'Etat de droit) et de la tentation de la Russie de renouer avec une politique de zones d'influence dans l'espace post-soviétique.

Forte de ses ressources énergétiques (15% des exportations mondiales de pétrole et 25% des exportations mondiales de gaz), de l'appréciation de ses relations bilatérales avec les principaux pays producteurs énergétiques, de l'absence de front européen (a fortiori occidental) uni à son encontre (l'Allemagne et la France maintiennent des relations commerciales bilatérales intenses avec la Russie), enhardi par un renouveau du souverainisme, la Russie mène une politique étrangère qui s'oppose effectivement de plus en plus fermement (conflictualisation des dissonances) non seulement à l'influence américaine en Asie centrale mais encore aux efforts américains pour un changement de régime en Iran, en Syrie, au Venezuela et dans les Territoires palestiniens.

D'abord l'opposition à l'influence américaine en Asie centrale qui s'inscrit dans le cadre large d'un "grand jeu" dans la région auquel s'ajoutent le financement des séparatismes moldave (Transnistrie), géorgien (Ossétie du sud et Abkhazie) et azerbaïdjanais (Haut Karabakh) ainsi que l'opposition russe à l'élargissement de l'OTAN à l'Ukraine et à la Géorgie (projet qualifié de "changement géopolitique colossal" s'il devait être approuvé lors du sommet de l'OTAN à Riga en novembre 2006): la politique étrangère russe a pour priorité de restaurer l'influence de Moscou en Asie centrale en contre-confinant la



présence américaine *via* l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (créée en mai 2002, l'OTSC regroupe l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, la Russie et le Tadjikistan) et d'éventuelles forces de maintien de la paix. Pour cela, la présence militaire russe a été renforcée en Asie centrale tandis que l'OTSC joue un rôle croissant dans les problématiques de sécurité centro-asiatiques:

- renforcement récent de la présence militaire russe en Asie centrale:
  1. octobre 2003: la Russie établit sa première base militaire (20 avions militaires et 500 militaires) dans l'espace post-soviétique à Kant au Kirghizstan (à 30 km de la base aérienne de Manas utilisée par les Etats-Unis)
  2. novembre 2003: la Russie renforce sa coopération de sécurité avec l'Ouzbékistan
  3. juin 2004: la Russie signe un Traité de Coopération Stratégique avec l'Ouzbékistan (chacun accorde le droit d'utiliser ses installations militaires sur son territoire, emploi conjoint des défenses aériennes, création d'un Institut conjoint de l'anti-terrorisme, assistance militaire -- vente d'armes et entraînement militaire); la Russie s'assure par ailleurs un accès continu à plusieurs installations militaires tadjiks
  4. été 2005: la Russie soutient avec la Chine les notifications par le gouvernement (29 juillet), le président (31 juillet) puis le parlement ouzbek (25 août) demandant aux Etats-Unis de retirer leurs forces de la base aérienne de Karshi-Kanabad (au plus tard en février 2006) en représailles à la demande américaine qu'une enquête internationale soit ouverte consécutivement à la répression des manifestations d'Andijan le 13 mai 2005, manifestations que le président Islam KARIMOV impute à la subversion américaine
  5. septembre 2005: la Russie et l'Ouzbékistan conduisent leur premier exercice militaire bilatéral depuis 1991
  6. octobre 2005: la Russie s'accorde avec le Tadjikistan pour établir une nouvelle base aérienne à Ayni près de la capitale (Douchanbe)
  7. novembre 2005: la Russie et l'Ouzbékistan signent un Traité sur les Relations Alliées
- consolidation récente du rôle de l'OTSC dans les problématiques de sécurité centro-asiatiques:
  1. depuis octobre 2002, l'OTSC s'efforce de nouer des liens formels avec l'OTAN
  2. décembre 2004: l'OTSC obtient le statut d'observateur à l'Assemblée Générale des Nations Unies
  3. juin 2005: les six Etats membres signent un accord promouvant l'entraînement militaire conjoint
  4. décembre 2005: les six Etats membres s'entendent pour coordonner leurs programmes de défense en matière de sécurité nucléaire, biologique et chimique contre des attaques terroristes

Ensuite l'opposition aux efforts américains pour un changement de régime en Iran, en Syrie, au Venezuela et dans les Territoires palestiniens:

1. en Iran, la Russie contribue au développement du programme nucléaire civil tout en participant à la protection des sites nucléaires (fourniture d'un système de défense anti-aérien Tor-M1 et de missiles S-300)
2. en Syrie, la Russie annule la dette (13 milliards de dollars américains), s'oppose au vote d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies imposant des sanctions supplémentaires au régime baasiste syrien et fournit divers équipements militaires (le système Strelets affine le système de défense anti-aérien syrien existant)
3. au Venezuela, la Russie fournit divers équipements militaires (15 hélicoptères de transport militaire, 100 000 fusils mitrailleurs *Kalachnikov* AK-47, avions de combat) et nourrit le projet de construire deux entreprises franchisées de fabrication de *Kalachnikov*
4. dans les Territoires palestiniens, la Russie continue d'aider financièrement le gouvernement de l'Autorité Palestinienne dominé par le Hamas tandis qu'elle invite les dirigeants de ce dernier à Moscou en février 2006

La dégradation des relations bilatérales américano-russes est encore réfléchie -- en même temps qu'alimentée -- par plusieurs gesticulations récentes:

1. le vote par la *Douma* d'un régime d'autorisation préalable pour les ONG russes et étrangères, Moscou redoutant que des ONG libérales russes financées par l'Occident ne déclenchent une révolution colorée (sur le modèle des révolutions "des roses", "orange" et "des tulipes" qui

renversèrent respectivement les régimes géorgien en novembre 2003, ukrainien en décembre 2004) et kirghize en mars 2005)

2. la qualification de la critique occidentale du régime politique russe de mentalité néocoloniale belliqueuse encore sclérosée par les schémas conceptuels hérités de l'ordre bipolaire et pratique le double-standard -- la subordination des valeurs aux intérêts géopolitiques (carrefour géopolitique de l'Azerbaïdjan) et/ou énergétiques (ressource énergétique du Kazakhstan)
3. le discours fulminant du vice-président Richard D. CHENEY à Vilnius (Lituanie) le 4 mai 2006
4. l'interdiction d'émettre décidée par M. POUTINE à l'encontre des radios américaines *Voice of America* et *Radio Liberty*
5. le refus de M. POUTINE (sommet UE-Russie de Sochi en mai 2006) de signer la Charte Européenne de l'Energie qui prévoit l'égalité de traitement entre producteurs énergétiques russes et européens
6. la diplomatie de l'énergie (instrumentalisation de la politique énergétique à des fins de politique étrangère qui consiste en un conditionnement politique des engagements commerciaux) par laquelle la superpuissance énergétique s'efforce d'influencer les politiques étrangères de ses clients *via* le chantage énergétique (la crise du gaz russo-ukrainienne l'a illustré les 1er-2 janvier 2006)
7. et un projet de loi limitant les investissements étrangers dans les secteurs stratégiques de l'énergie, de l'aéronautique et de l'automobile

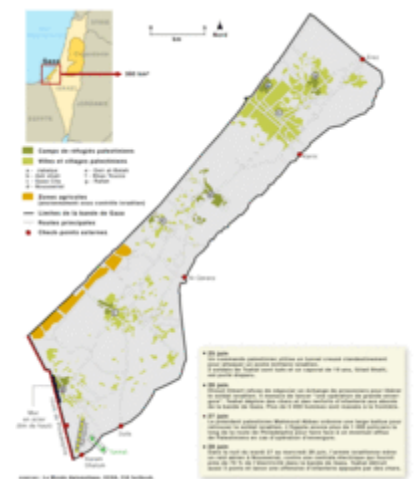
14 juillet

En contrepartie d'une compensation et d'une assistance d'un montant de 150 millions de dollars, **le gouvernement kirghize renouvelle le bail de l'armée américaine pour l'utilisation de la base aérienne de Manas**, pas de tir des soutiens aériens en Afghanistan dans le cadre de l'Opération *Enduring Freedom*. Parce qu'il est dans la région Asie centrale l'unique locataire d'une base aérienne aux Etats-Unis -- lesquels sont par conséquent captifs --, le gouvernement kirghize réussit à augmenter le coût indirect de l'utilisation de la base après avoir menacé de multiplier son loyer par dix (200 millions de dollars américains). Cet accord intervient quatre jours après le troisième déplacement du secrétaire à la Défense au Tadjikistan depuis 2001 (auparavant novembre 2001 puis juillet 2005), lequel était motivé par le désir de Washington de sécuriser les baux de trois bases militaires tadjiks (Kurgan-Tyube, Khujand et Kulyab) destinées à compenser la perte de la base aérienne de Karshi-Khanabad (K2) en Ouzbékistan alors que celle de Manas au Kirghizstan apparaissait encore incertaine et que le régime tadjik pouvait être tenté de laisser jouer les rivalités entre la Chine, la Russie (plusieurs milliers de militaires russes de la 201ème Division d'infanterie motorisée restent stationnés au Tadjikistan depuis la guerre civile de 1992-7) et les Etats-Unis dans la sous-région jusqu'à satisfaire le plus offrant.



13 juillet

Le président George W. BUSH considère que l'Etat d'Israël exerce son droit de légitime défense en conduisant l'opération "pluies d'été" dans la Bande de Gaza et en intervenant militairement sur le territoire du Liban, deux représailles dites calibrées consécutives à plusieurs enlèvements de militaires des Forces Israéliennes de Défenses - IDF pour Israeli Defense Forces ([George W. BUSH, President Bush and German Chancellor Merkel Participate in Press Availability, Stralsund, Allemagne, 13 juillet 2006](#)). S'il confirme ainsi les propos tenus la veille par son porte-parole Tony SNOW, le secrétaire d'Etat Condoleezza RICE et le porte-parole du Conseil pour la Sécurité Nationale, Frederick JONES, M. BUSH insiste toutefois pour que les ripostes israéliennes ne délégitiment pas le gouvernement libanais et n'enrayent pas le processus de



démocratisation en cours. Il ajoute que les liens noués par la Syrie avec le *Hezbollah* engagent la responsabilité de la première pour les actions du second.

L'opération "pluies d'été" a été déclenchée le 27 juin 2006 après l'enlèvement le 25 juin du caporal des IDF Gilad SHALIT par des éléments des Comités de la Résistance Populaire, de la branche militaire du *Hamas* et de l'Armée Islamique.

L'état final recherché est double:

1. d'abord libérer le caporal SHALIT
2. ensuite réduire les tirs de roquettes *Qassam* contre le sud d'Israël

Première depuis le retrait unilatéral de 2000, l'intervention militaire israélienne sur le territoire du Liban (opération "juste récompense") a été décidée le 11 juillet 2006 après que le *Hezbollah* (parti de dieu) a tué le même jour huit soldats des IDF puis enlevé deux d'entre eux. L'état final recherché est également double:

1. anéantir les capacités militaires du Hezbollah
2. permettre au gouvernement libanais d'exercer souverainement son autorité sur l'ensemble de son territoire (notamment l'armée dans le sud-Liban)

L'aéroport international de Beyrouth est ciblé à plusieurs reprises par l'aviation israélienne pour la première fois depuis les invasions de 1978 (opération "Litani") et de 1982 (opération "paix pour la Galilée"). Il s'agit principalement pour Israël de restaurer sa capacité de dissuasion à l'encontre des acteurs armés non étatiques régionaux en perturbant les voies d'approvisionnement du *Hezbollah* (niveau logistique) puis en l'anéantissant militairement (niveau tactique) avant de le délégitimer politiquement (niveau stratégique).

Le 12 juillet 2006, trois membres de l'administration BUSH ont préfiguré le propos présidentiel du lendemain:

1. le porte-parole de la Maison-Blanche, Tony SNOW, a d'abord estimé que les opérations militaires des IDF menées sur le territoire de l'Autorité Palestinienne -- AP (Bande de Gaza) et sur celui du Liban sont légitimes car "Israël a le droit de se défendre"
2. le secrétaire d'Etat Condoleezza RICE a ensuite déclaré que les enlèvements de deux soldats des IDF perpétrés par le *Hezbollah* minent la stabilité régionale puis a exhorté les différents acteurs de la crise à la retenue en général, la Syrie à "user de son influence [sur la direction du *Hamas* en exil] pour favoriser une issue positive" en particulier
3. le porte-parole du Conseil pour la Sécurité Nationale, Frederick JONES, a enfin imputé la responsabilité des enlèvements des deux soldats des IDF le 11 juillet à l'Iran et à la Syrie en tant qu'ils soutiennent le *Hezbollah*

Le Hezbollah et dans une moindre mesure le Hamas sont des instruments de la politique étrangère de l'Iran, lequel utilise leur capacité de nuisance pour promouvoir un agenda d'hégémonie régionale, l'Iran influençant d'ores et déjà largement les régimes irakien, libanais, syrien et de l'AP.

Le *Hezbollah* était originellement une milice arabe chiite radicale créée en 1982 pour résister à l'occupation israélienne du sud-Liban; elle est désormais une milice hybride à la fois parti (l'organisation détient 23/128 sièges au parlement libanais tandis que deux de ses membres appartiennent au gouvernement depuis 2005) et guérilla que le régime iranien finance pendant que le Corps [iranien] des Gardes Révolutionnaires entraîne sa branche militaire (notamment les cellules de combat spécialisées dans le tir de missiles); la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU) exige le démantèlement de sa branche militaire principalement localisée dans la vallée de la Bekaa. La crise en cours pourrait relégitimer un parti de dieu à nouveau perçu comme l'organisation de la résistance armée. Le *Hamas* est la branche palestinienne de la Confrérie des Frères Musulmans; le régime iranien parraine le président de son bureau politique, Khaled MESHAL, en exil en Syrie et réputé responsable de la branche militaire du *Hamas*.

S'il a admis le 12 juillet que l'enlèvement réussi des deux militaires israéliens était opportun pour venir en aide à "[ses] frères en Palestine", le dirigeant du Hezbollah, cheikh Hassan NASRALLAH, n'en a pas moins souligné que l'opération était planifiée depuis plusieurs mois. S'il a admis le 12 juillet que l'enlèvement réussi des deux militaires israéliens était opportun pour venir en aide à "[ses] frères en



Palestine", le dirigeant du *Hezbollah*, cheikh Hassan NASRALLAH, n'en a pas moins souligné que l'opération était planifiée depuis plusieurs mois. L'état final recherché est triple:

1. d'abord remobiliser le soutien de la population libanaise après le retrait des IDF du sud-Liban, partant la perte de la raison d'être de la branche militaire du *Hezbollah*
2. ensuite mobiliser le soutien de la population arabo-musulmane de la région à la cause milicienne
3. enfin perpétuer la question palestinienne, principal vecteur du nationalisme arabe

L'objectif commun aux parrains iranien et syrien consiste à alimenter un phénomène de ralliement derrière le drapeau et à détourner les pressions que la communauté internationale exerce en rapport respectivement au programme nucléaire iranien et à l'enquête sur l'assassinat de l'ancien premier ministre libanais Rafic HARIRI.

Alors que le *Hamas* et le *Hezbollah* conditionnent de manière coordonnée la libération des soldats israéliens que chacun détient à la libération -- respectivement -- des prisonniers palestiniens et libanais que les autorités israéliennes détiennent administrativement, le premier ministre Ehud OLMERT refuse de négocier, exigeant plutôt des libérations inconditionnelles; il craint notamment qu'une négociation n'augmente l'utilité stratégique du mode d'action de l'enlèvement aux fins de marchandage. Le 12 juillet, M. OLMERT a qualifié l'attaque du *Hezbollah* d'"acte de guerre" (et non "acte de terreur") par "un Etat souverain qui attaque Israël sans raison", tenant par conséquent responsable le gouvernement libanais et promettant de riposter à l'ouverture de ce second front de manière "retenue mais très, très, très douloureuse" pour l'Etat libanais.

M. OLMERT conditionne triplement l'acceptation d'un cessez-le-feu au Liban sous les auspices des Nations Unies:

1. libération des deux militaires israéliens
2. cessation des tirs de roquettes sur le territoire d'Israël
3. et mise en oeuvre de la résolution 1559 du CSNU (démantèlement de la branche militaire du *Hezbollah*)

Le gouvernement libanais nie toute implication dans l'opération du *Hezbollah* puis appelle le CSNU à imposer un cessez-le-feu à la frontière libano-israélienne pour mettre un au terme à une "agression ouverte".

L'Union européenne en général, certains gouvernements en particulier (la Suisse le 4 juillet mais aussi la France et la Russie le 13 juillet) critiquent la non conformité des opérations militaires israéliennes aux Conventions de Genève ou l'emploi disproportionné de la force par Israël contre le Liban (pertes civiles matérielles et humaines, imposition d'un double blocus aérien et maritime).

Dans le même temps, l'Egypte et la Jordanie (deux seuls pays arabes ayant signé un traité de paix avec l'Etat d'Israël) contribuent en tant que médiateurs à la résolution pacifique de la crise. Majoritairement arabe sunnite, l'Arabie saoudite impute la responsabilité de la crise à la milice chiite du *Hezbollah* et à son parrain iranien.

La crise pourrait impacter de manière négative trois processus:

1. d'abord le plan du parti *Kadima* de M. OLMERT dit de la "convergence" (désengagement unilatéral partiel de la Cisjordanie), déjà critiqué en interne en ce que la méthode unilatérale exclut par hypothèse toute garantie de sécurité de la part de l'AP
2. ensuite les efforts internationaux visant au démantèlement du *Hezbollah* (résolution 1559)
3. enfin le processus diplomatique sur le programme nucléaire iranien

12 juillet

Lors d'un discours devant le Conseil des Représentant, le premier ministre irakien Nouri Kamal **AL-MALIKI qualifie le Plan de Réconciliation Nationale formellement présenté le 25 juin 2006 de "dernière chance" pour la stabilisation puis la paix** et avertit les médias arabes exacerbant les tensions entre communautés ethno-confessionnelles qu'ils encourront une interdiction de diffusion (notamment la chaîne satellitaire panarabe *Al Jazeera* -- que les provinces du Kurdistan irakien continuent de diffuser nonobstant son interdiction par le gouvernement central -- qui "incite jour et nuit au communautarisme"). Les principales chaînes de télévision communautaires sont *Al-Forat* (détenue par le Conseil Suprême pour la Révolution Islamique en Irak), *Biladi* (Parti Islamique Dawa), *Baghdad Television* (Front Irakien

de la Concorde), *Al-Hurriya* (Union Patriotique du Kurdistan), *Turkmaniya* (chaîne turkmène) et *Ashour* (chaîne chrétienne).

Dans un entretien à la chaîne de télévision Al Iraqiya, le leader religieux chiite commandant l'Armée du Mahdi, Moqtada AL-SADR, condamne les violences intercommunautaires et interdit à sa milice chiite de s'en prendre aux Irakiens.

**Le porte-parole du ministre kirghize des Affaires étrangères confirme que deux diplomates américains ont été expulsés pour avoir entretenu des contacts "inappropriés" avec certaines organisations non gouvernementales au Kirghizstan.**

Au lendemain de la troisième rencontre infructueuse entre le Haut représentant de l'Union européenne pour la politique étrangère et de sécurité commun (Javier SOLANA) et le négociateur en chef iranien sur le programme nucléaire litigieux de la République Islamique d'Iran (Ali LARIJANI), **le groupe "P-5+1" (cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies -- CSNU -- plus l'Allemagne en tant que membre de l'UE-3) exprime sa "profonde déception" faute d'indice de la volonté du gouvernement iranien de négocier (l'Iran refuse de suspendre préalablement ses activités d'enrichissement d'uranium et de traitement des déchets nucléaires) et annonce n'avoir "d'autre choix" que de renvoyer le dossier litigieux devant le CSNU** ([Philippe DOUSTE-BLAZY, P-5+1 Statement: Negotiations With Iran, Paris, France, 12 juillet 2006](#)).

Parce que le gouvernement iranien a échoué à amorcer les négociations -- envoyant au mieux des signaux équivoques et prétendant ne répondre que le 22 août à l'offre du 6 juin 2006 --, le groupe P-5+1 (y compris les puissances chinoise et russe initialement réticentes) projette désormais de voter une résolution du CSNU (option contraignante) exigeant du réfractaire la suspension de ses activités d'enrichissement d'uranium et de traitement des déchets nucléaires; cette résolution débouchera sur une alternative:

1. l'amorce de négociations puis le retrait du dossier du CSNU en cas de mise en conformité de la part de l'Iran
2. ou bien l'imposition de mesures sur le fondement de l'article 41 du chapitre VII de la Charte des Nations Unies (lequel autorise l'emploi de la force afin d'exécuter la résolution)

Au cours de sa rencontre du 11 juillet avec M. SOLANA, M. LARIJANI était réputé articuler la réponse du gouvernement iranien au paquet de mesures incitatives et dissuasives élaboré par l'UE-3 (Allemagne, France et Grande-Bretagne au nom de l'Union européenne), approuvé par les Etats-Unis, la Chine et la Russie le 1er juin (formule "P-5+1": cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies plus l'Allemagne en tant que membre de l'UE-3) puis formellement présenté au gouvernement iranien le 6 juin par M. SOLANA.

A condition que l'Iran suspende de manière "immédiate", "complète" et "vérifiable" (Condoleezza RICE, discours du 31 mai 2006) ses activités d'enrichissement d'uranium et de traitement des déchets nucléaires, les principales mesures incitatives que contient l'offre du "P-5+1" sont (importance décroissante):

1. la participation des Etats-Unis à des discussions multilatérales avec l'Iran sur son programme nucléaire
2. des assurances en matière de technologie nucléaire civile (pacifique), notamment une coopération nucléaire civile avec les Etats-Unis, la fourniture d'un réacteur nucléaire à eau légère par l'UE et la garantie de l'approvisionnement en combustible nucléaire par un consortium international
3. une densification des relations commerciales et financières
4. le soutien de la candidature iranienne à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)
5. et la levée des embargos partiels américains frappant certains biens à destination de l'Iran, notamment en matière aéronautique ou de systèmes d'alerte précoce des tremblements de terre

Déoulant du référé immédiat devant le CSNU qui suivrait un refus iranien, les principales mesures dissuasives que contient l'offre du "P-5+1" sont:

1. un double embargo, sur l'exportation de certains biens et l'importation d'autres biens (matériels / technologies utiles pour l'exécution d'un programme nucléaire, armes)
2. le gel des avoirs des organisations et individus impliqués dans le programme nucléaire
3. la suspension de la coopération technique qu'assure l'Agence Internationale de l'Energie Atomique
4. le gel des contacts bilatéraux
5. l'interdiction de visas et de voyages pour les décideurs iraniens

6. et l'ajournement de la promesse faire à l'Iran d'une intégration prochaine au sein de l'OMC Si la déclaration du P-5+1 du 12 juillet est le produit d'un consensus ad hoc entre ses membres, cette convergence stratégique pourrait s'effacer devant les divergences tactiques (liées d'abord aux délais impartis au gouvernement iranien pour répondre, ensuite aux modalités des éventuelles sanctions) entre d'un côté les Etats-Unis, l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne et, de l'autre, la Chine et la Russie (laquelle a pu au reste n'être motivée que par l'imminence du sommet du G-8 qu'elle organise les 15-7 juillet 2006 à Saint-Pétersbourg) -- deux membres permanents dotés du droit de veto. Si les divergences tactiques l'emportaient sur la convergence stratégique, elles infirmeraient alors le diagnostic d'une erreur de calcul de la part du président iranien Mahmoud AHMADINEJAD relativement au soutien sino-russe. Le sous-secrétaire d'Etat pour les Affaires politiques, R. Nicholas BURNS, se dit satisfait de la décision "significative" du groupe P-5+1 -- laquelle reflète selon lui la "déception" et la "frustration" devant l'absence de réponse "sérieuse" de la part de l'Iran -- et qualifie l'alternative devant laquelle se trouve désormais le gouvernement iranien de choix entre la "négociation" avec le groupe P-5+1 et l'"action" de la part du CSNU ([R. Nicholas BURNS, Remarks After the P-5+1 Ministers Meeting on Iran, Paris, France, 12 juillet 2006](#)).

L'ambassadeur américain auprès des Nations Unies, John R. BOLTON, déclare que le fil des discussions informelles sur le projet de résolution est d'ores et déjà noué.

De son côté, le président iranien Mahmoud AHMADINEJAD réaffirme que les "droits inaliénables" de l'Iran à un programme nucléaire civil ne sont pas négociables et qu'aux prises avec des "circonstances injustes", le peuple iranien ne capitulera pas.

Quelques jours avant l'ouverture du sommet des huit pays les plus industrialisés qui se tient à Saint-Pétersbourg (G-8, 15-7 juillet 2006), après deux déplacements au Tadjikistan puis en Afghanistan qui n'étaient pas inscrits à son agenda public et alors que vacillent les soutiens de l'opinion publique américaine à l'intervention militaire et de l'opinion publique irakienne au nouveau gouvernement permanent d'Irak, le secrétaire à la Défense Donald H. RUMSFELD **effectue une visite surprise d'un jour en Irak où il s'entretient du processus de stabilisation et de reconstruction avec le premier ministre Nouri Kamal AL-MALIKI, l'ambassadeur américain en Irak, Zalmay KHALILZAD, et le commandant des forces américaines mobilisées sur le théâtre d'opérations irakien, le lieutenant général George W. CASEY.**

En route de la base aérienne de Kandahar (Afghanistan) vers celle de Balad (Irak) pour son 13ème déplacement en Irak depuis 2001, M. RUMSFELD recommande que le problème sécuritaire reçoive dorénavant une solution politique parce que la situation sécuritaire sur le terrain est désormais autant déterminée par les progrès réalisés dans le cadre d'un processus politique inclusif (combinant montée en puissance gouvernementale et réconciliation nationale) que par les victoires engrangées à l'occasion des opérations militaires de contre-insurrection.

Il considère au reste que les obstacles au processus politique s'opposent encore à ce que soit entamée la planification du retrait graduel des 129 000 militaires américains mobilisés et imposent en revanche une estimation "exhaustive" des besoins concrets sur le terrain à laquelle participent, en plus des ministres responsables du gouvernement irakien, MM. CASEY et KHALILZAD.

S'il admet l'augmentation récente du volume de la violence entre communautés ethno-confessionnelles, résurgence qui vise toujours selon lui à déclencher une guerre civile entre citoyens irakiens, M.

RUMSFELD préconise de résoudre la problématique sécuritaire en conjuguant trois démarches:

1. l'accélération de l'intégration de la communauté minoritaire arabe sunnite au processus politique *via* le plan de réconciliation nationale formellement présenté par M. AL-MALIKI au Conseil des Représentants le 25 juin 2006
2. le désarmement "politique" des milices arabes chiites afin de réduire leur influence
3. et l'engagement militaire (forces de sécurité irakiennes appuyées par les troupes de la Force Multinationale en Irak) des individus réfractaires au nouveau gouvernement permanent

Outre la problématique sécuritaire (principalement intercommunautaire), M. RUMSFELD aborde les questions de l'entraînement, la performance et la taille critique des forces de sécurité irakiennes ainsi que celle des opérations conjointes armée-police.

S'il admet dans un discours au *Center for Strategic and International Studies* que la violence entre communautés ethno-confessionnelles a relégué la violence insurgée et terroriste au second rang des "sources d'instabilité" et peut délégitimer un gouvernement incapable d'assurer la sécurité, l'ambassadeur américain en Irak, Zalmay **KHALILZAD**, **refuse de qualifier la violence intercommunautaire irakienne de guerre civile**, la menace de guerre civile n'étant pas matérialisée tant qu'un front politique la combat et que la violence armée collective reste de faible intensité ([Zalmay KHALILZAD, Iraq: A Status Report, Washington, DC, Center for Strategic and International Studies, coll. "Statemen's Forum", 11 juillet 2006, 20 p.](#)). Cette violence intercommunautaire ne fait encore que préfigurer la guerre civile: elle reste un conflit -- non une guerre -- communautaire.

M. KHALILZAD :

- avance que la violence intercommunautaire relègue la violence insurgée et terroriste au second rang des sources d'instabilité
- estime que l'Opération "en avant ensemble" (*Amaliya Ma'an ila Al-Amam*) en cours -- opération conjointe américano-irakienne de contre-insurrection/terrorisme et d'aide humanitaire lancée le 14 juin 2006 dans Bagdad par le premier ministre Nouri Kamal AL-MALIKI et qui mobilise 26 000 militaires et 23 000 policiers irakiens ainsi que 7 200 militaires de la Force Multinationale en Irak en vue de "restaurer la sécurité et l'Etat de droit" (multiplication des checkpoints, couvre-feu de 21h à 6h et application stricte de l'interdiction du port d'arme) -- ne comble pas les attentes en matière de progrès de la sécurité dans la capitale et fait par conséquent l'objet d'une révision en vue d'"ajustements"
- pense que le retrait "précipité" des forces américaines d'Irak favoriserait le passage du conflit à la guerre civile, lequel perturberait les approvisionnements pétroliers et impacterait largement la région. Outre la revitalisation du séparatisme kurde, l'impact régional serait quintuple:
  1. répercussions des frictions entre Arabes chiites et sunnites par les sociétés multiculturelles des voisins de l'Irak
  2. tentation chez ces mêmes voisins d'intervenir dans une guerre civile perçue comme le symbole des luttes interconfessionnelles
  3. progression du prosélytisme islamiste au sein des tissus sociaux de la région
  4. ancrage du schéma causal démocratisation-radicalisation-division-déstabilisation
  5. dégradation des relations bilatérales des voisins de l'Irak avec les Etats-Unis
- qualifie la participation de la communauté arabe sunnite (minoritaire) au processus politique (referendum sur le projet de Constitution nationale le 15 octobre 2005 puis élections parlementaires du 15 décembre 2005) de "changement tectonique"
- constate que la direction politique irakienne prend conscience de ce que l'intégration au processus politique du spectre le plus large possible de l'opposition armée -- à l'exclusion des djihadistes étrangers -- est non seulement "possible" mais encore "essentielle" en vue de la stabilisation du théâtre puis de la réconciliation nationale
- annonce la conduite d'une série d'opérations de stabilisation "ciblées" afin d'ancrer durablement la sécurité dans les principales villes d'Irak, notamment la capitale
- soutient que 75% des opérations de contre-insurrection seront menées d'ici la fin de l'été 2006 par les Forces de Sécurité Irakiennes, les troupes de la Force Multinationale en Irak jouant un rôle d'appui
- condamne l'ingérence subversive de l'Iran en Irak, le premier armant, finançant et entraînant certains "groupes extrémistes" présents sur le territoire du second
- et concède finalement être patient au plan tactique car optimiste au plan stratégique

Quelques jours avant l'ouverture du sommet des huit pays les plus industrialisés qui se tient à Saint-Petersbourg (G-8, 15-7 juillet 2006) et au lendemain d'un déplacement au Tadjikistan qui n'était pas inscrit à son agenda public, le secrétaire à la Défense Donald H. **RUMSFELD** **effectue une visite surprise d'un jour en Afghanistan où il doit**



**officiellement s'entretenir avec le président Hamid KARZAI du processus de stabilisation et de reconstruction du théâtre afghan** alors que le volume des activités insurgée et terroriste augmente régulièrement depuis 2005 et au moment du transfert de la responsabilité des missions de stabilisation et de reconstruction dans les provinces du sud du Commandement des Forces Conjointes en Afghanistan (CFC-A pour *Combined Forces Command - Afghanistan*) à la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité (FIAS).

A l'issue de sa rencontre avec le président tadjik Emomali RAKHMONOV le 10 juillet ([Donald H. RUMSFELD, DoD News Briefing with Secretary Rumsfeld and Minister Nazarov from Tajikistan, 10 juillet 2006](#)), M. RUMSFELD s'est préoccupé que le financement de l'insurrection taliban par le narcotrafic de l'opium n'entrave la consolidation de la démocratie en Afghanistan -- les groupes insurgés et terroristes étant dorénavant réputés protéger la culture du pavot en contrepartie d'un financement, ce siphonage des revenus de la vente s'effectuant en différents endroits de la chaîne de la narcoéconomie (récolte, transformation, transport, etc.).

A l'issue de sa rencontre avec son homologue afghan Hamid KARZAI, M. RUMSFELD -- dont c'est le 11ème déplacement à Kaboul depuis 2001 -- offre l'assurance que les Etats-Unis demeureront "intéressés, engagés et impliqués pour réussir" en Afghanistan tandis que le premier soutient que la "guerre contre le terrorisme" est d'ores et déjà remportée et que seuls ses miasmes rémanents restent à "nettoyer".

Selon l'Office des Nations Unies pour les Drogues et le Crime (ONUDD), la narcoéconomie afghane de l'opium et de l'héroïne -- principalement localisée dans le sud, notamment la province d'Helmand -- devient effectivement une source croissante du financement des groupes insurgés et terroristes opérant sur le théâtre afghan. Le narcotrafic représente une part d'autant plus croissante du financement des activités insurgées et terroristes que les groupes de trafiquants se consolident et que la récolte de pavot -- favorisée par les conditions climatiques -- a été exceptionnelle en 2005 avec 39 kg de pavot/hectare contre 32 kg en 2004.

Chacun des indicateurs 2005 estimés du commerce de l'opium, de la morphine et de l'héroïne augmentent par rapport à 2004:

- exportations: 1 200 tonnes pour l'opium et 420 tonnes pour la morphine et l'héroïne
- revenus pour l'Afghanistan: 2,7 milliards de dollars (79% pour les trafiquants et 21% pour les fermiers)
- superficie des terres arables consacrée à la culture du pavot: 104 000 hectares (soit 2,3% des terres arables)

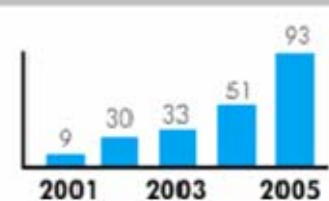
En route de Douchanbe à Kaboul, le commandant des forces américaines mobilisées sur le théâtre d'opérations afghan, le lieutenant général Karl W. EIKENBERRY, a identifié quatre déterminants de l'augmentation de la violence afghane tout en qualifiant l'écheveau des causalités de "complexe":

1. d'abord la meilleure organisation et la qualité de l'équipement des groupes insurgés
2. ensuite la croissance régulière du narcotrafic
3. puis la permanence des conflits armés entre factions tribales rivales
4. enfin l'accroissement de la criminalité de droit commun

Le lieutenant général EIKENBERRY minimise cependant la montée en puissance du mouvement insurgé en soulignant que sa capacité de nuisance résulte plus de la faiblesse des institutions afghanes (notamment les Forces de Sécurité Nationales Afghanes – FSNA) que de sa propre force.



Total U.S. Troop Deaths in Afghanistan Theater\*



Afghan Police Deaths from Taliban Attacks\*





L'augmentation continue du volume de l'activité insurgée depuis 2005 (particulièrement depuis les élections parlementaires et provinciales du 18 septembre 2005) admet trois principaux facteurs explicatifs:

1. d'abord le réinvestissement des groupes radicaux (djihadistes) terroristes en général, de l'organisation al-Qaida en particulier, sur un théâtre qui devient un aimant du djihadisme international après en avoir été un sanctuaire
2. ensuite le transfert d'expériences en matière de tactiques, techniques et procédures en provenance du théâtre irakien (recours croissant aux engins explosifs improvisés et au terrorisme urbain suicidaire)
3. puis l'augmentation des interactions armées entre militaires du CFC-A, de la FIAS ou des FSNA et groupes insurgés ou terroristes qui résulte directement de la croissance des effectifs des forces de l'OTAN (multipliés par trois entre l'été 2005 et l'été 2006) ou de ceux des FSNA (c'est-à-dire l'emprise croissante de l'Etat afghan sur son territoire)
4. enfin la perception d'une fenêtre de vulnérabilité au moment où la responsabilité des missions de stabilisation et de reconstruction dans les provinces du sud doit être transférée (août 2006) du CFC-A à la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité (FIAS-OTAN), principalement composée de Britanniques, de Canadiens et de Néerlandais

Sur ces tendances lourdes se greffent des considérations conjoncturelles:

1. le printemps puis l'été sont des saisons propices au combat
2. l'Armée Nationale Afghane appuyée par le CFC-A mène depuis le 15 juin 2006 l'Opération *Mountain Thrust* dans les provinces afghanes australes de Zaboul, Kandahar, Helmand et Oruzgan
3. le président afghan Hamid KARZAI a critiqué le 22 juin 2006 la conduite des missions de contre-terrorisme par le CFC-A et demandé une "réévaluation stratégique" tout en soulignant que les causes de la violence relèvent "largement" des "facteurs étrangers" (le terrorisme transnational de type al-Qaida et certains groupes insurgés taliban planifiant et coordonnant leurs opérations à partir du Pakistan) et en appelant par conséquent à éradiquer les Taliban jusque dans les sanctuaires de l'espace afghano-pakistanaï (notamment les zones tribales fédéralement administrée du Pakistan); M. KARZAI ajoute le 9 juillet 2006 "l'industrie de l'opium" à la liste des acteurs étrangers responsables de la violence en Afghanistan
4. le numéro deux de l'organisation terroriste al-Qaida, l'idéologue égyptien Ayman AL-ZAWAHIRI, a exhorté le 22 juin 2006 les Musulmans afghans à bouter les "forces d'occupation" hors d'Afghanistan

Derrière l'apparent monolithe de l'insurrection se trouvent quatre états finaux recherchés politiquement et autant d'idéaux-types insurgés entre lesquels diverses passerelles permettent des coopérations:

1. les Taliban modérés cherchent à renforcer la puissance de négociation de leur communauté ethnique dans un système politique marqué par le factionnalisme (actifs dans les provinces du sud et du sud-est)
2. les Taliban radicaux cherchent à saper la transition politique pour se réappropriier le pouvoir et restaurer l'ancien régime taliban (actifs dans les provinces du sud et du sud-est)
3. al-Qaida cherche à expulser les troupes de la Coalition hors d'Afghanistan puis à y établir un califat qui serve de pas de tir à l'instauration d'un califat panislamique (organisation terroriste active le long de la frontière afghano-pakistanaïse)
4. et *Hibz-i Islami* (groupe commandé par Gulbuddin HEKMATYAR) cherche à saper la transition politique afin de capter une parcelle du pouvoir tout en préservant ses activités criminelles, notamment le narcotrafic (actif dans les provinces de l'est)

*In fine*, la population afghane prêtera allégeance à celui qu'elle perçoit comme le meilleur prestataire de sécurité (physique et économique), qu'il s'agisse du gouvernement ou du mouvement insurgé qui cherche à lui ôter son contrôle (rompre le lien gouvernement-population) en vue de s'établir comme force sociopolitique.

Le président de la principale alliance électorale sunnite (44/275 au Conseil des Représentants), Adnan **AL-DULAIMI**, annonce que le **Front Irakien de la Concorde (FIC)** cessera dès le **12 juillet 2006 son boycott des séances du Conseil des Représentants** suite à l'appel de (ré)conciliation lancé par le leader religieux chiite commandant la milice de l'Armée du Mahdi, Moqtada AL-SADR.

Le FIC a conditionné le 2 juillet 2006 sa réintégration des séances du parlement à la libération de la représentante arabe sunnite Taiseer Najag AL-MASHHADANI enlevée le 1er juillet dans le quartier arabe chiite de *Shaab* (nord-est de Bagdad).

10 juillet

**Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et le Japon votent contre la proposition chinoise de déclaration présidentielle** (option non contraignante qui doit être adoptée à l'unanimité) du Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU) interdisant aux Etats membres des Nations Unies de fournir des matériels missiliers à la Corée du nord. La Russie vote pour.

Le Japon a préparé sans encore le proposer un projet de résolution (option contraignante qui doit être votée) proscrivant également aux Etats membres des Nations Unies de procurer au régime nord-coréen des technologies missilières.

A l'occasion d'un **entretien avec la presse étrangère quelques jours avant le sommet des huit pays les plus industrialisés (G-8)** qui se tient à Saint-Petersbourg les 15-17 juillet 2006, le président George W. BUSH ([George W. BUSH, Roundtable Interview of the President by Foreign Print Media, 11 juillet 2006](#)):

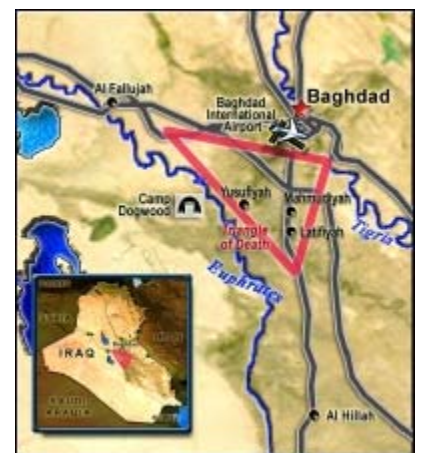
- considère que la Russie est *de facto* un "participant actif" du groupe des sept/huit pays les plus industrialisés (G-7/8) bien qu'elle n'y possède pas de siège permanent
- confirme être favorable à l'adhésion de la Russie à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et annonce que les conditions américaines de l'accord commercial bilatéral préalable (qui lèverait la principale hypothèque à l'adhésion de la plus importante économie hors OMC) sont univoques en termes d'accès réciproques au marché du cosignataire
- rappelle que l'objectif de la politique étrangère des Etats-Unis à l'égard de l'Europe est un espace "complet, libre, en paix et à l'unisson intime des Etats-Unis"
- définit la sécurité énergétique comme un diptyque composé d'un volet sécurité des routes (sécurité des approvisionnements énergétiques) et d'un volet sécurité des sources (diversification des sources énergétiques); M. BUSH insiste sur les alternatives énergétiques au pétrole (énergie nucléaire, hydrogène) qui permettront de rompre le lien de dépendance que les Etats-Unis ont noué avec certaines "parties instables du monde"

**Le Conseil Consultatif des Moudjahidin d'Irak (CCMI) diffuse sur l'Internet un enregistrement vidéo de 4 minutes dans lequel les corps mutilés des deux militaires américains enlevés le 16 juin 2006 à Yusufiyah sont présentés comme une "revanche pour notre soeur qui a été déshonorée par un soldat de la même brigade"** -- allusion au viol prémédité d'une civile irakienne par quatre soldats américains en mars 2006 à Mahmudiyah, suivi de son assassinat et de ceux de trois membres de sa famille.

Cette vidéo fournit les premières images de mutilations affligées à des militaires américains sur le théâtre d'opérations irakien depuis le déclenchement de l'Opération *Iraqi Freedom* en mars 2003.

Le CCMI a publié le 19 juin 2006 communiqué dans lequel il annonçait l'enlèvement de deux militaires américains le 16 juin 2006 à Yusufiyah, dans le "triangle de la mort" proche de la capitale. Le 16 juin, des insurgés avaient attaqué à l'arme légère un *checkpoint* sous la responsabilité de trois militaires de la 101ème division aéroportée, tuant l'un d'entre eux et enlevant les deux autres. Il s'agissait du premier enlèvement de militaires américains depuis le 9 avril 2004.

Le CCMI est une organisation "parapluie" créée le 21 janvier 2006 qui regroupe huit groupes insurgés -- dont l'Organisation al-Qaida en Mésopotamie -- dont elle a vocation à agréger les initiatives terroristes -- militaires, politiques et médiatiques -- à travers l'Irak en réduisant la duplication des activités (voir [schéma des principaux groupes insurgés sunnites](#) dans la rubrique "papiers"). Le Conseil affiche le triple objectif de "libérer l'Irak de l'occupation, unir et diriger les efforts des moudjahidin et élever l'étendard de



l'islam" qui n'est autre que la synthèse des objectifs de ses membres constitutifs: bouter les troupes de la Force Multinationale hors d'Irak puis y créer un califat.

Le secrétaire à la Défense Donald H. **RUMSFELD** effectue une visite d'un jour au Tadjikistan où il doit officiellement s'entretenir avec le président Emomali RAKHMONOV et ses ministres de la Défense (Sherali KHAIRULLOEV) et des Affaires étrangères (Talbak NAZAROV) des problématiques de sécurité régionale et du développement.

A l'issue de la rencontre, M. RUMSFELD ([Donald H. RUMSFELD, DoD News Briefing with Secretary Rumsfeld and Minister Nazarov from Tajikistan, 10 juillet 2006](#)):



1. remercie le régime tadjik pour sa coopération dans la "guerre contre la terreur" (notamment des arrangements "mutuellement bénéfiques": utilisation de l'espace aérien, réapprovisionnement en carburant)
2. mais exprime sa préoccupation que l'insurrection taliban -- désormais financée par le narcotrafic (les groupes insurgés taliban protégeraient la culture du pavot en contrepartie d'un financement) sur la route duquel se trouve le Tadjikistan (notamment la route de l'opium: avec 4 613 kg, les prises ont augmenté de 27% au cours du premier trimestre 2006 par rapport à 2005) -- n'entrave la consolidation de la démocratie sur le théâtre afghan

Ce déplacement cinq jours avant l'ouverture du sommet des huit pays les plus industrialisés (G-8) à St Pétersbourg n'était pas inscrit à l'agenda public de M. RUMSFELD.

Ce troisième déplacement au Tadjikistan depuis 2001 (auparavant novembre 2001 puis juillet 2005) est vraisemblablement motivé par le désir de Washington de sécuriser les baux de trois bases militaires (Kurgan-Tyube, Khujand et Kulyab) destinées à compenser la perte de la base aérienne de Karshi-Khanabad (K2) en Ouzbékistan alors que celle de Manas au Kirghizstan est incertaine (unique locataire d'une base aux Etats-Unis par conséquent captifs, le régime exige d'augmenter le loyer) et que le régime tadjik pourrait être tenté de laisser jouer les rivalités entre la Chine, la Russie (plusieurs milliers de militaires russes de la 201ème Division d'infanterie motorisée restent stationnés au Tadjikistan depuis la guerre civile de 1992-7) et les Etats-Unis dans la sous-région jusqu'à satisfaire le plus offrant.

Le 25 août 2005, le parlement ouzbek a confirmé les notifications du président (31 juillet) et du gouvernement (29 juillet) demandant aux Etats-Unis de retirer leurs forces de K2 (au plus tard en février 2006) en représailles à la demande américaine qu'une enquête internationale soit ouverte consécutivement à la répression des manifestations d'Andijan le 13 mai 2005, manifestations que le président Islam KARIMOV impute à la subversion américaine.

Les Etats-Unis occupaient ces trois bases tadjiks lors du déclenchement de l'Opération *Enduring Freedom* (OEF) en octobre 2002 et souhaitent les réoccuper car elles sont stratégiquement situées, proches de l'Afghanistan (OEF) ou de la vallée de Fergana (axe de pénétration vers l'Ouzbékistan). D'autant que, membre de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) et de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC), le Tadjikistan occupe lui-même une position stratégique en Asie centrale qui permet d'actionner plusieurs leviers de pression sur les voisins:

1. chinois (il est mitoyen d'une région chinoise instable où le régime de Pékin n'exerce qu'une faible emprise territoriale)
2. russe (mitoyen de la Russie avec laquelle la relation des Etats-Unis se dégrade)
3. et iranien (proche de l'Iran au moment où la crise nucléaire atteint son paroxysme)

Ce déplacement s'effectue dans le cadre plus large d'un "grand jeu" dans la région alors que la politique étrangère russe a pour priorité de restaurer l'influence de Moscou en Asie centrale en contre-confinant la présence américaine *via* l'OTSC (créée en mai 2002 et regroupant l'Armée, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, la Russie et le Tadjikistan) et d'éventuelles forces de maintien de la paix. Non seulement la présence militaire russe a été renforcée en Asie centrale mais encore l'OTSC joue un rôle croissant dans les problématiques de sécurité centro-asiatiques:

- renforcement récent de la présence militaire russe en Asie centrale:

1. octobre 2003: la Russie établit sa première base militaire (20 avions militaires et 500 militaires) dans l'espace post-soviétique à Kant au Kirghizstan (à 30 km de la base aérienne de Manas utilisée par les Etats-Unis)
  2. novembre 2003: la Russie renforce sa coopération de sécurité avec l'Ouzbékistan
  3. juin 2004: la Russie signe un Traité de Coopération Stratégique avec l'Ouzbékistan (chacun accorde le droit d'utiliser ses installations militaires sur son territoire, emploi conjoint des défenses aériennes, création d'un Institut conjoint de l'anti-terrorisme, assistance militaire -- vente d'armes et entraînement militaire); la Russie s'assure par ailleurs un accès continue à plusieurs installations militaires tadjiks
  4. septembre 2005: la Russie et l'Ouzbékistan conduisent leur premier exercice militaire bilatéral depuis 1991
  5. octobre 2005: la Russie s'accorde avec le Tadjikistan pour établir une nouvelle base aérienne à Ayni près de la capitale (Douchanbe)
  6. novembre 2005: la Russie et l'Ouzbékistan signent un Traité sur les Relations Alliées
- consolidation récente du rôle de l'OTSC dans les problématiques de sécurité centro-asiatiques:
    1. depuis octobre 2002, l'OTSC s'efforce de nouer des liens formels avec l'OTAN
    2. décembre 2004: l'OTSC obtient le statut d'observateur à l'Assemblée Générale des Nations Unies
    3. juin 2005: les six Etats membres signent un accord promouvant l'entraînement militaire conjoint
    4. décembre 2005: les six Etats membres s'entendent pour coordonner leurs programmes de défense en matière de sécurité nucléaire, biologique et chimique contre des attaques terroristes

Le commandement des forces conjointes en Afghanistan (CFC-A pour *Combined Forces Command - Afghanistan*, lequel regroupe des militaires américains, britanniques et canadiens) publie un communiqué de presse annonçant que **plus de 40 "extrémistes" soupçonnés de participer à l'insurrection taliban ont été tués au cours d'une opération conjointe des Forces de Sécurité Nationales Afghanes (FSNA) et des troupes du CFC-A près de Tarin Kot, dans la province d'Oruzgan à 180 km au nord de Kandahar**. Un soldat des FSNA a été tué tandis que trois militaires du CFC-A ont été blessés. Les FSNA et les troupes du CFC-A n'ont engagé le combat qu'après avoir été la cible de tirs de roquettes et de coups de feu.



L'augmentation continue du volume de l'activité insurgée depuis 2005 (particulièrement depuis les élections parlementaires et provinciales du 18 septembre 2005) admet trois facteurs explicatifs:

1. d'abord le réinvestissement des groupes radicaux (djihadistes) terroristes en général, de l'organisation al-Qaida en particulier, sur un théâtre qui devient un aimant du djihadisme international après en avoir été un sanctuaire
2. ensuite le transfert d'expériences en matière de tactiques, techniques et procédures en provenance du théâtre irakien (recours croissant aux engins explosifs improvisés et au terrorisme urbain suicidaire)
3. enfin la perception d'une fenêtre de vulnérabilité au moment où la responsabilité des missions de stabilisation et de reconstruction dans les provinces du sud doit être transférée (août 2006) du CFC-A à la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité (FIAS-OTAN), principalement composée de Britanniques, de Canadiens et de Néerlandais

Sur ces tendances lourdes se greffent des considérations conjoncturelles:

1. le printemps puis l'été sont des saisons propices au combat
2. l'Armée Nationale Afghane appuyée par le CFC-A mènent depuis le 15 juin 2006 l'Opération *Mountain Thrust* dans les provinces afghanes australes de Zaboul, Kandahar, Helmand et Oruzgan
3. le président afghan Hamid KARZAI a critiqué le 22 juin 2006 la conduite des missions de contre-terrorisme par le CFC-A et demandé une "réévaluation stratégique" tout en soulignant que les

causes de la violence relèvent "largement" des "facteurs étrangers" (le terrorisme transnational de type al-Qaida et certains groupes insurgés taliban planifiant et coordonnant leurs opérations à partir du Pakistan) et en appelant par conséquent à éradiquer les Taliban jusque dans les sanctuaires de l'espace afghano-pakistanaï (notamment les zones tribales fédéralement administrée du Pakistan); M. KARZAI ajoute le 9 juillet 2006 "l'industrie de l'opium" à la liste des acteurs étrangers responsables de la violence en Afghanistan

4. le numéro deux de l'organisation terroriste al-Qaida, l'idéologue égyptien Ayman AL-ZAWAHIRI, a exhorté le 22 juin 2006 les Musulmans afghans à bouter les "forces d'occupation" hors d'Afghanistan

Derrière l'apparent monolithe de l'insurrection se trouvent quatre états finaux recherchés politiquement et autant d'idéaux-types insurgés entre lesquels diverses passerelles permettent des coopérations:

1. les Taliban modérés cherchent à renforcer la puissance de négociation de leur communauté ethnique dans un système politique marqué par le factionnalisme (actifs dans les provinces du sud et du sud-est)
2. les Taliban radicaux cherchent à saper la transition politique pour se réappropriier le pouvoir et restaurer l'ancien régime taliban (actifs dans les provinces du sud et du sud-est)
3. al-Qaida cherche à expulser les troupes de la Coalition hors d'Afghanistan puis à y établir un califat qui serve de pas de tir à l'instauration d'un califat panislamique (organisation terroriste active le long de la frontière afghano-pakistanaïse)
4. et *Hibz-i Islami* (groupe commandé par Gulbuddin HEKMATYAR) cherche à saper la transition politique afin de capter une parcelle du pouvoir tout en préservant ses activités criminelles, notamment le narcotrafic (actif dans les provinces de l'est)

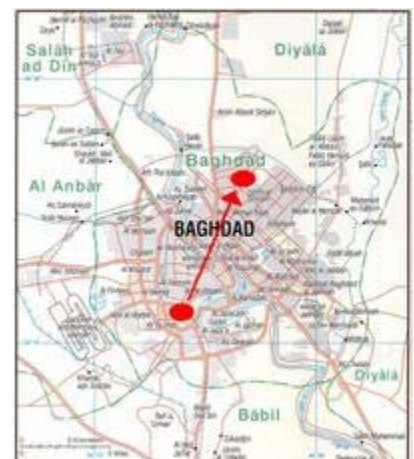
*In fine*, la population afghane prêterait allégeance à celui qu'elle perçoit comme le meilleur prestataire de sécurité (physique et économique), qu'il s'agisse du gouvernement ou du mouvement insurgé qui cherche à lui ôter son contrôle (rompre le lien gouvernement-population) en vue de s'établir comme force sociopolitique.

## 9 juillet

Lors de la conclusion d'une conférence de deux jours en Irak consacrée à la sécurité, le président iranien Mahmoud AHMADINEJAD réitère ses **propos anti-israéliens** en exhortant "le monde islamique et la région" à se mobiliser pour régler le "problème fondamental" qu'est l'existence du "régime sioniste" au coeur du Moyen-Orient.

Ce propos s'inscrit dans la continuité d'une rhétorique anti-israélienne et révisionniste débridée depuis octobre 2005 chez le président et certains membres du gouvernement:

- le 26 octobre 2005, au cours d'une conférence intitulée *Le monde sans le sionisme*, M. AHMADINEJAD préconise d'"effacer Israël de la carte" avant d'avertir toute personne reconnaissant Israël qu'elle "brûlera dans le feu de la colère des nations islamiques"
- le 8 décembre 2005, M. AHMADINEJAD considère qu'Israël nourrit dans son intérêt un "mythe de l'Holocauste" dont il remet en cause la véracité et relativement auquel il souhaite l'organisation d'une conférence (conjecturant qu'elle réviserait à la baisse le nombre des victimes de la solution finale); si l'Holocauste était confirmé, M. AHMADINEJAD demanderait alors à ses responsables allemands et autrichiens d'accueillir dorénavant l'Etat d'Israël
- le 12 février 2006, le porte-parole du ministre iranien des Affaires étrangères, Hamid Resa ASEFI, déclare que le "régime sioniste" commet contre les Palestiniens des crimes "plus importants que l'Holocauste" puis dénonce le chantage qu'Israël exercerait sur les Etats européens *via* le transfert de culpabilité que l'Holocauste entretient



**Des individus armés assassinent 57 civils et trois policiers dans un quartier majoritairement arabe sunnite de la capitale, Al-Jihad** (ouest de Bagdad), après avoir immobilisé leurs véhicules à des

barrages factices.

D'après l'agence de presse *Reuters*, plusieurs témoignages concordants des habitants du quartier indiqueraient que les assassins appartiennent à l'Armée du Mahdi, milice arabe chiite qui compte entre 5 et 10 000 combattants. Un porte-parole de cette dernière, Sahib AL-AMIRI, nie et présente la milice du leader religieux Moqtada AL-SADR comme généralement la cible -- non l'auteur -- des violences intercommunautaires; il impute la responsabilité aux "forces d'occupation" qui s'efforcent selon lui de nourrir le "conflit civil" entre concitoyens. Le demi-frère de M. AL-SADR, Riyadh AL-NOURI, rejette également la responsabilité de l'Armée du Mahdi. Enfin, M. AL-SADR exhorte enfin "tous les Musulmans" à se mobiliser pour "repousser [un] terrorisme américain" qui nourrit selon lui la "sédition" en vue de la "guerre civile".

L'adjoint du premier ministre préposé aux affaires de sécurité, Salam AL-ZAWHAE, estime néanmoins dans un entretien à la chaîne satellitaire panarabe *al-Jazeera* que les ministères irakiens de la Défense et/ou de l'Intérieur sont vraisemblablement impliqués puisque leurs brigades sont largement infiltrées par les milices chiites.

Le conseiller pour la sécurité du président Jalal TALABANI, Wafiq AL-SAMARAIE, considère que seules des "mesures exceptionnelles" peuvent encore éviter au pays de franchir "le seuil de la guerre civile" tout en affirmant que la capitale reste "sous le contrôle" des autorités responsables du maintien de l'ordre public à quelques "poches de résistance" près qui doivent être nettoyées, ce que confirme le cabinet du premier ministre Nouri Kamal AL-MALIKI dans un communiqué de presse qui minimise la gravité de la situation.

Les représailles de la communauté arabe sunnite interviennent quelques heures après lorsque les explosions de deux véhicules piégés près d'une mosquée chiite du quartier majoritairement arabe sunnite de *Qasra (Al-Adhamiyah, nord-est de la capitale)* tuent 17 personnes et en blessent 38.

Ce regain de violence entre communautés ethno-confessionnelles se produit alors même que l'Opération "en avant ensemble" (*Amaliya Ma'an ila Al-Amam*) est en cours -- opération conjointe américano-irakienne de contre-insurrection/terrorisme et d'aide humanitaire lancée le 14 juin 2006 dans Bagdad par le premier ministre Nouri Kamal AL-MALIKI et qui mobilise 26 000 militaires et 23 000 policiers irakiens ainsi que 7 200 militaires de la Force Multinationale en Irak en vue de "restaurer la sécurité et l'Etat de droit" (multiplication des checkpoints, couvre-feu de 21h à 6h et application stricte de l'interdiction du port d'arme).

Les milices chiites menacent doublement la sécurité nationale:

1. d'abord en tant qu'organisations criminelles de droit commun hors du système (elles sont responsables d'escadrons de la mort et d'enlèvements)
2. ensuite comme sources de conflit d'allégeances au sein du système (chacune conserve sa propre chaîne de commandement et elles sont responsables d'opérations manifestement illégales au sein des forces de sécurité irakiennes, notamment en matière carcérale)

Deux puissantes milices chiites préoccupent particulièrement parce que leurs escadrons de la mort noyautent les forces du ministère irakien de l'Intérieur, le service de protection des bâtiments ministériels ou encore l'administration pénitentiaire:

1. l'Organisation des Brigades Badr (milice du Conseil Suprême pour la Révolution Islamique en Irak, lequel totalise 30 sièges au Conseil des Représentants) qui compte entre 25 et 40 000 combattants
2. l'Armée du Mahdi (en théorie milice de la *Jamaat al-Sadr al-Thani*, en fait milice du seul leader chiite Moqtada AL-SADR, lequel contrôle 31 sièges au Conseil des Représentants) qui comprend entre 5 et 10 000 combattants

Bras armé du Parti de la Vertu Islamique (*Hizb al-Fadhila al-Islamiya*; parti pivot de la principale coalition électorale chiite qu'est l'Alliance Irakienne Unie), le Mouvement de la Revanche d'Allah (*Harakat Tha'r-Allah*) est une milice arabe chiite de moindre importance commandée par Yusuf AL-MANSAOUI.

La menace milicienne est encore renforcée par l'efflorescence récente de milices arabes sunnites.

L'assistant du secrétaire d'Etat pour les affaires de l'Asie de l'est et du Pacifique, Christopher **HILL**, **avertit le régime nord-coréen que les Etats-Unis sont disposés à reprendre les négociations dans le cadre de l'enceinte multilatérale des Six-Party Talks (SPT) -- soutenant ainsi la proposition chinoise**

**d'une réunion informelle des SPT -- mais sauront se défendre contre lui et l'isoler s'il refusait de négocier.** Les mesures ayant vocation à isoler le régime de Pyongyang pourraient comprendre un contrôle des exportations à destination de la Corée du nord, notamment en matière de technologies duales civilo-militaires.

Intervenant dans les différents *talk shows* dominicaux ("Late Edition" sur CNN, "Fox News Sunday" sur Fox News, "Face the Nation" sur CBS et "Meet the Press" sur NBC), le sous-secrétaire d'Etat Nicholas BURNS:

1. confirme d'abord l'objectif diplomatique des Etats-Unis, à savoir la réintégration des SPT par la Corée du nord
2. rejette ensuite l'idée de négociations bilatérales directes avec la Corée du nord; outre la dégradation de l'alliance entre les Etats-Unis et la Corée du sud, le but du régime nord-coréen reste la formalisation de négociations directes avec les premiers en vue d'un accord bilatéral par lequel il renoncerait à ses programmes missiliers en contrepartie d'une normalisation des relations diplomatiques bilatérales (signature d'un traité de paix -- en remplacement de l'actuelle paix armée -- mettant techniquement fin à la guerre de Corée 1950-3), de garanties de sécurité (assurance contre un changement de régime) et d'aides diverses (énergétique, alimentaire et commerciale)
3. exhorte enfin la Chine à user de son influence pour "exercer une certaine pression" sur le régime de Pyongyang

Le dirigeant nord-coréen Kim JONG-IL -- tout à la fois secrétaire général du Parti du Travail de Corée (parti communiste) et président de la Commission de la Défense Nationale -- prévient les "agresseurs impérialistes" que sont les Etats-Unis selon lui que la République Populaire Démocratique de Corée exclut toute concession, même "petite", et ripostera à des "représailles" de l'"ennemi juré" par des représailles et à une "guerre totale" par une guerre totale.

Ces déclarations interviennent cinq jours après une série de lancements sans avertissement de sept missiles couvrant le spectre des portées (courte avec trois missiles *Scud* d'une portée de 300 à 500 km puis longue avec un missile *Taepodong-2* d'une portée de 3 500 à 4 300 km et enfin intermédiaire avec trois missiles *Rodong* d'une portée de 1 000 à 1 400 km) et alors que M. HILL effectue une tournée en Asie orientale pour s'entretenir avec chacune des parties prenantes aux SPT, à l'exception de l'auteur des coups de force.

Le régime nord-coréen a suspendu en novembre 2005 sa participation aux SPT (lesquels regroupaient Etats-Unis, Corée du nord, Corée du sud, Chine, Japon et Russie en vue du démantèlement "complet", "vérifiable" et "irréversible" des programmes et installations nucléaires nord-coréens) consécutivement à l'imposition de sanctions économiques prises par les Etats-Unis en septembre 2005 -- contre une banque (Macau Bank) et huit entreprises nord-coréennes officiellement accusées de contrefaçon, blanchiment d'argent et trafic de drogue -- et perçues comme visant à l'isoler. Depuis, en dépit de la déclaration conjointe du 19 septembre 2005, la Corée du nord conditionne la reprise des pourparlers au retrait des sanctions tandis que les Etats-Unis maintiennent un découplage entre les SPT et les sanctions économiques, exhortant la puissance nucléaire *de facto* à renouer sans pré-conditions le fil de la négociation.

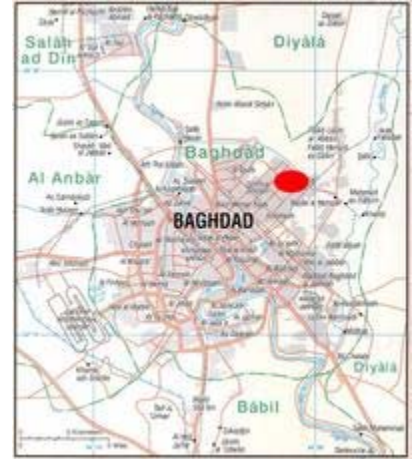
Le 5 juillet, le président George W. BUSH a maintenu que le régime nord-coréen pouvait rejoindre la "communauté des nations et améliorer son sort" en prenant la décision stratégique de réintégrer le forum multilatéral des SPT puis de renoncer au nucléaire militaire ([George W. BUSH, President Bush Welcomes President Saakashvili of Georgia to the White House, 5 juillet 2006](#)). Cette double décision résoudrait "diplomatiquement" la problématique nord-coréenne et inverserait l'isolement croissant du régime de Pyongyang sur la scène internationale.

Contrairement à la Chine, les Etats-Unis ont annoncé soutenir avec la France et la Grande-Bretagne un projet de résolution (option contraignante à la différence de la déclaration présidentielle que le Conseil de sécurité des Nations Unies -- CSNU -- adopte à l'unanimité) formellement présenté par le Japon devant le CSNU qui préconise la condamnation des gesticulations nord-coréennes puis l'imposition de sanctions.

8 juillet

7 juillet

Soutenues par l'appui aérien rapproché des troupes américaines de la Force Multinationale en Irak, **les forces de sécurité irakiennes mènent un raid de 43 minutes dans le quartier pauvre majoritairement chiite de Sadr City contre quatre positions des miliciens de l'Armée du Mahdi** commandée par le leader religieux chiite Moqtada AL-SADR, mettant ainsi à exécution l'engagement du premier ministre Nouri Kamal AL-MALIKI de réduire l'influence multiforme (militaro-sécuritaire mais aussi politique et sociale) des milices irakiennes. Le porte-parole des troupes américaines de la Force Multinationale, le major général William B. CALDWELL IV, annonce:



1. l'élimination de 30 à 40 "combattants ennemis" tandis que ni les troupes irakiennes ni celles américaines n'enregistrent de perte humaine
2. l'arrestation de cinq miliciens parmi lesquels un commandant opérationnel de l'Armée du Mahdi, Abou DERRA, criminel d'envergure responsable de "multiples cellules insurgées"

De son côté, M. AL-SADR exhorte ses partisans au calme tout en faisant qualifier l'opération par son porte-parole (Abdul Hadi AL-DARAJI) de "dangereuse escalade" constitutive d'un "acte de guerre" de la part des troupes américaines.

D'origine arabe chiite, les principales milices irakiennes sont:

1. l'Organisation des Brigades Badr: milice du Conseil Suprême pour la Révolution Islamique en Irak (lequel totalise 30 sièges au Conseil des Représentants) qui compte entre 25 et 40 000 combattants
2. l'Armée du Mahdi: milice du leader chiite Moqtada AL-SADR (lequel contrôle 31 sièges au Conseil des Représentants) qui compte entre 5 et 10 000 combattants
3. et le Mouvement de la Revanche d'Allah: milice du Parti de la Vertu Islamique

Milice chiite hybride à la fois parti et guérilla créée en juin 2003 par Moqtada AL-SADR et composée de 5 à 10 000 hommes recrutés parmi les déshérités ou *mustafazin* (notamment du quartier pauvre de la capitale renommé *Sadr City* ainsi que des villes de Najaf et Koût) pour lesquels elle joue un rôle social important, l'Armée du Mahdi s'est révoltée du 4 au 14 avril 2004 (à Bassora, Nâsirîyah, Amara, Koût, Najdaf et dans l'est de Bagdad) puis du 5 au 26 août (*idem* plus Hillah), dans ce qui a été alors perçu comme un tournant de l'histoire de l'après-guerre car les forces de la Coalition affrontaient pour la première fois une opposition armée organisée de la part des Arabes chiites, redoutant une rébellion à deux fronts analogue à celle qui ûnit à l'été 1920 tribus chiites et sunnites contre la colonisation britannique. Cette brève insurrection chiite s'est toutefois achevée par la trêve conclue le 26 août 2004, lorsque les autorités religieuses compétentes ont publié une *fatwa* (s'opposant à l'action armée contre les troupes de la Force Multinationale en Irak et recommandant la participation à la campagne électorale des élections législatives du 30 janvier 2005) tandis que M. AL-SADR ordonnait également la fin de la lutte armée et la participation à la campagne électorale.

**Le négociateur en chef iranien sur le dossier nucléaire, Ali LARIJANI, rencontre à Bruxelles le Haut représentant de l'Union européenne pour la Politique étrangère et de sécurité commune, Javier SOLANA**, Initialement prévu le 5 juillet, l'entretien a été repoussé sans raison officielle par la partie iranienne.

Au cours de cette rencontre, M. LARIJANI était réputé articuler la réponse du gouvernement iranien au paquet de mesures incitatives et dissuasives élaboré par l'UE-3 (Allemagne, France et Grande-Bretagne au nom de l'Union européenne), approuvé par les Etats-Unis, la Chine et la Russie le 1er juin (formule "P-5+1": cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies plus l'Allemagne en tant que membre de l'UE-3) puis formellement présenté au gouvernement iranien le 6 juin par M. SOLANA. En fait, la porte-parole de M. SOLANA, Cristina GALLACH, qualifie la discussion en tête-à-tête de "constructive", un "bon départ" en vue d'une "réponse substantielle" de la partie iranienne lors de la prochaine réunion prévue le 11 juillet. De son côté, M. LARIJANI estime que le dialogue a été "très fructueux" mais rejette l'idée d'une date butoir qu'il considère contre-productive.



A condition que l'Iran suspende de manière "immédiate", "complète" et "vérifiable" (Condoleezza RICE, discours du 31 mai 2006) ses activités d'enrichissement d'uranium et de traitement des déchets nucléaires, les principales mesures incitatives que contient l'offre du "P-5+1" sont (importance décroissante):

1. la participation des Etats-Unis à des discussions multilatérales avec l'Iran sur son programme nucléaire
2. des assurances en matière de technologie nucléaire civile (pacifique), notamment une coopération nucléaire civile avec les Etats-Unis, la fourniture d'un réacteur nucléaire à eau légère par l'UE et la garantie de l'approvisionnement en combustible nucléaire par un consortium international
3. une densification des relations commerciales et financières
4. le soutien de la candidature iranienne à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)
5. et la levée des embargos partiels américains frappant certains biens à destination de l'Iran, notamment en matière aéronautique ou de systèmes d'alerte précoce des tremblements de terre

Découlant du référé immédiat devant le CSNU qui suivrait un refus iranien, les principales mesures dissuasives que contient l'offre du "P-5+1" sont:

1. un double embargo, sur l'exportation de certains biens et l'importation d'autres biens (matériels / technologies utiles pour l'exécution d'un programme nucléaire, armes)
2. le gel des avoirs des organisations et individus impliqués dans le programme nucléaire
3. la suspension de la coopération technique qu'assure l'Agence Internationale de l'Energie Atomique
4. le gel des contacts bilatéraux
5. l'interdiction de visas et de voyages pour les décideurs iraniens
6. et l'ajournement de la promesse faire à l'Iran d'une intégration prochaine au sein de l'OMC

6 juillet

**L'Institut Electoral Fédéral (IEF) annonce que le technocrate conservateur Felipe CALDERON remporte l'élection présidentielle mexicaine devant le populiste de gauche Andres Manuel Lopez OBRADOR** avec 244 000 suffrages exprimés d'avance (15 000 000 / 35,89% contre 14 756 000 / 35,31%).

41 millions d'électeurs (sur 71 millions, soit un taux de participation de 57,8%) se sont rendus aux urnes le 2 juillet 2006 pour élire leur président, renouveler le Congrès (Chambre des députés et Sénat) et désigner trois des 52 gouverneurs d'Etat ainsi que le maire de Mexico.

Dénonçant des "irrégularités" (parfois confirmées par la non-correspondance entre le total des bulletins indiqué pour certaines urnes et la somme des bulletins de ces mêmes urnes lorsqu'un nouveau décompte manuel a été réalisé), M. OBRADOR conteste le résultat annoncé par l'IEF -- structure électorale indépendante créée en 1994 afin précisément de garantir la teneur démocratique des processus électoraux -- et exige qu'un nouveau décompte manuel des votes (bulletin par bulletin et non urne par urne) soit définitivement validé puis certifié par la Cour Electorale Fédérale (CEF), juridiction électorale composée de sept magistrats (nommés par la Cour suprême puis approuvé par le Sénat pour dix ans) créée en 1991 pour trancher en dernière instance un contentieux électoral, une fois épuisées les voies de recours légales. La CEF dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer. Le président finalement élu prêtera serment et entrera en fonction le 1er décembre 2006.

Alors que M. OBRADOR appelle ses anciens administrés à manifester le 8 juillet dans la capitale, l'après-scrutin constitue un test pour la culture démocratique mexicaine dont l'enracinement est récent (le Parti Révolutionnaire -- PRI -- a exercé le pouvoir de 1929 à 2000), en particulier la capacité des acteurs politiques à confronter leurs intérêts puis à rendre soluble leurs différends dans la négociation.

Si MM. CALDERON et OBRADOR se disputent à forces égales la présidence, Robert MADRAZO reconnaît sa défaite au cours d'une élection qu'il qualifie de "juste, légale et légitime", son score confirmant au reste le déclin du PRI au pouvoir pendant 71 ans. Les résultats vérifient la polarisation socioéconomique (partant géographique) de la société mexicaine:

- les 2/5ème les plus riches de la population votent pour M. CALDERON, principalement répartis dans les 16 Etats du nord et de l'ouest votant en sa faveur
- le cinquième le plus pauvre vote pour M. OBRADOR, principalement réparti dans la capitale Mexico -- 60% des suffrages -- ainsi que les 16 Etats du sud et du centre votant en sa faveur

Le scrutin présidentiel a opposé trois principaux candidats (avec Patricia MERCADO et Roberto CAMPA, cinq candidats se présentaient au total; conformément à la Constitution mexicaine -- mandat

présidentiel de six années non renouvelable -- le président sortant Vicente FOX ne pouvait pas se représenter):

1. Andres Manuel Lopez OBRADOR (52 ans), membre du Parti de la Révolution Démocratique (créé en 1989, le PRD est un parti de gauche qui administre 5/52 Etats + Mexico et détient 52/500 sièges au Congrès avant son renouvellement). Fils de marchand, diplômé de l'Université publique autonome de Mexico, ancien maire de Mexico (jusqu'en 2005), M. OBRADOR est un populiste de gauche qui -- s'autoproclamant "candidat des pauvres" -- s'est engagé à:
  - o allouer 20 milliards de dollars pour un programme de travaux publics inspiré du *New Deal* américain
  - o offrir la gratuité des soins à tous
  - o prendre en charge les personnes âgées
  - o réviser la Constitution afin de permettre un recours fréquent au referendum populaire
  - o et réduire l'émigration à destination des Etats-Unis (4 millions de Mexicains pendant les six années du mandat de M. FOX; 20,6 millions d'individus d'origine mexicaine résident aux Etats-Unis, soit 58% de la population hispanique; 6,2 millions d'immigrés mexicains clandestins se trouvent sur le territoire américain, soit 56% de la population immigrée clandestine)
2. Felipe CALDERON (43 ans), membre du Parti de l'Action Nationale (créé en 1939, le PAN est un parti conservateur catholique de centre droit qui administre 10/52 Etats et détient 207/500 sièges au Congrès avant son renouvellement). Fils d'un fondateur du PAN, juriste et économiste diplômé d'une université américaine (Harvard's Kennedy School of Government), M. CALDERON est un technocrate conservateur qui -- s'autoproclamant "le président de l'emploi" -- s'est engagé à:
  - o revitaliser l'investissement étranger et promouvoir le libre-échange aux fins de création d'emplois
  - o discipliner la fiscalité
  - o stabiliser la monnaie
  - o équilibrer le budget de l'Etat
  - o et mettre en oeuvre des politiques favorables au secteur des affaires
3. et Roberto MADRAZO, membre du Parti Révolutionnaire Institutionnel (créé en 1929, le PRI est un parti de droite au pouvoir de 1929 à 2000 qui administre 17/52 Etats et détient 209/500 sièges au Congrès avant son renouvellement). Outre la persistance de l'image dégradée du PRI (autocratie autoritaire), la campagne de M. MADRAZO a été entachée par des accusations de corruption

Le PAN n'obtient qu'une majorité relative à la Chambre des députés et au Sénat à l'occasion du renouvellement du Congrès, ce qui impose un gouvernement minoritaire ou implique la formation d'une coalition de gouvernement avec le PRI -- lequel a perdu sa majorité relative dans les deux chambres (relégué à la 3ème place) et joue dorénavant le rôle de parti-pivot.

Selon une déclaration rapportée par la principale agence de presse sud-coréenne, **le ministre nord-coréen des Affaires étrangères soutient que les tests de missiles réalisés "avec succès" le 4 juillet 2006 (heure locale) participent d'exercices militaires de routine** visant à améliorer les capacités de défense nord-coréennes, notamment en matière de dissuasion nucléaire.

Par conséquent, le ministre des Affaires étrangères:

1. considère que la Corée du nord, en tant qu'Etat souverain, se contente d'exercer ses "prérogatives légales" lorsqu'elle teste ses capacités militaires, prérogatives qui la dispensent de notifier préalablement la communauté internationale
2. prévient que l'Armée Populaire de Corée poursuivra ses tests de missiles dans le cadre d'exercices militaires conventionnels
3. met en garde quiconque serait tenté d'exercer une pression qu'il s'exposerait à des "mesures physiques plus fortes"
4. et réaffirme l'engagement du régime nord-coréen en faveur de la dénucléarisation de la péninsule coréenne "d'une manière négociée et pacifique"

A l'issue d'une rencontre avec le nouveau premier ministre canadien Stephen HARPER principalement consacrée à l'agenda des crises (afghane, irakienne, soudanaise, etc.), notamment celles liées à la

prolifération (iranienne et nord-coréenne), le président George W. BUSH considère important pour la communauté internationale de s'exprimer d'une "voix unanime" dans la crise des missiles nord-coréens qu'il impute principalement au manque de transparence du régime de Pyongyang et pour laquelle il souhaite une issue diplomatique ([George W. BUSH, Remarks by President Bush and Prime Minister Stephen Harper of Canada in Press Availability, 6 juillet 2006](#)). M. BUSH ajoute que l'incertitude qui entoure les intentions du président nord-coréen Kim JONG-IL et les modalités de son processus décisionnel impose "de planifier le pire et d'espérer le meilleur".

Soutenant avec l'Union européenne le projet japonais de vote d'une résolution (option contraignante; condamnation du régime nord-coréen puis interdiction de lui transférer monnaie, matériels et technologies susceptibles d'être utilisés pour développer ses programmes nucléaires ou missiliers), M. BUSH s'adresse tacitement à la Chine et à la Russie, deux membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies (*i.e.* dotés du droit de veto) jusqu'à présent réticents à ce que des sanctions pouvant "menacer la paix et la stabilité" (commentaire du président chinois Hu JINTAO) soient décidées contre la Corée du nord sous l'emprise de l'émotion (commentaires du président russe Vladimir POUTINE). Les puissances chinoise et russe privilégient l'adoption (à l'unanimité) d'une déclaration présidentielle (option non contraignante) exhortant le régime nord-coréen à la retenue.

L'ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'ONU, John R. BOLTON, prétend que 13 des 15 Etats membres du CSNU sont favorables à une résolution contraignante.

De son côté, la Corée du sud suspend l'aide alimentaire et agricole (500 000 tonnes de riz et 100 000 tonnes de fertilisants annuelles) à destination de son voisin du nord tout en s'opposant à des sanctions internationales. Selon le gouvernement de Séoul, le levier d'action des sanctions internationales est stérile, voire contre-productif, pour cinq raisons:

1. d'abord l'isolement du régime le consolide plutôt qu'il ne l'affaiblit en alimentant le phénomène de ralliement derrière le drapeau et en préservant le soutien relatif de la population nord-coréenne des influences extérieures
2. ensuite l'acteur international nord-coréen offre peu de prises aux régimes de sanctions tant ses importations comme ses exportations restent faibles (voire diminuent: le commerce bilatéral nippo-nord-coréen est passé de 400 à 188 millions de dollars américains en 2002 et 2005)
3. puis la société nord-coréenne s'est immunisée contre les sanctions dont elle est déjà accablée en développant des canaux et modes d'existence alternatifs
4. par ailleurs les sanctions encouragent l'Etat à criminaliser ses activités afin de compenser la perte de revenus
5. enfin tout Etat possède le droit légal de tester son équipement militaire

Outre l'initiative du projet de résolution du CSNU susmentionné, le Japon décide enfin plusieurs sanctions bilatérales à l'encontre du régime nord-coréen en:

1. déniait aux ferrys nord-coréens l'accès à ses ports pour une durée de six mois
2. interdisant aux responsables nord-coréens les visites officielles sur son territoire

Précédée par le règlement le 1er juillet 2006 du principal irritant bilatéral (le différend lié aux exportations de bois canadien), **la rencontre du président George W. BUSH avec le nouveau premier ministre canadien, Stephen HARPER, porte principalement sur l'agenda des crises** faisant l'objet d'une convergence voire d'une coopération américano-canadienne ([George W. BUSH, Remarks by President Bush and Prime Minister Stephen Harper of Canada in Press Availability, 6 juillet 2006](#)). Cette rencontre intervient après que le nouveau gouvernement minoritaire canadien (le Parti Conservateur du premier ministre HARPER remporte les élections législatives du 23 janvier 2006 à une simple majorité relative: 124/308 sièges à la Chambre des Communes contre 103 pour le Parti Libéral du premier ministre sortant Paul MARTIN et le reste pour le Nouveau Parti Démocrate) a présenté le 29 juin 2006 un programme de dépenses en matière de défense -- qui vise à renforcer l'interopérabilité des forces militaires du Canada et à autonomiser ses capacités de projection de puissance afin de consolider son influence diplomatico-stratégique dans un environnement stratégique incertain -- et souligne donc cette impulsion.

Relativement à l'agenda des crises, MM. BUSH et HARPER:

1. souhaitent convaincre le régime iranien de renoncer à ses ambitions nucléaires militaires

2. manifestent une "préoccupation mutuelle" après la "provocation" nord-coréenne (multiples lancements de missiles couvrant le spectre des portées le 4 juillet 2006) mais désirent maintenir l'enceinte multilatérale des *Six-Party Talks* (deux Corées, Chine, Etats-Unis, Japon et Russie) en vue du démantèlement complet, vérifiable et irréversible des programmes et installations nucléaires nord-coréennes
3. considèrent que des troupes de l'Organisation des Nations Unies appuyées par des contingents de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord doivent étayer et compléter l'action des forces de l'Union Africaine dans la province soudanaise du Darfour
4. et se félicitent de la coopération bilatérale dans la "guerre globale contre le terrorisme" (M. BUSH loue les capacités des forces de sécurité canadiennes dans le domaine des opérations spéciales et de combat -- et non plus les seules opérations de maintien de la paix), notamment au sein du NORAD (*North American Aerospace Defense Command*) et sur le théâtre afghan dans le cadre de l'Opération *Enduring Freedom* (2 300 militaires canadiens sont mobilisés -- parmi lesquels des membres des forces spéciales *Joint Task Force 2*; le 17 mai 2006, les formations conservatrice et libérale du parlement ont conjointement prolongé l'engagement du contingent canadien jusqu'en 2009)

Surnommée "*Canada First*", la loi de programmation présentée le 29 juin 2006 rompt avec la tradition des gouvernements libéraux -- faisant du budget de la défense la variable d'ajustement du budget de l'Etat -- en allouant 15 milliards de dollars américains pour de nombreuses acquisitions:

- avions de transport stratégique et tactique, notamment des avions de transport de la classe Hercules (C-17 et C-130)
- hélicoptères de transport moyens et lourds, notamment des hélicoptères Chinook CH-47
- navires d'approvisionnement
- et camions logistiques

5 juillet

Trois jours après que les deux principaux partis d'opposition (le Parti Populaire du Pakistan -- PPP -- et la Ligue Musulmane du Pakistan -- LMP; ces deux partis forment l'ossature de l'Alliance pour la Restauration de la Démocratie -- ARD) ont signé à Londres une *Charte de la Démocratie* demandant au président pakistanais et à son premier ministre de se démettre avant le 31 juillet 2006 (faute de quoi une motion de censure sera déposée), le président pakistanais Pervez **MOUCHARRAF émet pour la première fois l'hypothèse d'un départ du pouvoir s'il venait à perdre le soutien populaire.**

Certes, ce discours de M. MOUCHARRAF visant à remobiliser le soutien de sa base -- ses alliés civils au sein de la LMP -- trahit l'érosion de son capital politique à l'approche des élections présidentielle (automne 2007) puis parlementaires (30 janvier 2008). Néanmoins, tant que le morcellement de son opposition politique la confine à un rôle d'entretien de la crise politico-institutionnelle (menace de démission collective des parlementaires des partis membres de l'ARD si le président devait entrer en lice pour un nouveau mandat) et la prive de la masse critique nécessaire pour contraindre le président à la démission, M. MOUCHARRAF demeure au pouvoir même affaibli en fin de mandat.

Le président George W. **BUSH reçoit son homologue géorgien, Mikheil SAAKASHVILI**, avec lequel il partage un fonds axiologique commun (notamment l'"universalité de la liberté" et le postulat de la théorie de la *pax democratica* -- les démocraties ne se font pas la guerre entre elles), dont il loue l'esprit entrepreneurial et qu'il remercie pour la contribution de son pays à l'Opération *Iraqi Freedom* ([George W. BUSH, President Bush Welcomes President Saakashvili of Georgia to the White House, 5 juillet 2006](#)).

Celui-ci affirme en retour que l'agenda de la liberté impulsé par le président BUSH porte ses fruits -- en Géorgie mais aussi en Irak.

Parce qu'il croit en la vocation de l'OTAN à s'étendre en tant que forum politique et dans la mesure où il estime la démarche profitable aux deux parties, M. BUSH rappelle enfin qu'il soutient la candidature d'adhésion de la Géorgie à l'OTAN (implicitement avant le terme de son mandat présidentiel).

Au lendemain d'une série de lancements sans avertissement de six missiles couvrant le spectre des portées (courte avec deux missiles *Scud* d'une portée de 300 à 500 km puis longue avec un missile *Taepodong-2*

d'une portée de 3 500 à 4 300 km et enfin intermédiaire avec trois missiles *Rodong* d'une portée de 1 000 à 1 400 km), le président George W. BUSH maintient que le régime nord-coréen peut rejoindre la "communauté des nations et améliorer son sort" en prenant la décision stratégique de réintégrer le forum multilatéral des *Six-Party Talks* (SPT) sur son programme nucléaire puis de renoncer au nucléaire militaire ([George W. BUSH, President Bush Welcomes President Saakashvili of Georgia to the White House, 5 juillet 2006](#)). Cette décision stratégique solutionnerait "diplomatiquement" la problématique nord-coréenne et inverserait la tendance à l'isolement croissant du régime de Pyongyang sur la scène internationale

Cette série de lancements a confirmé non seulement la reprise par le régime nord-coréen des tests de missile à longue portée mais encore sa capacité de nuisance potentielle (plusieurs armes nucléaires potentiellement vectorisées) -- même si le test du missile balistique intercontinental *Taepodong-2* s'avère négatif (échec en phase de propulsion 35 secondes après son lancement).

Le régime nord-coréen a suspendu en novembre 2005 sa participation aux SPT (lesquels regroupent Etats-Unis, Corée du nord, Corée du sud, Chine, Japon et Russie en vue du démantèlement "complet", "vérifiable" et "irréversible" des programmes et installations nucléaires nord-coréens) consécutivement à l'imposition de sanctions économiques prises par les Etats-Unis en septembre 2005 -- contre une banque (Macau Bank) et huit entreprises nord-coréennes officiellement accusées de contrefaçon, blanchiment d'argent et trafic de drogue -- et perçues comme visant à l'isoler. Depuis, en dépit de la déclaration conjointe du 19 septembre 2005, la Corée du nord conditionne la reprise des pourparlers au retrait des sanctions tandis que les Etats-Unis maintiennent un découplage entre les SPT et les sanctions économiques, exhortant la puissance nucléaire *de facto* à renouer sans pré-conditions le fil de la négociation.

Le porte-parole de la Maison-Blanche, Tony SNOW, soutient de son côté qu'un consensus international prévaut sur la qualification de l'évènement (une "provocation") comme sur l'état final dorénavant recherché -- le démantèlement des installations et programmes nucléaires militaires nord-coréens, la réintégration des SPT et la cessation de toute activité "provocatrice" ([Tony SNOW, Press Briefing by Tony Snow, 5 juillet 2006](#)).

Le porte-parole du département d'Etat, Sean McCORMACK, souligne que les actions du régime nord-coréen l'isolent de plus en plus sur la scène internationale, suscitant l'exercice d'une importante "pression internationale" contre lui, puis précise que l'enceinte multilatérale des SPT demeure toutefois l'"infrastructure diplomatique" pertinente pour le règlement pacifique de la crise nord-coréenne ([Sean McCORMACK, Daily Press Briefing, 5 juillet 2006](#)). Il concède au demeurant que l'agenda du prochain sommet du G-8 (les 15-17 juillet 2006 à St-Pétersbourg) est surchargé de crises -- irakienne, iranienne, nord-coréenne et somalienne.

Enfin, avant la réunion d'urgence du Conseil de Sécurité des Nations Unies consacrée à l'évènement, l'ambassadeur américain auprès des Nations Unies John R. BOLTON déclare que celui-ci doit envoyer un signal "fort et unanime" sur le caractère inacceptable des gesticulations nord-coréennes.

### Dans le cadre de l'affaire de l'enlèvement puis du transfert extrajudiciaire (*extraordinary rendition*) de l'imam radical égyptien Hussian Moustapha Omar NASR (dit Abou Omar):

1. les autorités italiennes arrêtent l'actuel numéro deux du Service de Renseignement et de Sécurité Militaire italien (SISMI pour *Servizio per le Informazioni e la Sicurezza Militare*), Marco MANCINI (directeur de l'anti-terrorisme et du contre-espionnage), ainsi que son prédécesseur en 2003, Gustavo PIGNERO, inculpés des chefs de complicité d'enlèvement et d'abus de pouvoir
2. le procureur de Milan chargé de l'enquête, Armando SPATARO, délivre de nouveaux mandats d'arrêts européens contre quatre ressortissants américains (trois agents de la *Central Intelligence Agency* -- CIA -- et un militaire) soupçonnés de participation au programme *extraordinary rendition* de la CIA



Soupçonné d'activité terroriste, d'appartenance à l'organisation du Djihad Islamique Egyptien et de contact avec le groupe islamiste séparatiste kurde des Partisans de l'Islam (*Ansar al-Islam*), M. NASR a été enlevé le 17 février 2003 dans Milan par des agents de la CIA -- au mépris de des procédures d'extradition légales et de la souveraineté de l'Etat italien -- puis emmené (*via* la base aérienne d'Aviano en Italie puis celle Allemagne) au Caire (Egypte) pour des interrogatoires au cours desquels il prétend avoir été torturé.

Le tribunal de Milan a délivré un mandat d'arrêt européen et formulé une demande d'extradition contre 22 agents de la CIA le 23 décembre 2005. 26 Américains font désormais l'objet d'un mandat d'arrêt européen.

Si l'affaire NASR ne remet pas en cause la coopération contre-terroriste entre les Etats-Unis et l'Italie au plan opérationnel, elle n'en constitue pas moins un irritant au niveau politique qui s'ajoute à l'affaire CALIPARI (officier du renseignement militaire italien tué en mars 2005 en Irak par les forces américaines en Irak alors qu'il sécurisait la libération d'une otage). La révélation d'une opération d'enlèvement-transfert extrajudiciaire conjointe américano-italienne -- au minimum la notification préalable des services de renseignement italiens et leur approbation -- compliquerait encore la délicate position du gouvernement italien face à son opinion publique, partant tendrait la relation bilatérale entre deux des deux alliés proches.

L'affaire NASR confirme au demeurant la systématisation de la pratique de l'*extraordinary rendition*, programme par lequel la CIA (la Division des Activités Spéciales) ou le *Federal Bureau of Investigation* (FBI) transfèrent illégalement un individu soupçonné d'activité terroriste vers un pays tiers (principalement le Maroc, l'Egypte, la Syrie, la Jordanie et l'Ouzbékistan) et délèguent ou externalisent à l'Etat hôte la tâche de mener des interrogatoires poussés -- au minimum agressifs, souvent accompagnés de tortures physiques et psychologiques. Arguant de la meilleure connaissance qu'ont les Etats délégués de la langue et du contexte historico-culturel du suspect, les Etats-Unis ont déjà externalisé les interrogatoires d'une soixantaine d'individus en Egypte depuis 2001.

Le négociateur en chef iranien sur le dossier nucléaire, Ali **LARIJANI**, repousse sans raison officielle au 6 juillet la rencontre prévue à Bruxelles avec Javier SOLANA, Haut représentant de l'Union européenne pour la Politique étrangère et de sécurité commune.

Au cours de cette rencontre, M. LARIJANI est réputé articuler la réponse du gouvernement iranien au paquet de mesures incitatives et dissuasives élaboré par l'UE-3 (Allemagne, France et Grande-Bretagne au nom de l'Union européenne), approuvé par les Etats-Unis, la Chine et la Russie le 1er juin (formule "P-5+1": cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies plus l'Allemagne en tant que membre de l'UE-3) puis formellement présenté au gouvernement iranien le 6 juin par M. SOLANA.

4 juillet

**En lançant sans l'avertissement protocolaire une série de six missiles couvrant le spectre des portées** (courte avec deux missiles de la classe *Scud* – B et C – d'une portée de 300 à 500 km puis longue avec un missile *Taepodong-2* d'une portée de 3 500 à 4 300 km et enfin intermédiaire avec trois missiles *Rodong* d'une portée de 1 000 à 1 400 km), **le régime nord-coréen confirme la reprise de ses tests de missile à longue portée ainsi que sa capacité de nuisance potentielle** (non seulement plusieurs armes nucléaires mais encore plusieurs vecteurs), même si le test du missile balistique intercontinental *Taepodong-2* s'avère négatif (échec en phase de propulsion 35 secondes après son lancement).

La Corée du nord était réputée depuis le 18 juin 2006 s'apprêter à tester un missile à longue portée *Taepodong-2* (missile de 35 mètres dont la portée est comprise entre 3 500 et 4 300 km) depuis le site de lancement de Musudan-ri dans le nord-est du pays. Déjà assemblé, le missile se trouvait sur le pas de tir, ses réservoirs approvisionnés en carburant liquide (procédure quasi-irréversible tant il est difficile de vider des réservoirs qu'au demeurant la présence de carburant au-delà de 48 heures endommage) tandis que la fenêtre d'opportunité climatique (avant la mousson) était étroite (de l'ordre de quelques jours).



Il s'agit du plus important test de missiles balistiques de l'histoire nord-coréenne, devant celui de trois missiles de la classe *Scud* (B et C) et d'un *No Dong* en mai 1993. Les missiles à courte portée précédant celui à longue portée ont eu pour rôle de déjouer (leurres) l'éventuelle défense anti-missile américaine et/ou japonaise. Les six missiles s'abîment finalement en mer du Japon tandis que le ministre nord-coréen des Affaires étrangères, Lee Byong DOK, estime que cette "question de souveraineté nationale" ne saurait être jugée par la communauté internationale.

Certes, ces multiples lancements (5 juillet heure locale mais 4 juillet heure américaine, coïncidant avec la célébration de l'Indépendance et le lancement d'une navette spatiale de Cape Canaveral) concrétisent les craintes de la communauté internationale en général, des Etats-Unis et du Japon en particulier à l'égard des capacités nord-coréennes. Après avoir qualifié les multiples lancements de "grave problème" non seulement pour la sécurité nationale nipponne mais aussi pour la paix et la sécurité internationales ainsi que la non-prolifération des armes de destruction massive, le directeur de cabinet du premier ministre japonais également porte-parole du gouvernement, Shinzo

ABE, annonce ainsi que le Japon proteste et envisage de demander une réunion d'urgence du Conseil de sécurité des Nations Unies; le ministre japonais des Affaires étrangères, Taro ASO, ajoute que le Japon pourrait imposer des sanctions économiques (notamment l'interdiction pour les navires nord-coréens d'accéder aux portes japonaises).

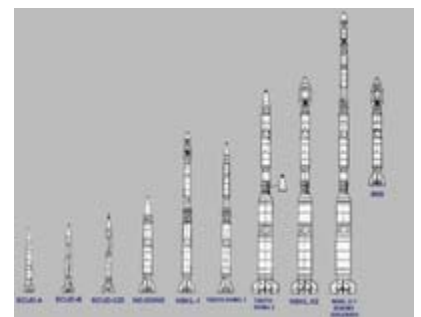
Mais, dans le même temps, cette gesticulation militaire isole le régime nord-coréen en dégradant les relations bilatérales avec ses principaux soutiens -- la Chine (dont l'influence à l'égard du régime de Pyongyang ressort érodée) et la Corée du sud (dont l'aide financière et alimentaire au titre de la solidarité inter-coréenne ressort délégitimée)-- alors que l'échec du test du Taepodong-2 hypothèque les capacités nord-coréennes et aggrave les difficultés internes au régime tout en évitant aux Etats-Unis de confronter et leur système de défense anti-missile et leur détermination à l'épreuve des faits. Le Commandement militaire américain Nord (*U.S. Northern Command*) considère par conséquent que ces tests ne posent "aucune menace immédiate pour les Etats-Unis" tandis que la Maison-Blanche souligne plutôt l'échec du test du Taepodong-2 après l'avoir condamné comme un acte de provocation et réaffirme son engagement pour une "solution diplomatique pacifique" ([WHITE HOUSE, Statement on North Korea Missile Launches, 4 juillet 2006](#)).

Alors que les *Six-Party Talks* (SPT) sur son programme nucléaire se trouvaient dans une impasse, la Corée du nord a déclaré en mars 2005 ne plus être liée par le moratoire sur les tests de missiles à longue portée qu'elle s'était imposé le 13 septembre 1999 consécutivement à la crise du 31 août 1998 (un missile Taepodong-1 avait survolé le Japon), puis avait confirmé en 2001 et 2002, et a procédé aux tests de plusieurs missiles à courte portée.

Le régime nord-coréen a suspendu en novembre 2005 sa participation aux SPT (lesquels regroupent Etats-Unis, Corée du nord, Corée du sud, Chine, Japon et Russie en vue du démantèlement complet, vérifiable et irréversible des programmes et installations nucléaires nord-coréens) consécutivement à l'imposition de sanctions économiques prises par les Etats-Unis en septembre 2005 -- contre une banque (Macau Bank) et huit entreprises nord-coréennes officiellement accusées de contrefaçon, blanchiment d'argent et trafic de drogue -- et perçues comme visant à l'isoler. Depuis, en dépit de la déclaration conjointe du 19 septembre 2005, la Corée du nord conditionne la reprise des pourparlers au retrait des sanctions tandis que les Etats-Unis maintiennent un découplage entre les SPT et les sanctions économiques, exhortant la puissance nucléaire *de facto* à renouer sans pré-conditions le fil de la négociation.

La reprise des tests de missiles à longue portée par le régime nord-coréen s'inscrit dans la continuité de trois précédents coups de force ayant vocation à démontrer sa capacité de nuisance potentielle:

1. d'abord l'admission de la poursuite d'un programme nucléaire en 2002 et l'éviction des inspecteurs de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA)
2. ensuite le retrait du Traité de Non Prolifération nucléaire en 2003
3. enfin la proclamation d'une capacité nucléaire militaire en 2005



La Corée du nord est motivée par la démonstration de sa capacité de nuisance potentielle en vue de trois objectifs:

1. pré-conditionner la reprise des SPT
2. sanctuariser le territoire national
3. et bénéficier du même traitement que l'Iran -- perçu comme favorable -- de la part de la communauté internationale

Outre la dégradation de l'alliance entre les Etats-Unis et la Corée du sud, son but reste la formalisation de négociations directes avec les premiers en vue d'un accord bilatéral par lequel elle renoncerait à ses programmes missiliers en contrepartie d'une normalisation des relations diplomatiques bilatérales (signature d'un traité de paix -- en remplacement de l'actuelle paix armée -- mettant techniquement fin à la guerre de Corée 1950-3), de garanties de sécurité (assurance contre un changement de régime) et d'aides diverses (énergétique, alimentaire et commerciale).

Dans l'histoire nord-coréenne récente (Kim IL SUNG en 1994, Kim JONG IL depuis 2003), la crise apparaît finalement comme l'instrument d'action que le régime nord-coréen privilégie (avec la menace de son propre effondrement) afin de focaliser l'attention de la communauté internationale (principalement celle des Etats-Unis et du Japon) et obtenir la satisfaction par celle-ci de certains besoins (principalement de la part de la Corée du sud -- "*Sunshine Policy*").

Si l'impact de cette crise des missiles nord-coréen devra être jugé à l'aune du repositionnement de chacune des parties aux SPT, elle pourrait infléchir les politiques des Etats-Unis et du Japon à l'égard de la Corée du nord de manière contre-productive pour cette dernière en renforçant au sein des deux administrations les promoteurs d'une ligne dure pour que la Corée du nord réintègre les SPT (imposition de sanctions).

Au Japon, cette crise pourrait:

1. accélérer la modernisation militaire des Forces d'Auto-Défense avant qu'une révision de l'article 9 de la Constitution de 1947 n'intervienne
2. favoriser le porte-parole nationaliste du gouvernement, Shinzo ABE, également candidat à la succession du premier ministre Junichiro KOIZUMI en septembre 2006 par rapport à son rival modéré Yasuo FAKUDA

A l'occasion de la célébration de l'Indépendance américaine (4 juillet 1776), le président George W. **BUSH s'efforce de remobiliser le soutien de l'opinion publique américaine à la "guerre globale contre la terreur" en général et à l'Opération *Iraqi Freedom* en particulier** ([George W. BUSH, President Bush Thanks Military on Independence Day at Fort Bragg, Caroline du Nord, 4 juillet 2006](#)). .

Il rappelle d'abord que les Etats-Unis restent "sur l'offensive" alors que les "terroristes [...] espèrent frapper à nouveau". Sur le théâtre d'opérations irakien et tandis que le mouvement insurgé connaît un fenêtrage de "vulnérabilité" depuis l'élimination d'Abou Moussab AL-ZARKAOUI, cette attitude offensive des troupes irakiennes et de celles de la Force Multinationale en Irak s'est traduite depuis le 7 juin 2006 par:

1. la collecte d'informations supplémentaires sur le "réseau" insurgé
2. la conduite de 190 raids à travers le pays
3. la capture de "plus de 700 agents ennemis"
4. l'élimination de plus de 60 d'entre eux

Si M. BUSH enregistrent les progrès réalisés depuis 2005 (adoption du projet de Constitution le 15 octobre puis élections parlementaires le 15 décembre 2005, investiture du nouveau gouvernement permanent le 20 mai 2006), il n'en mentionne pas moins les progrès à réaliser en vue d'un Irak viable qui s'autogouverne et soit capable de se défendre, lequel état final recherché renforcerait la sécurité des Etats-Unis (la démonstration de leur résolution doit engendrer un effet dissuasif tandis que les terroristes se voient déniés un sanctuaire) et d'une région "troublée" (la démocratie irakienne doit conforter l'aspiration -- voire susciter l'émulation -- démocratique dans la région). Afin d'y parvenir, le président réaffirme le soutien de son administration au cabinet du premier ministre Nouri Kamal AL-MALIKI.

M. BUSH rappelle également que la décision de retirer les troupes américaines mobilisées sur le théâtre irakien sera déterminée par la situation militaro-sécuritaire concrète sur le terrain telle qu'évaluée par les responsables militaires (notamment le commandant desdites forces qu'est le général George W. CASEY) avant de demander à l'opinion publique américaine davantage de patience et de sacrifices.



D'autant que l'Irak n'est qu'un des théâtres de la "guerre contre la terreur" -- une "lutte globale contre les partisans d'une idéologie meurtrière qui méprise la liberté, réprime la dissension, nourrit des ambitions territoriales et poursuit des buts totalitaires" -- pour la victoire de laquelle la "stratégie à long terme de liberté" mise en oeuvre par les Etats-Unis consiste à propager cette liberté à travers le monde en tant que principal déterminant de la sécurité des Etats-Unis conformément au postulat de la théorie de la *pax democratica* (les démocraties ne se font pas la guerre entre elles).

3 juillet

Dans un entretien qui sera diffusé sur la chaîne de télévision C-Span le 9 juillet 2006, le sous-secrétaire d'Etat pour les Affaires politiques également négociateur en chef sur le dossier du nucléaire nord-coréen, Nicholas **BURNS**, qualifie de "**profondément déraisonnable**" l'éventuel test par Pyongyang d'un missile à longue portée, conseille au régime nord-coréen de réintégrer les *Six-Party Talks* (SPT) sur son programme nucléaire et le met en garde contre "tout type d'activité provocative" ayant vocation à renforcer sa puissance de marchandage au cours des pourparlers.

La révélation de l'avertissement de M. BURNS intervient:

1. alors que le régime nord-coréen menace les Etats-Unis de répondre par une frappe nucléaire d'anéantissement à toute action préventive contre ses installations nucléaires
2. tandis que la principale agence de presse nord-coréenne cite un analyste qui accuse les Etats-Unis d'harcéler Pyongyang en multipliant leurs exercices militaires, en renforçant leurs capacités d'espionnage aérien et en alimentant une course aux armements -- ce qui constitue selon cette source une "grave provocation militaire" et trahit de "dangereuses manoeuvres de guerre" -- puis recommande le retrait des 29 500 militaires américains stationnés en Corée du sud
3. et au moment où ce "régime imprévisible" est réputé s'appêter à tester un missile à longue portée Taepodong-2 (missile de 35 mètres dont la portée est comprise entre 3 500 et 6 000 km) depuis le site de lancement de Musudan-ri dans le nord-est du pays, ce que la communauté internationale refuse unanimement -- Chine et Russie incluses

La porte-parole du département d'Etat, Julie RESIDE, rappelle de son côté que l'administration du président George W. BUSH est déterminée à protéger les Etats-Unis par tous moyens adéquats en cas de test de missile

Le régime nord-coréen a suspendu en novembre 2005 sa participation aux SPT (lesquels regroupent Etats-Unis, Corée du nord, Corée du sud, Chine, Japon et Russie en vue du démantèlement complet, vérifiable et irréversible des programmes et installations nucléaires nord-coréens) consécutivement à l'imposition de sanctions économiques prises par les Etats-Unis en septembre 2005 -- contre une banque (Macau Bank) et huit entreprises nord-coréennes officiellement accusées de contrefaçon, blanchiment d'argent et trafic de drogue -- et perçues comme visant à l'isoler. Depuis, en dépit de la déclaration conjointe du 19 septembre 2005, la Corée du nord conditionne la reprise des pourparlers au retrait des sanctions tandis que les Etats-Unis maintiennent un découplage entre les SPT et les sanctions économiques, exhortant la puissance nucléaire *de facto* à renouer sans pré-conditions le fil de la négociation.

Questionné pour savoir si l'administration du président George W. BUSH accepterait que l'amnistie prévue par le Plan de Réconciliation Nationale (PRC) irakien soit étendue aux individus ayant tué des militaires américains, le porte-parole de la Maison-Blanche, Tony **SNOW**, affirme que les Etats-Unis ne jouent aucun "rôle officiel" dans la définition des critères de l'amnistie individuelle offerte à certains insurgés irakiens et que, par conséquent, ils n'approuvent ni ne réprouvent les clauses de celui-ci ([Tony SNOW, Press Gaggle by Tony Snow, 3 juillet 2006](#)). M. SNOW en profite pour réaffirmer le soutien de l'administration aux efforts du nouveau cabinet en vue de la réconciliation nationale.

Les 24 articles du PRC ont été formellement présentés au Conseil des Représentants par le premier ministre irakien Nouri Kamal AL-MALIKI le 25 juin 2006. Alors que seuls les insurgés n'ayant pas



commis d'actes criminels ou terroristes contre les Irakiens ou les troupes de la Force Multinationale en Irak devaient initialement être "amnistiables" (des commissions devant statuer sur le caractère amnistiable des prisonniers), ce qui excluait à la fois les saddamistes (noyau dur des loyalistes du régime baasiste qui veulent saper la transition politique pour se réapproprier le pouvoir et restaurer l'ancien régime) et les djihadistes (individus appartenant à -- ou se réclamant de -- al-Qaida qui espèrent créer en Irak un califat qui serve de pas de tir à l'instauration d'un califat panislamique), le rejet de l'offre par la plupart des groupes insurgés incite depuis le gouvernement irakien à envisager d'élargir la portée de l'amnistie aux insurgés coupables de la mort de militaires de la Force Multinationale, lesquels individus se perçoivent et se présentent souvent comme une "résistance" (*muqawamah*) à l'occupation étrangère. Le président de l'Alliance Irakienne Unie (principale coalition électorale arabe chiite), Abdul Aziz AL-HAKIM, considère ainsi sur la chaîne satellitaire irakienne *Al Sharqiya* que l'amnistie devrait être exclue pour les "saddamistes" et les "*takfiris*" (djihadistes) mais offerte aux insurgés qui ont résisté à l'occupation étrangère, les "rejectionnistes" (arabes sunnites lésés par l'intervention américaine qui veulent renforcer la puissance de négociation de la communauté arabe sunnite).

2 juillet

**Le Conseiller irakien pour la sécurité nationale, Mowaffaq AL-RUBAIE, dresse la liste des 41 individus les plus recherchés en tant que dirigeants et organisateurs "clefs" du mouvement insurgé en Irak.**

Figurent principalement des anciens membres du parti *Baas* ou du Conseil du Commandement Révolutionnaire, parmi lesquels:

1. Izzat Ibrahim AL-DURI (en première position), vice-président du Conseil du Commandement Révolutionnaire et "dirigeant opérationnel" de l'insurrection; une récompense de 10 millions de dollars est offerte à quiconque fournira des informations le concernant
2. Mohamed Yunis al-Ahmad AL-MOALI (en deuxième position), ancien membre du parti *Baas*, actuellement financier et "dirigeant opérationnel" de l'insurrection; une récompense d'un million de dollars est offerte à quiconque fournira des informations le concernant
3. ou encore Tahir Jalil Habbush AL-TIKRITI (en troisième position), ancien directeur du Service de Renseignement Irakien, membre du Nouveau Commandement Régional et financier du Nouveau Parti *Baas*; une récompense d'un million de dollars est offerte à quiconque fournira des informations le concernant

Le nouveau commandant de l'Organisation al-Qaida en Mésopotamie, Abou Ayyub AL-MASRI, se trouve au 30ème rang; une récompense de 50 000 dollars est offerte à quiconque fournira des informations le concernant.

Le président de la principale coalition électorale arabe sunnite (44/275 sièges au Conseil des Représentants), Adnan DULAIMI, **annonce que le Front Irakien de la Concorde suspend sa participation aux sessions du parlement jusqu'à la libération d'un de ses membres**, la représentante arabe sunnite Taiseer Najag AL-MASHHADANI enlevée le 1er juillet 2006 dans le quartier arabe chiite de Shaab (nord-est de Bagdad).

**71 millions d'électeurs mexicains sont appelés à élire leur président, renouveler le Congrès (Chambre des députés et Sénat) et désigner trois des 52 gouverneurs d'Etat ainsi que le maire de Mexico.**

L'élection présidentielle oppose trois principaux candidats (avec Patricia MERCADO et Roberto CAMPA, cinq candidats se présentent au total; conformément à la Constitution mexicaine -- mandat présidentiel de six années non renouvelable -- le président sortant Vicente FOX ne peut pas se représenter):

1. Andres Manuel Lopez OBRADOR (52 ans), membre du Parti de la Révolution Démocratique (créé en 1989, le PRD est un parti de gauche qui administre 5/52 Etats + Mexico et détient 52/500 sièges au Congrès). Fils de marchand, diplômé de l'Université publique autonome de Mexico, ancien maire de Mexico (jusqu'en 2005), M. OBRADOR est un populiste de gauche qui -- s'autoproclamant "candidat des pauvres" -- s'engage à:

- allouer 20 milliards de dollars pour un programme de travaux publics inspiré du *New Deal* américain
  - offrir la gratuité des soins à tous
  - prendre en charge les personnes âgées
  - réviser la Constitution afin de permettre un recours fréquent au referendum populaire
  - et réduire l'émigration à destination des Etats-Unis (4 millions de Mexicains pendant les six années du mandat de M. FOX; 20,6 millions d'individus d'origine mexicaine résident aux Etats-Unis, soit 58% de la population hispanique; 6,2 millions d'immigrés mexicains clandestins se trouvent sur le territoire américain, soit 56% de la population immigrée clandestine)
2. Felipe CALDERON (43 ans), membre du Parti de l'Action Nationale (créé en 1939, le PAN est un parti conservateur catholique de centre droit qui administre 10/52 Etats et détient 207/500 sièges au Congrès). Fils d'un fondateur du PAN, juriste et économiste diplômé d'une université américaine (Harvard's Kennedy School of Government), M. CALDERON est un technocrate conservateur qui -- s'autoproclamant "le président de l'emploi" -- s'engage à:
- revitaliser l'investissement étranger et promouvoir le libre-échange aux fins de création d'emplois
  - discipliner la fiscalité
  - stabiliser la monnaie
  - équilibrer le budget de l'Etat
  - et mettre en oeuvre des politiques favorables au secteur des affaires
3. et Roberto MADRAZO, membre du Parti Révolutionnaire Institutionnel (créé en 1929, le PRI est un parti de droite au pouvoir de 1929 à 2000 qui administre 17/52 Etats et détient 209/500 sièges au Congrès). Outre la persistance de l'image dégradée du PRI (autocratie autoritaire), la campagne de M. MADRAZO a été entachée par des accusations de corruption

Tandis que MM. OBRADOR et CALDERON se disputent à forces égales la présidence, le résultat de M. MADRAZO devrait confirmer le déclin du PRI au pouvoir pendant 71 ans.

La campagne électorale (marquée par les campagnes de publicité négative) ayant révélé -- en même temps qu'elle a alimenté -- la polarisation socioéconomique de la société mexicaine dans un pays où 46% des 107 millions d'habitants sont pauvres (moins de quatre dollars par jour), le principal déterminant du vote est le facteur socioéconomique, devant l'émigration, la corruption endémique et la violence armée entre cartels de la drogue et forces publiques chargées de la lutte contre le narcotrafic.

En tête dans les sondages pré-électorales d'intention de vote, M. OBRADOR a été cependant qualifié par l'historien mexicain Enrique KRAUZE de "populiste messianique" et "messie tropical" qui risque de "saper" les fondements de la "démocratie mexicaine" au nom de la justice sociale et de transformer la politique étrangère du Mexique en continuation du populisme intérieur par d'autres moyens.

L'élection de M. OBRADOR emporterait probablement un triple impact sur la relation bilatérale américano-mexicaine:

1. d'abord la subordination de la politique étrangère mexicaine à la politique intérieure
2. ensuite la recherche de contrepoids latino-américains afin de contrebalancer l'hégémonie américaine, recherche dont le corollaire serait de favoriser l'intégration régionale politique et économique
3. enfin la révision du chapitre agricole de l'Accord de Libre-Echange Nord-Américain (ALENA / NAFTA pour *North American Free Trade Agreement*, entré en vigueur le 1er janvier 1994)

L'élection de M. CALDERON n'infléchirait qu'à la marge la relation bilatérale américano-mexicaine voire signifierait la continuité en matière de libre-échange et d'affaires. Si l'administration du président George W. BUSH préfère tacitement et *a priori* la victoire du candidat de centre-droit (elle ne prend pas publiquement position de crainte des effets pervers de l'interventionnisme), elle n'en classe pas moins le candidat de gauche dans la catégorie de la "gauche pragmatique" (aux côtés du président brésilien Luiz Inacio Lula DA SILVA) et non dans celle de la "gauche révolutionnaire" (par exemple le président vénézuélien Hugo CHAVEZ et le président bolivien Evo MORALES).

Trois thématiques resteront communes aux Etats-Unis et au Mexique quel que soit le vainqueur de l'élection présidentielle:

1. le commerce bilatéral (avec 243 milliards de dollars d'échanges commerciaux, le Mexique est le 2ème partenaire commercial des Etats-Unis et ceux-ci le 1er de celui-là) et le développement économique
2. l'émigration mexicaine vers les Etats-Unis
3. et le trafic de drogue transfrontalier

1<sup>er</sup> juillet

Le commandant du Conseil Consultatif des Moudjahidin d'Irak (CCMI), Abdullah Rashid **AL- BAGHDADI**, adresse à la communauté arabe sunnite d'Irak et de la région un message audio de 12 minutes intitulé "**Ceci est ce qu'Allah nous a promis et Allah tient ses promesses**", lu par le porte-parole du CCMI (Abou Ammar **AL-DULAYMI**), dans lequel il:

1. exhorte la population arabe sunnite à soutenir le mouvement insurgé et les groupes insurgés à vaincre l'adversaire coalisé -- selon lui moribond à l'approche des "ailes de la victoire"
2. avertit les insurgés arabes sunnites tentés d'intégrer le processus politique des finalités de ce dernier -- l'anéantissement de la communauté arabe sunnite
3. s'efforce de mobiliser le soutien de la part des communautés arabes sunnites dans les nations arabes et musulmanes à la lutte des moudjahidin d'Irak, qu'il s'agisse d'un soutien direct (livrer le djihad défensif sur le théâtre d'opérations ou interrompre les lignes de communication et d'approvisionnement de la Force Multinationale en Irak sur ses arrières) ou indirect (perturbation économique des entreprises qui financent la contre-insurrection, boycott politique et économique de l'Iran, etc.)



Il s'agit du second message de M. **AL-BAGHDADI** lu par M. **AL-DULAYMI**, le premier datant du 16 juin 2006.

Le CCMI est une organisation "parapluie" créée le 21 janvier 2006 qui regroupe huit groupes insurgés -- dont l'Organisation al-Qaida en Mésopotamie -- dont elle a vocation à agréger les initiatives terroristes -- militaires, politiques et médiatiques -- à travers l'Irak en réduisant la duplication des activités (voir [schéma des principaux groupes insurgés sunnites](#) dans la rubrique "papiers"). Le Conseil affiche le triple objectif de "libérer l'Irak de l'occupation, unir et diriger les efforts des moudjahidin et élever l'étendard de l'islam" qui n'est autre que la synthèse des objectifs de ses membres constitutifs: bouter les troupes de la Force Multinationale hors d'Irak puis y créer un califat.

Dans un enregistrement audio de 17 minutes produit par *As-Sahab* (la branche de production d'al-Qaida) et diffusé sur l'Internet au lendemain de son éloge de l'action, du martyr et du legs de l'ancien commandant de l'Organisation al-Qaida en Mésopotamie (Abou Moussab **AL-ZARKAOUI**, éliminé le 7 juin 2006), le commandant de l'organisation terroriste al-Qaida, Oussama **BEN LADEN**, s'adresse à la "**nation de l'islam**" en général et aux islamistes combattant sur les théâtres d'opérations irakien et somalien en particulier, qualifiant leur combat de lutte pour "**libérer l'Oumma de la servitude des croisés**" et les assurant que la "**nation musulmane**" prie pour leur victoire. Il s'agit du cinquième enregistrement du numéro un d'al-Qaida depuis janvier 2006 (les précédents messages datent des 19 janvier, 23 avril, 23 mai et 30 juin).



Relativement à l'Irak, M. **BEN LADEN**:

1. *approuve* la nomination d'Abou Ayyub **AL-MASRI** au commandement de l'Organisation al-Qaida en Mésopotamie le 12 juin 2006 (en remplacement d'Abou Moussab **AL-ZARKAOUI** éliminé le 7 juin 2006), "meilleur successeur" digne du "meilleur prédécesseur"
2. *recommande* à M. **AL-MASRI** de concentrer ses attaques contre les troupes de la Force Multinationale en Irak, ses alliés et ses soutiens

3. *exhorte* les insurgés en Irak à ne pas abandonner le centre de gravité du théâtre irakien qu'est sa capitale et les musulmans à soutenir -- matériellement et humainement -- leurs "frères en Mésopotamie" contre les "croisés" et les "apostats"
4. *suggère* aux groupes insurgés de ne pas participer au processus politique amorcé par le nouveau gouvernement irakien (le premier ministre Nouri Kamal AL-MALIKI a présenté son Plan de Réconciliation Nationale devant le Conseil des Représentants le 25 juin 2006)
5. *avertit* la communauté arabe chiite irakienne qu'elle continuera à être l'objet de représailles tant qu'elle maintiendra sa collaboration avec les forces d'occupation contre la communauté arabe sunnite (notamment l'enrôlement dans les forces de sécurité irakiennes)

Relativement à la Somalie, M. BEN LADEN:

1. *prévient* la communauté internationale contre l'envoi de troupes de maintien de la paix, et les voisins de la Somalie contre la tentation d'intervenir, après que l'Union des Tribunaux Islamiques a pris le contrôle *de facto* du sud du pays
2. *conseille* aux groupes armés islamiques d'attaquer "rapidement" le gouvernement fédéral intérimaire installé à Baidoa et soutenu par la communauté internationale -- gouvernement dont il qualifie le président, Abdullahi YUSUF, de "traître", "agent" de l'étranger et "renégat" -- puis de se préparer militairement à l'éventuelle réaction de cette dernière
3. *réserve* à son organisation terroriste le droit d'attaquer les Etats-Unis sur leur territoire

La Maison-Blanche réagit au blitz médiatique de M. BEN LADEN (deux messages en 24 heures) en dénonçant dans un communiqué officiel l'idéologie qui meut les "ennemis de l'humanité" dans leur "guerre contre l'humanité", laquelle n'offre qu'un futur chargé de "combat, conflit et misère".

**Un candidat à l'attentat suicide met à feu son véhicule piégé sur un marché du quartier arabe chiite de *Sadr City* (est de Bagdad), tuant 62 civils et en blessant 114.** Il s'agit de l'attentat le plus létal depuis que trois individus ont mis à feu leur ceinture explosive dans et près d'une mosquée de Bagdad le 7 avril 2006, tuant 85 civils et en blessant 156 -- pour la plupart d'origine arabe chiite.

Le quartier pauvre arabe chiite de *Sadr City* est le principal réservoir des miliciens de l'Armée du Mahdi, milice chiite hybride -- à la fois parti et guérilla -- créée en juin 2003 par Moqtada AL-SADR et composée de 5 à 10 000 hommes recrutés parmi les déshérités pour lesquels elle joue un rôle social important.

Par ailleurs, après lui avoir tendu une embuscade dans le quartier arabe chiite de *Shaab* (nord-est de Bagdad), des individus armés enlèvent la représentante arabe sunnite Taiseer Najag AL-MASHHADANI, membre du Front Irakien de la Concorde (principale coalition électorale arabe sunnite).

